This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

21. a. 15

DOMINUS ILLUMINATIO MEA

Taylor Institution.

Digitized by Google

Fr. H. Sale by [illegible]

3 Vols. n - 4

/40

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

MEMOIRES
DE MONSIEUR
DE TORCY,
POUR
SERVIR A L'HISTOIRE
DES NEGOCIATIONS.

Digitized by Google

Digitized by Google

AVIS
DES NOUVEAUX
EDITEURS.

Sur la foi de Messieurs les Journalistes de Trévoux, nous faisons hardiment reparoître, sous le nom de Monsieur le Marquis DE TORCY, *ces Mémoires, qui d'abord ont paru anonymes en France. On a rectifié dans cette nouvelle Edition divers noms de Personnes & de Villes de Hollande & d'ailleurs, que l'on avoit un peu défigurés dans la Copie.*

Ces Mémoires méritent véritablement l'éloge qu'on en a fait dans les Journaux. Outre le stile qui captive, il y régne une candeur & une pieté qui ne se voyent guéres dans ces sortes d'Ouvrages. Monsieur le Marquis DE TORCY *pouvoit d'autant mieux nous instruire des affaires du tems dont il parle, qu'il y a joué en partie le rôle brillant de Négociateur.*

N B. Tome I. page 32. ligne 17. *Maison d'Autre* lisez *Maison d'Autriche.*

AVER-

AVERTISSEMENT.

LE Public recevra sans-doute avec plaisir ces Mémoires rédigés par un homme bien instruit de ce qu'il écrit.

Il n'entroit pas dans le dessein de l'Auteur de rapporter les opérations des armées respectives. Nous y avons suppléé par des notes fort courtes, & en très-petit nombre, dans lesquelles nous avons marqué seulement les siéges entrepris, les combats livrés, les villes prises, les batailles gagnées ou perdues, pendant les différentes campagnes, depuis 1701 jusqu'en 1712, sans entrer dans aucun détail. Les événemens de cette guerre malheureuse sont trop profondément gravés dans la mémoire des François; mais on n'avoit point encore développé avec autant d'étendue & de vérité, les ressorts secrets des négociations plusieurs fois entamées pour procurer une paix générale.

On verra avec attendrissement & avec indignation, d'un côté, les offres multipliées, les sacrifices, les démarches humiliantes qu'un de nos plus grands

Rois

Digitized by Google

Rois faisoit pour le repos de ses Sujets; de l'autre, les prétentions injurieuses & révoltantes des ennemis de la France, jaloux du bonheur & de la puissance d'un Monarque, qui, peu auparavant, donnoit des loix à l'Europe asservie autant par ses bienfaits, par sa grandeur personnelle, par sa réputation, que par la force de ses armes. Mais ce Régne, à jamais célébre, devoit être marqué par quelques calamités. Il semble qu'il auroit manqué quelque chose à la gloire de LOUIS XIV. si les Peuples accoutumés à admirer dans ce Prince les grands talens de régner, l'élevation, les ressources du génie, la générosité, la magnificence, les vues sublimes, la modération dans la victoire, & tant d'autres vertus réunies, n'avoient pas connu sa fermeté, sa constance, & sa résignation dans les malheurs.

Digitized by Google

SOMMAIRE.

AFfaires d'Espagne. Etat de Charles II. & de son Royaume, avant & après la Paix de Nimégue, avant & après la Paix de Ryswyck. Négociations pour la Succession d'Espagne. Traité de partage de la Monarchie Espagnole, fait avec l'Angleterre & la Hollande. Mort du Prince Electoral de Baviére. Nouveau Traité de partage occasionné par cette mort. L'Empereur est invité & refuse d'y souscrire. Troubles en Espagne à l'occasion du partage. Charles II. change plusieurs fois de résolution. Il meurt & laisse un Testament en faveur du Duc d'Anjou. Le Roi accepte le Testament. Ses progrès. Ligue appellée la Grande Alliance*, & guerre contre Louis XIV. Succès des Alliés. Pertes de la France. Premiéres démarches pour la Paix. Le Roi charge de ses ordres le Président Rouillé, & lui donne ses instructions avant que de l'envoyer en Hollande.*

Digitized by Google

MEMOIRES

POUR

SERVIR A L'HISTOIRE

DES NEGOCIATIONS

Depuis le Traité de RYSWICK jusqu'à la Paix D'UTRECHT.

PREMIERE PARTIE.

NEGOCIATIONS

Pour la Succession d'Espagne, depuis le Traité de Ryswick jusqu'aux premières conférences pour la Paix.

SI le Public doit sçavoir gré à ceux dont le travail pénible rassemble depuis quelques années les Traités, Actes & Mémoires, qui, vers la fin du dernier siécle & le commencement du siécle présent, ont donné à

Digitized by Google

l'Europe une face nouvelle; la reconnoiſſance dûe à leurs ſoins ſeroit encore plus juſte, ſi plus diligens à rechercher la vérité, plus heureux à la découvrir, ces Compilateurs euſſent écarté de leurs ouvrages, le menſonge qu'ils ont ſi ſouvent employé pour lier en forme d'hiſtoire les piéces vraies avec un grand nombre de fauſſes inſérées dans leurs Livres.

Plus occupés du déſir de plaîre aux ennemis de la France, ils ont ſemé l'erreur non ſeulement chez les Etrangers, mais auſſi dans le Royaume; enſorte que le grand nombre de ceux qui ſe piquent de politique & d'une connoiſſance particuliére de l'intérêt des Princes, ſont perſuadés que le teſtament du Roi d'Eſpagne Charles II. ſource d'une longue & ſanglante guerre, a été conçu à Verſailles, accepté & exécuté à Madrid par les intrigues ſecrétement liées avec le Cardinal Portocarréro, ainſi qu'avec d'autres Miniſtres gagnés, comme on le ſuppoſe, par l'or que le Marquis d'Harcourt, créé depuis Pair & Maréchal de France, avoit abondamment répandu pendant le cours de ſon Ambaſſade.

Ceux qui aiment la vérité, ſouhaitent qu'elle ne demeure pas enſévelie dans les ténébres; & ſi le moment de la montrer au Public n'eſt pas encore arrivé, il eſt toujours tems que ceux qui en ſont particuliérement inſtruits, préparent & laiſſent à leurs enfans les Mémoires qui pourront

un

Digitized by Google

un jour apprendre à la postérité comment tant d'Etats ont changé de Maîtres; comment l'union des principales Puissances de l'Europe liguées contre la France, a été dissipée, & par quel miracle Dieu, protégeant cette Couronne, a voulu anéantir les desseins de ses ennemis, dans le tems où le succès de leurs armes les avoit aveuglés au point de rejetter la paix que Louis XIV. demandoit aux conditions mêmes les plus dures.

Les Traités signés à Utrecht mirent fin à ses malheurs, & Dieu couronna la fermeté chrétienne de ce Roi, en maintenant sur le trône d'Espagne Philippe V. son petit-fils, malgré les efforts d'une Ligue formidable, & les succès inouïs dont l'alliance de tant de Princes avoit été suivie.

L'exposition simple de la vérité fera voir les merveilles de la Providence, & prouvera qu'elle seule a conduit & soutenu le Prince qu'elle avoit destiné de toute éternité à régner sur l'Espagne, sans le secours d'intrigues formées & de négociations conduites de la part des hommes, dans la vue d'engager le Roi Catholique à se choisir un successeur.

Charles II. Roi d'Espagne étoit d'une constitution foible, naturellement mélancolique, prompt, colére, mais timide. Il avoit depuis sa naissance, causé par ses maladies, de fréquentes allarmes à ses Sujets. Toute application aux affaires lui étoit in-

Digitized by Google

ſupportable, & la Reine ſa mére, ſœur de l'Empereur Léopold, Régente du Royaume, s'étoit ſervie du prétexte de ménager une ſanté ſi précieuſe, pour conſerver l'autorité dont elle jouiſſoit. Ainſi le Roi ſon fils demeuroit dans une profonde ignorance, & de ſes affaires, & même des Etats de ſa Couronne. A peine connoiſſoit-il quelles étoient les Places qui lui appartenoient hors du continent d'Eſpagne.

Dom Juan d'Autriche ſçut enlever à la Reine le pouvoir dont elle étoit ſi jalouſe; mais il ſuivit comme elle le même principe, en tenant le Roi ſon Maître dans une dépendance entiére.

Les premiers Miniſtres, après Dom Juan, imitérent ſon exemple. Ils eurent ſoin de cacher à Charles le véritable état de ſon Royaume. Toutefois il ne put ignorer les pertes que la rapidité des conquêtes du Roi lui cauſoit chaque année, pendant que l'Eſpagne liguée avec l'Empereur, l'Empire & la Hollande, étoit en guerre avec la France.

Le Roi d'Eſpagne fatigué d'apprendre continuellemeut de fâcheuſes nouvelles, reçut enfin comme un bien la paix ſignée à Nimégue, quoique glorieuſe pour la France; & la regardant comme une aſſurance de repos, il réſolut de ne la troubler jamais.

Son mariage avec la Princeſſe Marie-Louiſe, fille du Duc d'Orléans, parut être le

Digitized by Google

le sceau des Traités nouvellement conclus. La nouvelle Reine n'étoit nullement avide de gouverner. Elle vivoit encore quand le Roi apprit en 1685, tems où toute la guerre étoit suspendue par une trêve de vingt ans, signée l'année précédente à Ratisbonne, que l'Empereur demandoit au Roi d'Espagne la souveraineté des Païs-Bas pour l'Archiduchesse sa fille, nouvellement mariée à l'Electeur de Baviére. Le Roi de France persuadé que cette disposition, si elle se faisoit, seroit une infraction à la trêve, donna ordre au Marquis de Feuquiéres, son Ambassadeur à Madrid, de le déclarer au Roi Catholique.

La crainte d'une rupture allarma ce Prince & son Conseil. La réponse donnée à l'Ambassadeur de France traitoit de chimére la disposition supposée des Païs-Bas, & renouvelloit les assurances d'un désir très-sincére de la part de Sa Majesté Catholique, de conserver la paix, & de son éloignement de toute résolution capable de déplaître au Roi.

La Cour de Vienne moins pacifique que celle de Madrid, tenta deux ans après * d'engager le Roi d'Espagne à recevoir à sa Cour l'Archiduc, second fils de l'Empereur, pour le faire élever sous ses yeux, comme héritier présomptif de sa Couronne.

Le Roi informé de cette nouvelle tentative, écrivit au Marquis de Feuquiéres de

* 1687.

de remettre entre les mains du Roi d'Espagne, & dans une audience secréte, l'Ecrit que Sa Majesté avoit fait dresser, & qu'elle envoyoit à son Ambassadeur.

Cet Ecrit contenoit: „Que supposé que „ ce Prince, suivant de mauvais conseils, „ renversât l'ordre de la succession, le Roi „ ne pourroit en ce cas se dispenser de fai- „ re ce qui conviendroit pour conserver les „ droits de Monsieur le Dauphin, & de re- „ garder comme infraction à la paix ce qui „ seroit fait en faveur du fils de l'Empe- „ reur".

La réponse fut rendue en termes généraux, mais le Roi d'Espagne permit à la Reine de dire à l'Ambassadeur qu'il ne nommeroit de successeur que lorsqu'il recevroit le Saint Viatique, & de l'avertir en même tems de ne pas croire les bruits qu'on répandroit au sujet de la succession, mais de s'en éclaircir avant que d'ajoûter foi à ce que pourroit dire le Public mal informé.

Deux ans après *, & lorsque le Comte de Rebenac avoit succédé au Marquis de Feuquiéres, son pére, dans l'Ambassade d'Espagne, la Reine, selon l'opinion commune, devint la victime du louable dessein qu'elle avoit de conserver la paix entre la France & l'Espagne. Elle mourut dans le moment que l'Angleterre & la Hollande, unies avec l'Empereur, entraînoient cette Couronne dans la guerre contre la France. La mort pré-

* 1689.

Digitized by Google

précipitée de la Reine d'Espagne excita de violens soupçons. Le Comte de Mansfeldt, Ambassadeur de l'Empereur, & le Comte d'Oropeza, soupçonnés l'un & l'autre d'avoir été les auteurs & les instrumens de cette malheureuse politique, prirent peu de soin de s'en justifier.

La trêve de vingt ans signée en l'année 1684, avoit été rompue en 1688, à l'occasion de l'invasion du trône d'Angleterre, usurpé par Guillaume de Nassow, Prince d'Orange, sur le Roi Jaques II. son beau-pére, aussi bien qu'au sujet de la Coadjutorerie de Cologne disputée entre le Cardinal de Furstemberg & le Prince Clément de Baviére, frére de l'Electeur, & la guerre duroit encore lorsque le Roi d'Espagne épousa en secondes nôces la sœur de l'Impératrice, fille du Duc de Neubourg, devenu depuis Electeur Palatin. Elle connut le caractére de son mari & & sçut s'emparer de son esprit, par conséquent disposer de tout en Espagne. Sensible à la flatterie aussi bien qu'à la douceur de la vengeance, elle distribuoit à son gré les récompenses & les peines. Elle méprisoit la Nation Espagnole, & ne le déguisoit pas; ainsi elle étoit crainte & nullement aimée. Le Comte de Melgar, Amirante héréditaire de Castille, parvint à gagner sa confiance, & par ce moyen il acquit l'autorité de premier Ministre sans en avoir le titre. La Reine avoit de plus un Conseil secret, com-

Digitized by Google

posé d'une Allemande nommée Berleps, & d'un Capucin, l'un & l'autre venus d'Allemagne avec cette Princesse.

La paix conclue en l'année 1697. mit fin aux nouvelles fâcheuses que le Roi d'Espagne recevoit fréquemment de la perte de quelqu'une de ses Places. La perte de Barcelone lui fut plus sensible qu'aucune autre, parce que cette Ville, capitale de la Catalogne, & située dans le continent de l'Espagne, lui étoit plus connue que les Villes de Flandre, dont il ignoroit l'importance au point de croire que Mons appartenoit au Roi d'Angleterre, & de le plaindre lorsque le Roi fit la conquête de cette Province.

La paix étoit alors d'autant plus nécessaire à l'Espagne, que ce Royaume étoit dépourvu de troupes, de vaisseaux, d'argent & de conseil. Les Grands divisés entr'eux, ambitieux, sans crédit & sans autorité, attendoient un changement qu'ils envisageoient comme prochain. La Monarchie d'Espagne ne se soutenoit plus que par son propre poids, & tant d'Etats dont elle étoit composée, étoient l'objet de l'ambition des principales Puissances de l'Europe.

* Le Dauphin, fils unique du Roi, devoit, suivant les loix, hériter seul de ces grands Etats. La feue Reine Marie-Thérése sa mére, fille aînée de Philippe IV. Roi d'Espagne, avoit le droit indubitable de

* 1697.

de succéder à la Couronne au défaut des mâles, & le seul motif de contester ce droit, étoit la jalousie jointe à la crainte que les autres Souverains de l'Europe avoient conçue de la puissance de la France. L'intérêt commun d'en empêcher l'agrandissement, les unissoit depuis longtems, & dans cette vue ils soutenoient que la feue Reine étoit valablement exclue de la succession du Roi son pére, tant par la renonciation qu'elle avoit faite à ses droits par son contrat de mariage, que par le testament de ce Prince.

Cet acte appelloit, à l'exclusion de la Reine Marie-Thérése, les descendans de Marguerite sa cadette, née d'un second lit, & mariée à l'Empereur Léopold. Il étoit né de ce mariage une seule fille que l'Electeur de Baviére avoit épousée; ainsi cette Princesse auroit eu droit, & le Prince Electoral son fils après elle, de recueillir toute la succession d'Espagne au défaut de Charles II. mourant sans enfans, si le testament de Philippe IV. eût été valable. Mais l'Empereur n'admettoit pas le prétendu droit de l'Electrice sa fille. Il vouloit conserver la Monarchie d'Espagne dans sa Maison, faire ensorte que l'Archiduc, son second fils, en obtînt la Couronne, &, comme il l'avoit déjà tenté, que le Roi Catholique le fît venir à Madrid pour l'élever auprès de lui comme son Successeur, & le seul héritier de toute sa Monarchie.

Digitized by Google

* La nouvelle Reine d'Eſpagne, ſœur de l'Impératrice, entroit vivement dans les vues de l'Empereur. Elle employoit tout ſon crédit à favoriſer les intérêts de ſon neveu; mais la Reine Mére d'Eſpagne vivoit encore, & plus touchée des intérêts du Prince Electoral ſon arriére-petit-fils, que de ceux de l'Archiduc ſon neveu, elle contrarioit fortement les ſollicitations preſſantes de la Reine ſa belle fille.

L'obſtacle parut levé, lorſque la Reine Mére d'Eſpagne mourut au mois de Mai 1696; mais les repréſentations de cette Princeſſe avoient fait une telle impreſſion ſur l'eſprit du Roi ſon fils, que l'Empereur comprit qu'il ſeroit bien difficile de les effacer, & qu'il avoit beſoin d'un Miniſtre habile pour y réuſſir. Comme il ſe confioit à la prudence du vieux Comte d'Harrach, un des principaux Miniſtres de ſon Conſeil, & ſon Grand-Ecuyer, il le choiſit & le nomma ſon Ambaſſadeur en Eſpagne, & déſigna le jeune Comte d'Harrach ſon fils pour lui ſuccéder dans la même Ambaſſade.

Le premier point de ſa commiſſion étoit la révocation d'un teſtament que le Roi d'Eſpagne avoit fait en faveur du Prince de Baviére, pendant la vie & à la ſollicitation de la Reine Mére. Harrach réuſſit à l'égard du premier article, & la Reine l'aida de ſon crédit ſur l'eſprit du Roi ſon mari. Ce Prince déchira le teſtament, & ré-

* 1697.

Digitized by Google

réſiſta aux inſtances que lui faiſoit le Cardinal Portocarréro d'aſſembler les Etats du Royaume pour décider ſûrement & valablement ſur un point ſi important à la Monarchie.

Le Miniſtre de l'Empereur ne fut pas ſi heureux dans le ſecond point de ſa miſſion. Le Roi d'Eſpagne ne pouvoit ſe réſoudre à nommer ſon ſucceſſeur, encore moins à le faire venir à Madrid ; enfin preſſé & fatigué par les inſtances importunes de la Reine, il lui promit d'appeller l'Archiduc en Eſpagne, ſi l'Empereur envoyoit en même tems dix à douze mille hommes de ſes troupes pour défendre la Catalogne.

On obtint ce conſentement du Roi Catholique en 1696, année qui précéda celle de la paix; ainſi la guerre qui duroit encore, favoriſoit les ſollicitations de l'Empereur; mais ſon Conſeil prompt à former des projets, lent à les exécuter, apporta des difficultés continuelles à l'exécution des déſirs de ce Prince. Les fonds manquoient, ſoit pour l'envoi, ſoit pour la ſubſiſtance des troupes. Les Miniſtres de l'Empereur prétendoient que le Roi d'Eſpagne devoit y ſuppléer. Ses finances ne le permettoient pas, & ce Prince croyoit faire aſſez pour l'Empereur, d'aſſurer à l'Archiduc la poſſeſſion de ſes Etats, ſans faire encore les frais d'une expédition dont l'Empereur & ſon fils devoient recueillir tout le fruit.

La paix ſignée à Ryſwick apporta un nouvel

Digitized by Google

vel obstacle au transport des troupes de l'Empereur en Espagne. Il falloit des vaisseaux. L'Angleterre & la Hollande les auroient fournis pendant la guerre; mais la paix changeoit l'état des affaires, & c'étoit contrevenir aux Traités que d'appuyer les prétentions de l'Empereur sur la succession d'Espagne. Ainsi la Reine & le Comte d'Harrach lui conseillérent de se contenter, dans le moment présent, d'obtenir pour l'Archiduc le Gouvernement perpétuel du Milanez, & d'envoyer par intervalles quelques troupes en petit nombre, comme simples recrues néceſſaires aux troupes Impériales demeurées en Catalogne après la signature des Traités. Ces troupes auroient suffi, quoique foibles, pour soutenir le parti de la Maison d'Autriche, lorsque le Roi d'Espagne, dont la fin ne pouvoit être éloignée, auroit cessé de vivre.

L'Electeur de Baviére se flattoit aussi d'avoir des partisans en Espagne, & persuadé qu'il pouvoit regarder l'Amirante comme en étant le Chef, quoique dévoué à la Reine, il lui avoit confié ses pouvoirs, comme il en avoit pareillement donné au Cardinal Portocarréro pour agir au nom du Prince son fils, & faire l'un & l'autre les démarches qu'ils jugeroient nécessaires lors de l'ouverture de la succession.

L'Electeur avoit aussi demandé au Roi de France sa protection, & supplié Sa Majesté de l'instruire de ses intentions sur les Etats

Digitized by Google

Etats dépendans de la Monarchie d'Eſpagne qu'elle jugeroit à propos de ſe réſerver.

Le Roi, ſans rejetter ces avances, répondit que la guerre interrompant depuis neuf ans toute liaiſon entre la France & l'Eſpagne, il étoit néceſſaire avant de former aucun projet, que Sa Majeſté s'inſtruisît particuliérement de l'état des forces du Royaume, & de plus que l'Electeur lui fît connoître la qualité & la force du parti qu'il croyoit avoir en Eſpagne; qu'elle enverroit inceſſamment un Ambaſſadeur à Madrid, & jugeroit par ſes rélations de ce qu'il ſeroit à propos de faire en cas de mort du Roi Catholique, événement qu'on pouvoit croire éloigné, la ſanté de ce Prince paroiſſant bien rétablie.

Le Marquis d'Harcourt nommé à l'Ambaſſade d'Eſpagne, partit pour Madrid au mois de Décembre 1697, inſtruit par Sa Majeſté de tout ce qu'elle avoit appris par des avis fidéles de l'état de cette Cour. Le Roi lui recommanda particuliérement de pénétrer autant qu'il ſeroit poſſible la diſpoſition des Grands & du Peuple au ſujet de la ſucceſſion.

De découvrir les meſures ſecrétes & les démarches des Miniſtres de l'Empereur, & de les traverſer.

La même vigilance lui étoit recommandée pour éclaircir quel étoit le parti que l'Electeur de Baviére ſe promettoit. L'Empereur & ce Prince étoient juſqu'alors les deux

Digitized by Google

deux ſeuls qui s'étoient déclarés prétendans à la ſucceſſion. Le Roi n'avoit fait aucune démarche depuis la paix, pour ſoutenir le droit de Monſieur le Dauphin; mais la juſtice parloit en ſa faveur, & le parti des Princes de France, encore inconnu à Sa Majeſté, & ſans qu'elle l'eût cultivé, étoit le plus fort & le plus nombreux.

Le Public décidoit que la renonciation de la feue Reine Marie-Théréſe, quand même elle ſeroit valable, ne pouvoit obliger les enfans qui n'exiſtoient pas au tems d'un acte que l'autorité paternelle avoit exigé; que puiſqu'un mineur peut dans ſa majorité revenir contre les diſpoſitions faites à ſon préjudice pendant qu'il étoit en tutelle, la même faculté à plus forte raiſon étoit reſervée néceſſairement aux enfans privés, par quelque acte que ce pût être, d'une ſucceſſion légitime.

Les graces accordées aux Allemans, préférés aux Eſpagnols par le crédit de la Reine, augmentérent chaque jour la haine que la Nation avoit pour eux. Les peuples accablés d'impôts, fatigués d'un gouvernement étranger, eſpéroient qu'un Prince François, établiſſant chez eux une juſte domination, affermiroit la paix & raméneroit l'abondance; mais chacun jugeoit que cette paix ne pourroit ſubſiſter *, ſi le Roi d'Eſpagne (cédant aux preſſantes inſtances de la Reine ſa femme) appelloit à Madrid l'Ar-

* 1697.

Digitized by Google

l'Archiduc, soutenu d'un corps de troupes Allemandes, & le déclaroit héritier de toute la Monarchie.

Louis XIV. se proposoit pour objet principal de conserver la paix nouvellement rétablie, & de s'opposer à toute disposition capable de la troubler. Il falloit donc sçavoir quelles étoient véritablement les intentions du Roi d'Espagne, avant que de prescrire au nouvel Ambassadeur les démarches qu'il avoit à faire; ainsi Sa Majesté vouloit attendre les éclaircissemens qu'il lui donneroit, avant que de décider lequel des deux partis conviendroit le mieux à ses intérêts, aussi bien qu'au repos de l'Europe, ou de traiter avec l'Empereur, ou bien avec l'Electeur de Baviére du partage des Etats dépendans de la Couronne d'Espagne.

L'Empereur moins touché du bien public, réitéroit ses instances en faveur de l'Archiduc. Harrach représentoit vivement qu'il y avoit déjà long-tems que la résolution étoit prise dans le Conseil du Roi d'Espagne, de faire passer en Catalogne, aux dépens de ce Prince, un corps de troupes Impériales pour la sûreté de cette Province. Il en sollicitoit l'exécution, & demandoit avec le même empressement que l'Archiduc fût appellé à Madrid, & reconnu présomptif héritier de la Monarchie d'Espagne, & qu'on donnât dès le moment à ce Prince, pour gage de cette reconnoif-

Digitized by Google

noiſſance, la propriété ſouveraine du Duché de Milan.

Le crédit de la Reine d'Eſpagne ne put tenir ce que l'Empereur déſiroit; elle, & par ſon ordre l'Amirante de Caſtille, répondirent à l'Ambaſſadeur que la paix étant faite avec la France, la réſolution priſe pendant la guerre de faire paſſer & ſubſiſter en Catalogne un corps de troupes Impériales aux dépens de l'Eſpagne, étoit inutile dans un tems de tranquillité; que d'ailleurs l'exécution en ſeroit impoſſible, l'état des finances ne permettant pas de faire les dépenſes néceſſaires, ſoit pour entretenir les troupes de l'Empereur en Catalogne, ſoit pour les y tranſporter; que les frais pour l'un & pour l'autre devoient être aux dépens de ce Prince, intéreſſé particuliérement à conſerver dans ſa Maiſon la Couronne d'Eſpagne; que la dépenſe monteroit peut-être à un million par an, objet qui n'étoit pas à comparer avec l'avantage que l'Empereur ſe propoſoit d'en tirer. Il étoit de-plus à conſidérer, que la France regarderoit comme infraction au dernier Traité, l'envoi d'un corps de troupes Allemandes en Catalogne, fait en pleine paix ſans néceſſité apparente, dont le véritable motif ſeroit facile à pénétrer. Envain le Comte d'Harrach repréſenta que les dépenſes que cauſoit à ſon Maître la guerre qu'il ſoutenoit en Hongrie contre les Turcs, & le mauvais état de ſes finances, ne lui per-
met.

Digitized by Google

mettoient pas de payer les troupes qu'il enverroit en Espagne. L'épuisement n'étoit pas moindre à Madrid qu'à Vienne, & l'Angleterre ni la Hollande n'auroient pas prêté leurs vaisseaux.

Le Roi fut averti des demandes du Comte d'Harrach avant l'arrivée du Marquis d'Harcourt à Madrid: comme elles devoient être vraisemblablement renouvellées, Sa Majesté voulut que son Ambassadeur fît connoître par toutes les voyes qu'il jugeroit à propos, qu'elle regarderoit comme une rupture toute disposition que le Roi d'Espagne pourroit faire au préjudice de ses héritiers légitimes.

Le Roi de Portugal ôsa se faire l'honneur de se mettre de ce nombre. On dit alors qu'il y fut excité par le Comte d'Oropeza, descendant de la Maison de Bragance; mais avant que le droit à la Couronne de Portugal fût entré dans cette Maison, il se flattoit que s'il étoit possible que le Roi de Portugal parvînt à celle d'Espagne, il pourroit lui-même monter sur le Trône que ce Prince laisseroit vacant.

Le Marquis d'Harcourt arrivé à Madrid ne fût pas longtems à connoître l'intérieur du Royaume d'Espagne. Il sçut que le désordre & la dissipation régnoient également, & dans l'Etat & chez les Grands. Il en rendit compte au Roi, & jugeant que l'argent distribué à propos seroit un moyen sûr de fortifier le parti de la France, il

Digitized by Google

propoſa à Sa Majeſté de lui faire remettre les ſommes qu'elle y voudroit employer, pour les répandre ſelon les occaſions. Il ajoûta que ſi elle faiſoit faire à ſes troupes quelques mouvemens ſur la frontiére d'Eſpagne, & des préparatifs ſuffiſans pour donner lieu de craindre le ſiége de Barcelone, ces diſpoſitions fortifiéroient l'impreſſion que les préſens ſecrets ſagement ménagés auroient déjà faite.

Si les Politiques modernes avoient eu connoiſſance de cette lettre, ils en auroient conclu encore plus hardiment, que les principaux de la Cour d'Eſpagne avoient été gagnés par l'or de la France: ils auroient cité comme une preuve ſans replique, la propoſition faite à Sa Majeſté par ſon Ambaſſadeur; mais ils auroient ignoré, & vraiſemblablement ils n'euſſent pas dit que le Roi ne jugea pas à propos de faire des dépenſes que le crédit abſolu de la Reine rendroit inutiles, cette Princeſſe étant non ſeulement autoriſée par le pouvoir qu'elle avoit ſur l'eſprit du Roi ſon mari, mais encore appuyée ſur le reſte des troupes Allemandes demeurées en Catalogne ſous le commandement du Prince d'Armſtat, Viceroi de cette Province.

L'Ambaſſadeur de France trouva peu d'accueil à Madrid, il y demeura longtems ſans être admis à l'audience du Roi d'Eſpagne, obſédé par la Reine. Elle travailloit aſſidûment pour les intérêts de l'Empereur, quoique

que souvent mécontente, & se plaignant avec raison de ce Prince.

Les Conseillers-d'Etat & les principaux personnages de la Cour de Madrid se conformérent au peu d'empressement que le Roi leur Maître témoignoit à donner audience à l'Ambassadeur. Ils évitérent longtems de le voir, mais la voix de la Cour n'étoit pas celle de la Nation. Les peuples étoient depuis longtems persuadés que l'Espagne ne seroit heureuse, que lorsqu'un Prince de France gouverneroit, & qu'il éteindroit toutes causes de guerre entre les deux Nations. Ce vœu général n'étoit d'ailleurs soutenu ni de forces, ni de moyens nécessaires pour l'accomplir. Les Allemans étoient maîtres de la Catalogne, & le Prince d'Armstat se maintenoit dans sa Viceroyauté par l'autorité de la Reine. Le Roi d'Espagne tomba malade au mois de Mars 1698; on commençoit à désespérer de sa vie. La nouvelle en étant portée en Catalogne, le Viceroi changea tous les Commandans de tous les postes principaux; il en retira les Officiers Espagnols qu'il remplaça par des Allemans, & paya des troupes de cette Nation, sans faire part du payement aux troupes Espagnoles. La Province députa vers le Roi d'Espagne, mais les plaintes furent inutiles. Les Allemans demeurérent maîtres de la Catalogne. La crainte de subir le joug de leur domination, & l'expérience que l'Espagne en avoit faite depuis quelques

années, augmentoient le parti de la France; mais ce parti étoit sans chef & sans forces, personne n'osoit encore s'ouvrir à son Ambassadeur.

Vers la fin du mois de Mars, il fit sa premiére visite au Cardinal Portocarréro, autant honoré par son mérite, reconnu du Roi son Maître & du Public, que par sa Dignité d'Archevêque de Tolède, de Primat d'Espagne & de Conseiller-d'Etat. Le Cardinal assura le Marquis d'Harcourt de son profond respect pour le Roi. Il y ajouta, & de son attachement; mais les termes furent généraux. Il s'expliqua un peu plus précisément quelques jours après, lorsqu'il rendit la visite à l'Ambassadeur. „ Nous „ pourrons, lui dit-il, parler d'affaires „ quelque jour; mon devoir m'oblige à „ regarder premiérement le service de „ Dieu, celui de mon Maître ensuite, & „ celui du Roi votre Maître est immédia„ tement après l'un & l'autre.

Le Marquis de l'Orbalbasez de la Maison de Spinola, Conseiller-d'Etat, auparavant Ambassadeur à la Paix de Nimégue, ensuite en France pour le premier mariage du Roi son Maître, parla le premier au Marquis d'Harcourt, & continua dans la suite à parler encore plus confidemment que tout autre Ministre. Il instruisit l'Ambassadeur des erreurs de la Reine dans la conduite qu'elle tenoit, l'assura que le crédit de cette Princesse diminuoit considérablement;

qu'el-

Digitized by Google

qu'elle s'étoit attiré la haine publique, & que cette haine augmentoit tous les jours; que les Ministres étoient divisés. Balbasez lui en apprit plusieurs particularités, aussi-bien que de l'intérieur du Conseil d'Espagne.

Peu à peu d'autres Grands ou Officiers principaux virent Harcourt *, & chacun d'eux fit quelque confidence à peu près semblable à celles de Balbasez. Tous désiroient un Prince de France pour succéder au Roi leur Maître, espérant qu'il maintiendroit la Monarchie d'Espagne en son entier, sans souffrir le moindre démembrement des Etats dont elle étoit composée. C'étoit à cette condition que l'ancienne antipathie entre les deux Nations cesseroit. Que le Roi donnant un des Princes ses enfans à l'Espagne, la délivreroit du joug des Allemans, & deviendroit son Protecteur sans changer le gouvernement du Royaume, & sans penser à le réduire en Province, ainsi que le publioient les ennemis de la France & de Sa Majesté.

Le Marquis d'Harcourt détruisit en peu de tems la crainte que l'on avoit en Espagne d'un tel changement de gouvernement, si jamais un Prince de France y régnoit. Il étoit plus difficile de prouver que le Roi seul maintiendroit dans la dépendance de la Couronne d'Espagne, tous les Etats soumis à cette Monarchie. Elle étoit alors inca-

* 1698.

Digitized by Google

pable de les conserver & de se défendre par elle-même, épuisée d'argent, dénuée de troupes & de vaisseaux; c'étoit un corps sans ame que la France devoit animer & soutenir à ses dépens dans l'ancien & le nouveau Monde, &, s'il étoit possible, le mettre en état d'agir, s'il en étoit encore tems, lorsque la France elle-même se seroit épuisée pour le faire revivre; car il étoit hors de doute que le reste de l'Europe, jalouse de la puissance du Roi, allarmée de la voir encore augmenter, rassembleroit ses forces pour traverser l'union de l'une & de l'autre Couronne. La ligue séparée par le Traité de Ryswick, se réuniroit encore, & les mêmes Puissances joindroient leurs forces, & combattroient pour la Maison d'Autriche. Alors le panchant des peuples actuellement favorable à la France, s'évanouïroit, ou s'il subsistoit, il deviendroit non seulement inutile, mais de plus il seroit presque impossible au Roi d'en profiter.

Ainsi, dès l'année précédente, Sa Majesté avoit pris le parti de préférer le repos de ses peuples, & la gloire d'affermir celui de l'Europe à celle de faire entrer dans sa Famille Royale une Couronne, son ennemie depuis qu'elle étoit possédée par la Maison d'Autriche. Le Roi aimoit mieux se contenter de quelque partie de la Monarchie d'Espagne pour tenir lieu à Monsieur le Dauphin de ses droits légitimes, que de s'en-

Digitized by Google

s'engager à maintenir dans la même union les différens Etats dépendans de ce Royaume.

Monsieur le Dauphin soumis pendant tout le cours de sa vie aux décisions du Roi son Pére, avoit consenti sans peine à la résolution que Sa Majesté jugeoit convenir le plus au bien du Royaume & de l'Europe entiére.

L'idée de partager la Monarchie d'Espagne, si le Roi Charles II. mouroit sans enfans, n'étoit pas une idée nouvelle. Le foible tempérament de ce Prince, ses maladies fréquentes, donnérent lieu de former un pareil projet dès l'année 1688. Le Roi convint du partage avec l'Empereur Léopold par un Traité signé à Vienne, & déposé entre les mains du Grand-Duc de Toscane pour le garder secrétement jusqu'à l'événement de la succession du Roi Catholique.

Ce Traité sans effet depuis l'année 1668, servit d'exemple & de modèle aux précautions à prendre pour conserver la paix dans l'Europe. Il est vrai que les circonstances étoient différentes. L'état de la famille de l'Empereur étoit changé. Ce Prince trente ans auparavant n'avoit point de fils; il en avoit deux lors de la conclusion de la paix signée à Ryswick, & l'ambition de la Maison d'Autriche ne pouvoit être satisfaite, si la succession de Charles ne passoit toute entiére au second de ces Princes.

Digitized by Google

Comme il étoit inutile de traiter alors avec la Cour de Vienne pour un partage, le Roi jugea plus à propos d'entrer pour cet effet en négociation avec le Roi d'Angleterre Guillaume III. dont le crédit tout-puissant en Hollande, entraîneroit certainement les Etats-Généraux des Provinces-Unies à suivre son exemple.

Vers la fin de l'Eté 1697, les Traités de la paix générale étant prêts à signer à Ryswick, & les armées encore en campagne, le Maréchal de Boufflers eut, à la vue de l'une & de l'autre armée, quatre conférences avec le Comte de Portland, né Hollandois, confident intime du Roi d'Angleterre, dont il avoit été Page. On a faussement publié que le partage de la succession d'Espagne avoit été réglé entr'eux dans les conférences; il n'en fut pas question, elles roulérent sur trois articles.

Le Roi Guillaume demandoit par le premier, que ses ennemis ne reçussent ni secours ni assistance de la part de la France. Il spécifioit particuliérement le Roi Jaques II. son beau-pére; & pour plus grande sûreté, Portland insistoit à faire sortir de France ce Prince infortuné, & à l'obliger à porter ses malheurs, soit à Rome, soit en tel autre lieu de l'Univers qu'il lui plaîroit de choisir.

Le Maréchal de Boufflers demandoit de la part du Roi, d'insérer dans le Traité de paix qu'il seroit accordé une amnistie géné-

ra-

Digitized by Google

rale aux Anglois qui avoient suivi le Roi Jaques en France, & de-plus la restitution de leurs biens, condition que le Comte de Portland rejetta, sous prétexte que le Roi son Maître ne seroit pas en sûreté en Angleterre, s'il consentoit à l'accorder.

Le troisiéme article agité dans ces conférences regardoit la Ville d'Orange. Le Maréchal de Boufflers demandoit que l'entrée & toute habitation dans cette Ville fussent interdites aux Sujets du Roi, qui prévoyoit que les nouveaux Convertis attachés encore à leurs premiéres erreurs, accoureroient des Provinces dont Orange est environnée, & s'établiroient dans cette Ville, s'ils en avoient la liberté.

Portland soutint que l'interdiction demandée seroit contraire à la prétendue souveraineté d'Orange; toutefois il convint que le Roi son Maître donneroit secrétement parole d'empêcher tout Sujet du Roi de s'établir à Orange sans la permission de Sa Majesté.

Les conférences roulérent sur ces différens articles.

Après la paix le Comte de Portland vint en France en qualité d'Ambassadeur extraordinaire du Roi son Maître. Il dit en arrivant, qu'il ne s'étoit pas attendu à trouver encore le Roi Jaques à Saint-Germain. Il s'en plaignit au Roi même dans une audience particuliére, comme d'une contraven-

Digitized by Google

tion à la parole que le Maréchal de Boufflers lui avoit donnée. Le Roi d'Angleterre n'approuva pas la précipitation de son Ambassadeur. Ce Ministre ne s'étoit pas borné à demander la sortie du Roi Jaques, il prétendoit encore que le Roi fît sortir de son Royaume le Duc de Barwick & plusieurs autres Anglois soupçonnés en Angleterre d'avoir été complices dans une conspiration qu'on supposoit formée contre la personne du Roi Guillaume, & nouvellement découverte.

Portland desavoué par le Roi son Maître, s'excusa sur les premiers ordres qu'il en avoit reçus. Il protesta que suivant les intentions de ce Prince, il désiroit ardemment de travailler à l'établissement de l'intelligence parfaite que le Roi d'Angleterre souhaitoit de former & d'entretenir avec Sa Majesté, persuadé que cette union nécessaire au bien de l'Europe, l'étoit par conséquent au maintien de la paix.

L'événement le plus capable de la troubler étoit la mort du Roi d'Espagne. Il y avoit lieu de le prévoir comme prochain, les maladies de ce Prince étant fréquentes, & sa foiblesse telle que chaque rechute paroissoit mortelle. Le Roi Guillaume, Prince habile & éclairé, ne pouvoit s'aveugler sur la révolution que ce grand événement produiroit en Europe. Il connoissoit par conséquent la nécessité de prendre des me-

Digitized by Google

mesures justes, & à tems, pour prévenir le renouvellement d'une guerre générale. Son Ambassadeur assuroit que ce Prince vouloit mériter l'amitié du Roi, & cet Ambassadeur possédant la confiance de son Maître, il n'y avoit pas lieu de douter qu'il n'eût été choisi pour une commission importante plutôt qu'un Anglois, dont la fidélité eût été moins éprouvée & plus suspecte.

Ces circonstances jointes au désir sincére de maintenir la paix, déterminérent le Roi à proposer au Roi d'Angleterre un partage de la Monarchie d'Espagne *, à peu près dans l'esprit de celui que Sa Majesté avoit fait avec l'Empereur Léopold en l'année 1668.

Le Prince d'Orange devenu Roi d'Angleterre sous le nom de Guillaume III. avoit été l'oracle de la Ligue formée contre la France pendant la derniére guerre. Il disposoit souverainement des résolutions de la République de Hollande, & quoique contredit en Angleterre, où il avoit été appellé & reçu dix ans auparavant comme le libérateur de la Nation, il pouvoit s'assurer qu'elle ne s'opposeroit pas aux mesures qu'il prendroit pour conserver la paix, dont la décision, ainsi que celle de la guerre, est au pouvoir des Rois d'Angleterre, nonobstant les bornes que les Loix du Pays prescrivent à l'Autorité Royale.

Les

* 1697.

Les deux Ministres (1) que le Roi chargea de conférer avec le Comte de Portland, eurent ordre de lui proposer un Traité entre Sa Majesté & le Roi de la Grande-Bretagne, pour régler le partage à faire de la Monarchie d'Espagne sur le modèle du Traité éventuel fait entre le Roi & l'Empereur en l'année 1668. Comme il ignoroit les intentions du Roi son Maître sur une proposition toute nouvelle & d'une telle importance, il demanda le tems de lui dépêcher un Courier, & de recevoir ses ordres, persuadé cependant que ce Prince recevroit le projet que Sa Majesté vouloit bien lui confier *, comme une preuve certaine du désir que le Roi lui avoit déjà témoigné de conserver la paix.

On étoit alors au mois de Mars de l'année 1698. Le Comte de Tallard, depuis Maréchal & Pair de France, que le Roi avoit nommé Ambassadeur extraordinaire auprès du Roi d'Angleterre, partit pour se rendre à Londres, instruit de la proposition faite au Comte de Portland, & chargé d'informer Sa Majesté de la réponse du Roi de la Grande-Bretagne. A peine étoit-il arrivé que le Comte de Portland reçut cette réponse. Elle portoit: „ Que le Roi son „ Maître ne s'étoit pas attendu à la propo- „ sition faite à son Ambassadeur. Ce Prince „ lui ordonnoit d'assurer le Roi qu'il contri- „ bue-

(1) Messieurs de Pomponne & de Torcy.
* 1698.

Digitized by Google

„ bueroit de tout son pouvoir à maintenir
„ la paix. Qu'il voyoit clairement que Sa
„ Majesté vouloit sincérement conserver
„ la tranquillité de l'Europe; que lui-mê-
„ me désiroit ardemment de concourir à de
„ si louables desseins, & surtout qu'elle
„ fût satisfaite de la conduite qu'il tiendroit.
„ Qu'il souhaitoit comme elle qu'on pût
„ trouver les moyens de prévenir la guer-
„ re, que l'événement de la mort du Roi
„ d'Espagne étoit capable de renouveller.
„ Au-reste il n'en proposoit aucun, ne
„ sçachant ni ce que le Roi pensoit, ni
„ ceux qui conviendroient à Sa Majesté.
„ Il se remettoit donc à la connoissance
„ qu'elle voudroit bien lui en donner, &
„ promettoit d'en dire son sentiment, aussi-
„ bien que des mesures à prendre de con-
„ cert pour assurer le repos public.

Portland rendit compte * au Roi dans une audience particuliére des ordres qu'il avoit reçus. Il assura Sa Majesté que le Roi d'Angleterre garderoit sous un profond secret la proposition qu'elle avoit bien voulu lui confier. Il ajoûta qu'il se flattoit de réussir mieux que tout autre à cette importante négociation, connoissant particuliérement les sentimens de son Maître.

Après une réponse obligeante & pour le Prince & pour l'Ambassadeur, le Roi le remit à ce qu'il lui feroit sçavoir par ses Ministres.

Ils

* 1698.

Digitized by Google

Ils lui dirent quelques jours après, que Sa Majesté ayant bien examiné l'état de l'Europe, convenoit que la réunion de l'Espagne & des Etats dépendans de cette Couronne, soit à la France, soit sous la domination de l'Empereur, allarmeroit généralement tous les autres Etats; que ce n'étoit pas aussi sa vue de les unir, ensorte que la France & l'Espagne ne fissent desormais qu'une même Monarchie, mais qu'il étoit juste de conserver les droits de l'héritier légitime. Monsieur le Dauphin l'étoit suivant les loix; mais il lui suffisoit que son droit fût reconnu, & sitôt qu'il le seroit, il le céderoit sans peine au plus jeune de ses fils, remettant ce Prince entre les mains des Espagnols pour l'élever & le former suivant leurs maximes; ainsi la Monarchie de France & celle d'Espagne demeureroient toujours distinctes & séparées.

Comme il falloit aussi faire cesser l'inquiétude que les Anglois & les Hollandois conservoient du voisinage des Païs-Bas, si ces Provinces passoient au pouvoir d'un Prince de France, le Roi proposoit de les donner en Souveraineté à l'Electeur de Baviére, dont les forces & la puissance ne pouvoient faire ombrage à ces deux Nations.

Le Comte de Portland demanda que ces propositions lui fussent données par écrit, afin de les envoyer à Londres; persuadé cependant, quoiqu'il n'eût aucun ordre, & ne pût parler de lui-même, que le Roi son

Maî-

Maître, ni les autres Princes & Etats de l'Europe ne conviendroient de laisser recueillir par un Prince de France la succession d'Espagne; que l'union de l'une & de l'autre Monarchie seroit toujours à leurs yeux un objet formidable, & que nulle précaution ne calmeroit une crainte si juste, quelque condition que le Roi voulût offrir pour dissiper les allarmes que ces liaisons étroites entre la France & l'Espagne causeroient indubitablement.

Portland n'admettoit pas plus le project de disposer des Païs-Bas en faveur de l'Electeur de Baviére; car il ne s'agissoit pas de rassurer les Hollandois contre les entreprises du Souverain de ces Provinces, ils désiroient au-contraire que celui qui les posséderoit eût assez de forces pour compter sur lui comme sur le rempart & la barriére des Provinces-Unies; & pour donner cette sûreté l'Electeur étoit trop foible. Portland dit que dans la vue de favoriser ce Prince & d'empêcher l'augmentation de la puissance de l'Empereur, on pourroit de concert reconnoître le Prince Electoral de Baviére, & le placer sur le Trône d'Espagne à l'exclusion de l'Archiduc; proposition qu'il accompagna de protestations nouvelles de parler de lui-même, & sans être instruit des intentions de son Maître. Ce Prince vouloit peut-être avant que de s'engager, savoir certainement quelle étoit la disposition de la Cour d'Espagne & de la Nation.

L'in-

Digitized by Google

L'intérêt du Roi étoit au-contraire d'être instruit au-plutôt de ce qu'il devoit attendre & du Roi d'Angleterre & de la République de Hollande. Le tems perdu dans une négociation incertaine, pouvoit changer la disposition présente de l'Espagne; & si l'Ambassadeur de France à Madrid négligeoit de la cultiver, il agissoit & faisoit plus pour l'Empereur que les Ministres & les partisans de la Maison d'Autriche, soutenus du crédit de la Reine, n'avoient obtenu jusqu'alors. La guerre étoit inévitable si l'Archiduc obtenoit du Roi Catholique de le reconnoître héritier présomptif de tous ses Etats. Quand même tous les Souverains de l'Europe, accoutumés à voir sans allarmes les deux branches de la Maison d'Autre régner en Espagne & dans l'Empire, auroient vu sans crainte la puissance de Charles-Quint partagée entre les deux fils de l'Empereur, il n'eût été ni de l'intérêt ni de l'honneur de la France, de souffrir que la Succession d'Espagne fût enlevée toute entiére aux Enfans de son Roi, à qui elle appartenoit légitimement. Il falloit reprendre les armes, & le Roi se seroit vu forcé de renoncer au plaisir de faire jouir ses Sujets d'un repos qu'ils n'avoient connu que par intervalles toujours de peu de durée. Sa Majesté perdoit ainsi le fruit de la paix de Ryswick, qu'on peut dire précipitée par le seul motif de soulager le Royaume, & de récompenser le zèle & l'inviolable fidélité des Peuples, objet que le

Digitized by Google

se Roi avoit préféré aux avantages que la situation présente des affaires lui promettoit, s'il eût voulu soutenir par les armes, les prétentions que ses ennemis n'étoient plus en état de lui disputer.

Le Comte de Portland affectoit d'ignorer les intentions de son Maître, ainsi le Comte de Tallard eut ordre de presser ce Prince de s'expliquer.

Le Roi d'Angleterre répondit à l'Ambassadeur de France: „ Que suivant l'opinion „ commune, la renonciation de la feue Rei- „ ne Marie-Thérése étoit bonne; mais ce „ ne seront pas, dit-il, les Avocats qui dé- „ cideront une telle question; il est bien à „ craindre que l'épée n'y soit nécessairement „ employée. Il assura qu'il désiroit le main- „ tien de la paix, qu'il y contribueroit de tout „ son pouvoir, son âge étant désormais pour „ lui une forte raison de souhaiter le repos; „ qu'il devoit en même tems préférer à tou- „ te autre considération l'intérêt de l'An- „ gleterre, & celui de la République de „ Hollande. Il ne nia pas d'être entré, au „ commencement de la derniére guerre, „ en quelques propositions de Traité avec „ l'Empereur, au sujet de la succession d'Es- „ pagne; mais sans en expliquer le détail, „ il dit qu'il croyoit très-à-propos d'ac- „ corder au Duc de Baviére les Païs-Bas, „ augmentés de quelques places que le Roi „ lui céderoit pour fortifier la barriére, &

Digitized by Google

„ rassurer ainsi les Etats-Généraux des Pro-
„ vinces-Unies.

On pouvoit, selon sa pensée, donner l'Espagne & les Indes à l'un des Princes Fils de Monsieur le Dauphin; les Etats d'Italie à l'Archiduc; convenir enfin du Traité de commerce avec l'Angleterre & la Hollande, & donner à l'une & à l'autre des places de sureté pour négocier dans la Méditerranée, ainsi qu'aux Indes-Occidentales.

Tallard rendit compte au Roi le 11 Avril 1698, de la réponse que le Roi d'Angleterre lui avoit faite. La suite de la négociation commencée en France, lui fut remise pour la continuer & la terminer à Londres. Le succès en étoit incertain, & par conséquent il auroit été contre la prudence d'abandonner les dispositions que le Marquis d'Harcourt trouvoit en Espagne en faveur des Princes de la Famille Royale. L'intention du Roi n'étoit pas d'en abuser pendant que Sa Majesté traitoit dans un esprit différent avec le Roi d'Angleterre; mais il étoit de sa sagesse de les cultiver, ensorte que si la négociation de Londres ne réussissoit pas, il dépendît d'elle de prendre tel parti qu'elle jugeroit le plus convenable au bien de son Royaume. Dans cette vue elle eut soin d'avertir réguliérement le Marquis d'Harcourt des circonstances & des suites de la négociation du Comte de Tallard.

La Reine d'Espagne & ceux des Ministres qu'el-

Digitized by Google

qu'elle protégeoit le plus, ne pensoient pas, à l'égard des Princes de France, comme le commun de la Nation, & le crédit de cette Princesse éloignoit du Roi Catholique ceux qui pouvoient lui inspirer des sentimens favorables à ses héritiers légitimes. Le Marquis d'Harcourt le reconnut dès le commencement de son ambassade, par les délais affectés de l'admettre à l'audience particuliére du Roi d'Espagne. Elle lui fut refusée pendant plus de trois mois, sous prétexte de la mauvaise santé de ce Prince, quoique cette raison n'eût jamais exclu de l'audience du Roi Catholique, ni de celle de la Reine, les deux Ambassadeurs de l'Empereur. Enfin, après plus de trois mois de séjour à Madrid, le Marquis d'Harcourt obtint, vers la fin du mois d'Avril, cette audience particuliére qu'il avoit jusqu'alors sollicitée. On avoit pris soin de disposer le lieu où le Roi d'Espagne le reçut, de maniére que l'Ambassadeur ne pût juger, en voyant ce Prince, de l'état de sa santé. La chambre n'étoit éclairée que de deux bougies, & le Roi placé desorte qu'à peine on pouvoit distinguer son visage. Sa réponse au compliment de l'Ambassadeur fut très-courte, & l'audience finit presque aussitôt qu'elle fut commencée.

Il n'est guéres vraisemblable qu'un Ministre éclairé tel que le Marquis d'Harcourt, eût choisi le moment de cette audience ténébreuse pour suggérer au Roi d'Espagne,

Digitized by Google

& l'engager à ſigner, un Acte qui n'auroit dû voir la lumiére qu'après la mort de ce Prince. Il faut cependant convenir que Charles II. n'avoit alors aucun éloignement pour la France ; & le Marquis d'Harcourt croyoit, que s'il eût été maître de ſuivre ſes ſentimens, même ſon inclination, il auroit pris une confiance entiére en l'amitié du Roi ; mais il n'oſoit le faire paroître, retenu par la crainte extrême de l'humeur aigre & emportée de la Reine ſa femme.

L'impreſſion que cette crainte faiſoit ſur ſon eſprit, parut quelque tems après dans une occaſion importante à l'Eſpagne. Les Maures d'Afrique aſſiégeoient Ceuta. Le Roi d'Eſpagne manquoit non ſeulement de troupes, mais de vaiſſeaux pour tranſporter le peu de ſecours qu'il pouvoit y envoyer. Louis XIV. lui fit offrir les troupes & les vaiſſeaux dont il auroit beſoin. Il s'agiſſoit non ſeulement de conſerver Ceuta, mais de-plus Oran, par conſéquent d'empêcher la priſe des deux places dont la conquête facilitoit aux Maures un retour en Eſpagne.

Le Roi Catholique touché de la généroſité de Sa Majeſté, vouloit accepter une offre applaudie de toute l'Eſpagne. Les contradictions de la Reine retardérent longtems la réponſe que le Marquis d'Harcourt ſollicitoit : enfin cette Princeſſe ſoutenant de ſon autorité les inſtances des deux Miniſtres de l'Empereur, obligea le Roi ſon mari à refuſer ſous de vains prétextes les ſecours que

la

la France lui proposoit libéralement. Un tel refus étoit absolument contraire à l'avis du plus grand nombre & de la plus saine partie du Conseil-d'Etat, mais nul ne résistoit aux volontés souveraines & décisives de la Reine, crainte, & nullement aimée. L'aversion de toute domination Allemande étoit égale, & les Espagnols en général ne méprisoient pas moins ceux des Ministres qui paroissoient avoir le plus de part à la confiance de la Reine.

Le Marquis d'Harcourt informoit exactement le Roi, de l'état de la Cour d'Espagne, & du sentiment presque général de la Nation; mais en même tems il ne laissoit pas ignorer à Sa Majesté, les difficultés qu'elle trouveroit à profiter de la disposition des Peuples en faveur d'un des Princes ses petits-fils. Elle ne devoit y faire de fondement, qu'autant qu'elle se croiroit en état de soutenir seule avec ses propres forces la Monarchie d'Espagne en son entier, sans le moindre démembrement. Les Espagnols trop foibles pour contribuer à leur propre défense, auroient changé de sentiment, & seroient devenus, comme autrefois, ennemis de la France, sitôt qu'elle auroit consenti à quelque partage des Etats dépendans de la Couronne d'Espagne.

Ces avis sages & conformes aux réflexions que le Roi avoit faites avant que d'entamer la négociation d'Angleterre, confirmérent Sa Majesté dans le parti qu'elle avoit pris de

Digitized by Google

de traiter du partage de la succession d'Espagne, comme le moyen le plus capable de maintenir le repos de l'Europe. Le Roi de la Grande-Bretagne, sûr de son autorité dans les Provinces-Unies, se chargea de les faire entrer dans le Traité, & le Comte de Tallard suivit ce Prince lorsqu'il passa en Hollande.

Pendant l'incertitude du succès de la négociation, le Marquis d'Harcourt instruit exactement de ce qui se passoit à Londres, régloit sa conduite à Madrid, suivant les avis & les ordres qu'il recevoit de Sa Majesté. Il ménageoit ceux dont les bonnes intentions lui étoient connues, mais il ne prenoit avec eux aucun engagement, son unique objet étant d'empêcher qu'ils n'eussent recours à l'Empereur, s'ils cessoient d'espérer que la France voulût les secourir suivant leurs désirs, c'est-à-dire, maintenir la Monarchie d'Espagne en son entier & sans démembrement.

Cependant le parti des Princes de la Famille Royale grossissoit tous les jours. La conduite des deux Comtes d'Harrach contribuoit à le fortifier. Leurs instances importunes les rendoient odieux au Roi d'Espagne. Les discours qu'ils tenoient & les intrigues secrétes & nocturnes ne déplaisoient pas moins à la Reine leur protectrice. Le Comte d'Harrach le pére, prêt à partir pour retourner à Vienne au mois de Juillet, fit avant son départ trois propositions au

Roi

Digitized by Google

Roi d'Espagne, également préssantes, & toutes trois également desagréables à ce Prince.

La premiére, de mettre ordre à sa succession, & de la régler au-plutôt pour le bien de sa Monarchie.

La seconde, d'accorder à l'Archiduc le Gouvernement du Milanez, confié au Prince de Vaudemont.

La troisiéme, de renouveller avec ses anciens Alliés, les Traités que l'Empereur jugeoit nécessaires pour la garantie de celui de Ryswick.

Le Roi d'Espagne ne daigna pas répondre à la premiére proposition, ayant horreur de toutes celles qu'on auroit pu lui faire au sujet de sa succession.

Il rejetta la demande du Gouvernement de Milan en faveur de l'Archiduc.

Quant aux Traités d'union & de garantie de celui de Ryswick, il fit répondre que dans la situation présente des affaires, ces précautions étoient inutiles.

Cette derniére demande du vieux Comte d'Harrach, déplut au Conseil-d'Etat, autant qu'elle avoit été desagréable au Roi Catholique.

Harrach avoit demandé que le Conseil n'eût aucune connoissance des instances qu'il avoit faites à ce Prince, & particuliérement qu'elles ne fussent pas connues du Cardinal Portocarréro son Commissaire, tous les Conseillers-d'Etat lui étant sus-

 pects,

Digitized by Google

pects, à l'exception du seul Comte d'Oropeza.

Les Deux Comtes d'Harrach, le pére & le fils, ne ménagérent pas plus la Reine leur protectrice, dévouée jusqu'alors aux intérêts de la Maison d'Autriche. L'Empereur excité par ses deux Ambassadeurs, lui écrivit des lettres si remplies de reproches & si dures, qu'elle se plaignit amérement, & de l'ingratitude de ce Prince, & du malheureux sort qui l'avoit entraînée à se faire détester de toute l'Espagne, sans autre sujet, selon elle, que d'avoir témoigné trop de zèle pour les intérêts de la Famille Impériale.

La plus grande partie du Conseil jugeoit nécessaire d'assembler les Etats, & plusieurs des principaux se croyoient obligés en honneur & en conscience de représenter au Roi leur Maître la nécessité d'en convoquer l'assemblée, & d'y régler, pour le bien de ses Peuples, l'ordre de sa succession.

Le Cardinal Portocarréro très-réservé jusqu'alors, s'ouvrit plus confidemment au Marquis d'Harcourt. Il lui dit, qu'après avoir examiné scrupuleusement ce qui convenoit au service de Dieu, au bien de la Patrie, aussi-bien que de l'Equité, il avoit résolu de prendre le parti de la Famille Royale de France; que jusqu'à la mort il seroit inébranlable dans sa résolution, conforme aux sentimens de ce qu'il y avoit de plus considérable en Espagne; qu'on pouvoit même dire que c'étoit celui de toute

Digitized by Google

la Nation, si l'on en exceptoit cinq ou six brouillons appuyés par une Reine envoyée de Dieu pour punir l'Espagne; que leur crédit tomberoit dans l'instant que le Roi Charles cesseroit de vivre.

Cette Princesse commençoit à reconnoître le mauvais parti qu'elle avoit pris & suivi jusqu'alors; elle désiroit de faire oublier en France sa conduite passée, & de la réparer. Elle affecta premiérement de recevoir & de traiter le Marquis d'Harcourt avec une distinction particuliére. Elle lui fit quelques présens, y joignant des discours & des marques d'affection qui excitérent la jalousie de la Comtesse d'Harrach, femme du nouvel Ambassadeur de l'Empereur.

Ces légéres démonstrations eurent des suites plus dignes d'attention. L'Amirante de Castille, Ministre confident de la Reine, fut chargé par elle de lier une correspondance secréte avec le Marquis d'Harcourt. Le Pére Cienfuégos, Jésuite, & depuis Cardinal, fit les premiéres ouvertures de cette nouvelle intelligence. L'Amirante rendit ensuite plusieurs visites à l'Ambassadeur de France. Il lui fit entendre qu'il avoit trop négligé la Reine; qu'il auroit dû profiter de plusieurs avances faites de la part de cette Princesse, & quoiqu'elle ne lui eût pas été nommée, qu'il avoit pu comprendre qu'on parloit par son ordre.

L'Amirante joignit à ce discours beaucoup de protestations de son zèle pour les intérêts

du Roi & des Princes ses enfans. Il assura qu'il n'avoit rien oublié pour engager la Reine à persuader au Roi Catholique de choisir l'un d'eux pour son successeur. Il ajoûta quelques conseils sur la conduite que l'Ambassadeur devoit tenir pour déterminer absolument la Reine, à regarder désormais comme son propre intérêt, celui de la France. S'il suivoit ses conseils, disoit l'Amirante, l'effet en seroit infaillible.

Le Marquis d'Harcourt connoissoit parfaitement le caractére de ce Ministre; il ne douta pas que sa vue principale & le motif de tant d'offres de services, ne fût l'espérance de l'amuser & de le tromper. Quand même il n'auroit pas eu ce juste soupçon de tant d'avances qu'il n'avoit ni recherchées ni attendues, les ordres du Roi l'obligeoient d'éluder ces sortes de propositions.

La négociation avec l'Angleterre & la Hollande approchoit de sa conclusion, & le Marquis d'Harcourt prévoyant le desagrément du poste d'Ambassadeur de France à Madrid, lorsque le Traité de partage éclateroit, avoit déjà supplié le Roi de lui accorder son congé, & réitéré ses instances pour l'obtenir. Il n'auroit pas insisté sur son rappel, si le Roi d'Espagne eût effectivement adopté ce testament, qu'on a supposé que la France avoit suggéré, & même si l'Ambassadeur eût ajoûté foi aux paroles de l'Amirante, qui ne cessoit de l'assurer qu'il savoit certainement, que la Reine, quoiqu'el-

Digitized by Google

qu'elle ne lui eût pas confié ſon ſecret, déſiroit uniquement que le Roi voulût appeller à Madrid un des Princes de France, le déclarer héritier de toute ſa Monarchie, & prendre les meſures néceſſaires pour lui asſurer, après Sa Majeſté Catholique, la posſeſſion de tous les Etats dépendans de ſa Couronne, ſans la moindre diviſion.

L'Amirante rendoit de fréquentes viſites au Marquis d'Harcourt, & lui demandoit ſouvent quel uſage il avoit fait de leurs converſations. L'Ambaſſadeur répondoit ſimplement qu'il en avoit informé le Roi, dont il attendoit les ordres. Il pria cependant l'Amirante de l'inſtruire des intentions de la Reine, & de ce qu'elle déſiroit pour ſes propres avantages. Cet article ne fut pas éclairci, Harcourt n'eut aucune curioſité de l'approfondir, ſachant que la concluſion du Traité avec l'Angleterre & la Hollande étoit prochaine.

Il fut en effet ſigné à la Haye le 11 Octobre 1698. Le Comte de Tallard & le Comte de Briord, Ambaſſadeurs du Roi, le premier auprès du Roi d'Angleterre, l'autre auprès des Etats-Généraux, le ſignérent tous deux avec les Miniſtres de ce Prince & ceux de la République de Hollande, munis des pouvoirs de leurs Maîtres.

Le Traité régloit le partage à faire en cas de mort du Roi d'Eſpagne, des Etats dépendans de ſa Couronne, précaution jugée

gée néceſſaire pour maintenir le repos de l'Europe.

Selon ce partage, Monſieur le Dauphin devoit avoir les Royaumes de Naples & de Sicile, les Places dépendantes de la Couronne d'Eſpagne ſituées ſur les côtes de Toscane, le Marquiſat de Final & la Province de Guipuſcoa.

Le Prince Electoral de Baviére, fils de l'Electeur, étoit déſigné pour régner ſur l'Eſpagne & les Indes; les Païs-Bas devoient auſſi lui appartenir.

La Souveraineté du Milanez formoit le partage de l'Archiduc, ſecond fils de l'Empereur.

Le Prince Electoral, dans un âge encore tendre, pouvoit mourir avant ſon Pére; cet événement avoit été prévu, & le Traité portoit que s'il arrivoit, l'Electeur ſeroit ſubſtitué à ſon fils.

Le Roi & ſes Alliés s'engagérent réciproquement à garder le ſecret du Traité pendant la vie du Roi Catholique, condition auſſi néceſſaire que l'exécution en étoit difficile.

Car il falloit pour maintenir la paix, objet principal de l'alliance, contenter l'Empereur, en bornant cependant ſes vues qu'il étendoit ſur la ſucceſſion totale du Roi d'Eſpagne.

Le moyen de les modérer étoit de lui montrer une ligue puiſſante, formée pour arrêter ſon ambition, s'il ne ſe contentoit des

Digitized by Google

des avantages ſtipulés pour ſa Maiſon. Il étoit donc néceſſaire de l'inſtruire des conditions du Traité, pour lui perſuader d'y ſouscrire ; mais l'uſage qu'il feroit de la connoisſance qu'on lui en donneroit étoit incertain & dangereux, puisque s'il refuſoit de l'accepter, il ſe feroit auprès du Roi d'Eſpagne un mérite de ſon refus. Le Roi Catholique & ſes ſujets également irrités du projet de partage, n'auroient eſpéré de ſecours que de l'Empereur ; ainſi la haine des Eſpagnols contre les Allemands ſe ſeroit tournée contre la France, & l'Electeur de Baviére auroit été pour eux un appui trop foible pour en attendre aucune aſſiſtance. Peut-être même que le Pape & les Princes d'Italie craignant la puiſſance de la France, n'auroient pas héſité à ſe déclarer pour l'Empereur. Ainſi le danger étoit égal, ſoit de communiquer, ſoit de cacher à la Cour de Vienne la convention faite pour le partage.

Le Roi d'Angleterre perſuadé de ſon crédit ſur l'eſprit de l'Empereur, ſe chargea de l'engager à conſentir au Traité & à le ſigner.

Le Marquis d'Harcourt louant la ſageſſe du Roi dans le parti que Sa Majeſté avoit pris, de conclure une alliance ſi conforme à ſes véritables intérêts, y joignit ſes réflexions, & prévoyant le mouvement violent que la publicité du Traité exciteroit à Madrid, il renouvella ſes inſtances pour obtenir ſon rappel, dans une conjoncture où ſon ſé-

ſéjour à la Cour d'Eſpagne devenoit abſolument inutile ; puiſqu'un Miniſtre du ſecond ordre, même un ſimple Sécretaire ſuffiroit pour le peu d'affaires qu'il y auroit déſormais à traiter.

Il étoit trop éclairé, pour demander avec tant d'empreſſement la permiſſion de retourner en France, ſi le Roi d'Eſpagne eût ſigné ſecrétement un Teſtament ſuggéré, dont l'Ambaſſadeur auroit négocié & obtenu la ſouſcription.

Le Roi lui permit de répandre le bruit de la demande qu'il avoit fait de ſon congé, & de laiſſer croire que l'obtenant bientôt, Sa Majeſté chargeroit du ſoin de ſes affaires, ou Blécourt ou Digulville, anciens Officiers que le Marquis d'Harcourt avoit menés avec lui à Madrid.

Plus il évita dès-lors les avances que lui faiſoient, & les Grands & d'autres perſonnes de toute condition, plus il éprouva d'empreſſement de leur part à le rechercher ; mais les ordres du Roi régloient la conduite qu'il devoit tenir, depuis que les ratifications du Traité de partage avoient été échangées au commencement du mois de Novembre ; & la ſeule utilité qu'il pouvoit retirer du nouvel empreſſement de la Nation Eſpagnole, ſe réduiſoit, ſuivant les intentions de Sa Majeſté, à prévenir que l'Eſpagne n'eſpérant rien de la part de la France, n'eût enfin recours à l'Empereur.

La ſanté du Roi d'Eſpagne dépériſſoit,

Ses

Digitized by Google

Ses maladies plus fréquentes & plus dangereuſes qu'elles ne l'étoient précédemment, augmentoient les inquiétudes de ſes ſujets, & l'incertitude ſur le choix du ſucceſſeur que ce Prince nommeroit. Enfin le bruit ſe répandoit que ce choix étoit fait, il y avoit déjà deux ans; que certainement Charles avoit alors ſigné un Teſtament dont les diſpoſitions étoient encore inconnues; que la Reine les ignoroit elle-même, quelque tentative qu'elle eût fait pour les pénétrer: on diſoit en même tems que le Cardinal Portocarréro en étoit dépoſitaire.

Le Marquis d'Harcourt ne pouvoit en ſavoir plus certainement la vérité, qu'en s'adreſſant à ce Cardinal. Il lui fit demander ſi ce Teſtament exiſtoit. Portocarréro répondit qu'il avoit été entre ſes mains, avec ſerment de ſa part d'en garder le ſecret tant que le Roi ſon Maître vivroit; mais qu'il ne ſubſiſtoit plus, que la Reine avoit eu le crédit de porter le Roi Catholique à le brûler, & à appeller un des fils de l'Empereur à la ſucceſſion totale de ſes Etats; que l'Acte en étoit entre les mains de cette Princeſſe, & la déclaroit Régente de toute la Monarchie lors de la mort du Roi ſon mari.

Portocarréro prévoyoit qu'il y auroit de grands deſordres à Madrid, mais que le parti de la France, qu'il regardoit comme celui de la raiſon & de la juſtice, ſeroit certainement le parti le plus fort, tant du côté

du

Digitized by Google

du Clergé & des Seigneurs, que de la plus grande partie de la Nation.

Cette derniére disposition du Roi d'Espagne fut encore changée quelque tems après. Il étoit difficile que le secret du Traité de partage fût longtems observé, ainsi qu'il avoit été stipulé. Une telle convention intéressoit tant de Peuples, & trop de négociations avoient été employées à la former, pour être longtems ignorée. Les premiers avis de la conclusion parvinrent à Madrid par la Hollande. A cette nouvelle le Roi d'Espagne convoqua tous les Conseillers-d'Etat: il tint un Conseil extraordinaire, qui dura trois heures; il en résulta que ce Prince fit un Testament, & par ce dernier Acte il institua le Prince Electoral de Baviére son héritier universel. Lorsque l'Electeur en reçut la nouvelle, le Comte de Tallard passoit à Bruxelles, & venoit à Paris rendre compte au Roi de la négociation du Traité fait avec le Roi d'Angleterre. L'Electeur qu'il vit à son passage, lui confia la disposition que le Roi Catholique venoit de faire en faveur du Prince Electoral, & le pria de dire au Roi, & d'assurer Sa Majesté, qu'il donneroit tous les Actes qu'elle jugeroit nécessaires, pour s'engager à l'exécution du Traité de partage, nonobstant la disposition que le Roi Catholique faisoit par ce dernier Testament.

C'étoit un foible engagement que la pa-

ro-

Digitized by Google

role & la bonne volonté de l'Electeur; son fils étoit mineur, & lorsqu'il auroit atteint l'âge de majorité, il auroit été maître de desavouer tout engagement pris à son préjudice. Il parut donc néceſſaire au Roi, & pareillement au Roi d'Angleterre de retour à Londres, que l'Ambaſſadeur de France à Madrid, se plaignît de la disposition faite en faveur du Prince Electoral. C'étoit l'approuver que de garder le silence, accoutumer les Espagnols à croire que la derniére disposition du Roi leur Maître maintiendroit la paix dans son Royaume, & l'union dans ses Etats; que la France en étoit contente, puisqu'elle ne s'en plaignoit pas, & qu'ils n'auroient pas à craindre la vengeance impuiſſante de l'Empereur.

Il convenoit, pour l'exécution du Traité de partage, d'effacer ces idées: ainsi le Roi fit dreſſer un Mémoire que le Marquis d'Harcourt devoit présenter au Roi d'Espagne, dans une audience particuliére qu'il demanderoit pour cet effet. Ce Mémoire sans contenir de menaces, s'expliquoit aſſez pour laiſſer entrevoir que le Roi ne pourroit voir ni souffrir tranquillement aucune injustice faite aux droits de Monsieur le Dauphin.

Le Marquis d'Harcourt eut ordre de remettre la copie de ce Mémoire au Cardinal de Cordoue, son Commiſſaire, & de le comminiquer ensuite aux autres Conseillers-d'Etat: ces démarches faites il devoit garder le silence. La conjoncture étoit trop impor-

Digitized by Google

rante pour laisser au Marquis d'Harcourt la liberté d'user de la permission que le Roi lui avoit donnée de revenir en France. Elle fut donc suspendue, & le Marquis d'Harcourt obligé de prolonger encore son séjour à Madrid, & de garder le secret du Traité de partage; car il paroissoit nécessaire d'en différer l'aveu jusqu'à ce qu'on sût quelle seroit la résolution de l'Empereur, lorsqu'il seroit informé de la derniére disposition du Roi d'Espagne.

La conduite du Comte d'Harrach ne fut pas si mesurée. A peine sût il le Testament du Roi d'Espagne, qu'il s'en plaignit comme d'un outrage fait à l'Empereur, au préjudice de toute la Maison d'Autriche. Il en fit des reproches peu respectueux à la Reine, dans une audience qu'il obtint d'elle avec beaucoup de peine. Cette Princesse voulut bien convenir qu'il s'étoit tenu un Conseil extraordinaire en présence du Roi son mari, qu'elle savoit même que la question importante de la succession y avoit été agitée; mais elle prétendit & soutint qu'elle en ignoroit la décision; que le Roi lui avoit seulement dit, que les bruits répandus dans le public étoient faux.

Malgré ces protestations, on savoit que la Reine n'avoit pas oublié ni négligé son propre intérêt, en travaillant à ceux du Prince Electoral de Baviére, secondée de l'Amirante. L'une & l'autre avoient engagé le Roi d'Espagne à déclarer la Reine Ré-

gen-

Digitized by Google

gente du Royaume, si le Prince de Baviére étoit encore mineur lorsque la succession s'ouvriroit. La *Junte*, ou Conseil pour le Gouvernement, devoit être composée du Cardinal Portocarréro, des deux Présidens de Castille & d'Arragon, de l'Inquisiteur-Général, d'un Conseiller-d'Etat & d'un Grand d'Espagne. Après la régence, la Reine auroit choisi pour sa résidence telle Ville d'Espagne qu'il lui plairoit, & le revenu dont elle jouiroit, devoit être de huit cens mille écus.

L'opinion commune de Madrid, étoit que l'Electeur de Baviére, pour obtenir ce Testament, avoit distribué vingt-cinq mille pistoles, dont la Berleps avoit touché la meilleure partie. D'autres, se croyant mieux informés, pensoient que l'Amirante, persuadé qu'il ne devoit rien espérer ni de la part du Roi, ni de celle de l'Empereur, avoit déterminé la Reine à favoriser, contre son goût, les intérêts de la Maison de Baviére.

Le Roi d'Espagne toujours infirme, gardoit le silence; mais sensible à l'état où il laisseroit son Royaume, & prévoyant les guerres que sa succession exciteroit, il avoit consulté secrétement les Théologiens & les Jurisconsultes, & demandé si les Loix divines & humaines lui permettoient de disposer de sa Couronne. Tous unanimement avoient répondu qu'il n'étoit pas maître de faire tort à ses héritiers, & de changer les

Digitized by Google

constitutions du Royaume sans le consentement des Etats-Généraux.

Au commencement de l'année 1699, les principales Puissances de l'Europe concouroient à l'élevation de la Maison de Baviére. La France, l'Angleterre, la Hollande, de concert destinoient au Prince Electoral, encore enfant, l'Espagne & les Indes, & s'accordoient à laisser à son Pére la Souveraineté des Païs-Bas. L'Electeur souscrivit pour son fils, en bas-âge, au partage du reste de la Monarchie d'Espagne, spécifié par le Traité de la Haye. En même tems à peu près, le Roi d'Espagne appelloit ce jeune Prince à sa succession. Qui n'auroit pensé que nulle cause de guerre ne troubleroit de longtems le repos dont l'Europe jouissoit alors? Mais envain la prudence humaine forme des projets, s'ils ne sont conformes aux desseins de Dieu, Maître de donner la paix, de créer la guerre, & de disposer des événemens. La sagesse des Conseils de ces Princes ne put prévenir l'incendie dont l'Europe devoit être généralement embrasée, ni épargner le sang versé pendant une longue suite d'années.

Le Prince de Baviére mourut à Bruxelles le 8 Février 1699. Plusieurs discours furent tenus sur la cause véritable de sa mort. L'Electeur vivement touché de la perte de son fils, ne l'attribua pas simplement à la maladie qui l'avoit enlevé. Il publia ses soup-

çons,

Digitized by Google

çons, soulagement inutile à sa juste douleur, & le Traité de partage s'anéantit.

Il auroit dépendu du Roi, libre alors de tout engagement, de s'en tenir à ce prétendu Testament suggéré, si véritablement il eût existé; mais cette disposition étant absolument fausse, Sa Majesté ordonna au Comte de Tallard de savoir du Roi d'Angleterre, ce qu'il pensoit depuis l'événement fatal qui détruisoit la principale condition du Traité de partage, & de proposer à ce Prince un nouveau Traité sur le modèle du précédent, qui ne pouvoit plus subsister.

Le Roi d'Angleterre avoit déjà pensé à renouveller les premiers engagemens, au moment qu'il apprit la mort du Prince Electoral. Il avoit ordonné à son Ministre en France, de s'informer des intentions du Roi, sur le changement que cette mort inopinée apportoit aux mesures prises pour la conservation du repos de l'Europe; il entra dans la proposition que lui fit le Comte de Tallard, de laisser à l'Archiduc l'Espagne & les Indes; d'ajoûter le Milanez au partage destiné à Monsieur le Dauphin; & quant aux Païs-Bas, d'en disposer de maniére que l'Angleterre & la Hollande n'eussent ni jalousie ni inquiétude de ce qui seroit réglé de concert sur ce dernier article.

Pendant que la nouvelle négociation commençoit en France & en Angleterre, le Roi

Digitized by Google

apprit que, suivant ses ordres, le Marquis d'Harcourt avoit remis au Roi d'Espagne le Mémoire envoyé par Sa Majesté, au sujet du dernier Testament fait en faveur du Prince Electoral de Baviére. La réponse en étoit simplement: „ qu'il ne falloit pas „ croire tous les bruits que le Public se plaisoit à répandre."

L'Ambassadeur de France peu satisfait d'une réponse si vague, avoit, suivant les ordres du Roi, distribué des copies du même Mémoire, applaudi du Public, & particuliérement du Cardinal Portocarréro; non seulement ce Ministre le trouvoit convenable à la conjoncture présente, mais il prévoyoit encore avec plaisir l'embarras que la démarche de l'Ambassadeur de France causeroit aux mal-intentionnés, sur-tout au Comte d'Oropeza & d'Aguilar, aussi bien qu'à l'Amirante. „ A cette occasion le Cardinal renouvella les assurances de son res„ pect, pour le Roi, & de sa fidélité. Sen„ timens, dit-il, fondés sur l'honneur, „ la conscience, la justice, l'intérêt de la „ Patrie, & par ces mêmes motifs il dé„ siroit que le Roi son Maître voulût as„ sembler les Etats de ses Royaumes."

La réponse verbale, que le Roi d'Espagne avoit faite au Marquis d'Harcourt, fut suivie quelques jours après son audience, d'une nouvelle réponse par écrit, en termes aussi généraux que la première. Elle contenoit que „ ce Prince n'avoit donné aucu-

„ ne

Digitized by Google

„ ne atteine à la paix, qu'il n'étoit pas
„ moins zèlé, ni moins empressé que le
„ Roi Très-Chrétien à la conserver invio-
„ lablement; d'ailleurs, que la bonté divi-
„ ne lui ayant rendu la santé, il ne se cro-
„ yoit pas obligé de prendre des résolutions
„ anticipées; qu'il espéroit donc être en-
„ core longtems en état de répondre aux
„ marques de l'amitié de Sa Majesté Très-
„ Chrétienne."

La disposition faite en faveur du Prince Electoral de Baviére étoit constante, l'Electeur son Pére en avoit informé le Roi. Ce jeune Prince n'étant plus, il étoit inutile d'éclaircir une vérité qui n'étoit pas douteuse. Le Roi ordonna seulement à son Ambassadeur de dire, que sans approfondir un fait connu de toute l'Europe, il suffisoit que le Roi d'Espagne donnât ses soins à la conservation de la paix, & que son âge & sa santé éloignant toute pensée de se nommer un successeur, il voulût rejetter toute proposition contraire aux Loix & Coutumes de sa Monarchie.

Ce discours, que le Marquis d'Harcourt avoit ordre de faire au Roi Catholique, devoit être accompagné d'assurances de l'amitié du Roi, jointes au désir de voir que Dieu voulût exaucer les vœux des Espagnols, en accordant au Roi leur Maître la postérité qu'ils désiroient. C'étoit dans le même sens que l'Ambassadeur avoit ordre de parler aux Conseillers d'Etat, & d'y mêler quelques

termes capables de faire soupçonner & craindre le ressentiment de la France, s'il étoit encore excité par quelqu'injuste disposition, semblable à celle que le Roi Catholique avoit faite en faveur du Prince de Baviére: ordres & précautions bien inutiles, nuisibles même aux intérêts du Roi, si le Roi d'Espagne eût véritablement signé un Testament suggéré, en faveur d'un Prince de France.

La division régnoit dans le Conseil d'Espagne. La Cour étoit plus agitée que jamais. La disette des grains excitoit le Peuple contre le Gouvernement; & comme il arrive ordinairement dans les Villes Capitales, Madrid étoit plus soulevé qu'aucune autre partie du Royaume. On attribuoit la rareté des grains & le défaut de subsistance, au peu de précaution du Comte d'Oropeza, Président de Castille. Contraint de se réfugier dans sa maison pour éviter la fureur de la populace, il n'osoit plus en sortir. Le Roi d'Espagne se vit obligé de l'exiler, autant pour le mettre en sûreté, que pour le punir de la négligence dont il étoit accusé. Lui seul formoit le parti qu'on prétendoit favoriser les vues chimériques du Roi de Portugal à la succession d'Espagne.

L'Amirante de Castille, nonobstant la protection de la Reine, eut le même sort que le Comte d'Oropeza. Il fut exilé de la Cour, avec défense d'approcher de Madrid de plus de trente lieues: les intrigues du Comte d'Harrach contribuérent à cette dis-

Digitized by Google

disgrace. La Reine reprocha à cet Ambassadeur ses manœuvres souterraines, & ses conférences nocturnes avec les ennemis de son autorité. Il répondit fiérement à ses reproches, sans rien changer à sa conduite précédente.

Les troubles de la Cour excitoient encore l'empressement que les Peuples témoignoient pour un Prince de la Famille Royale de France, persuadés qu'ils ne seroient heureux que lorsque la succession à la Couronne d'Espagne lui seroit assurée. L'opinion commune fut confirmée lorsqu'on ne douta plus des Traités signés dès l'année précédente à la Haye, & que le bruit se répandit à la fin de Juillet 1699, que ce Traité annullé par le décès du Prince Electoral de Baviére, étoit déjà renouvellé, ou le seroit incessamment.

Le Roi d'Espagne * en reçut la nouvelle par le Courier que lui dépêcha son Ambassadeur à la Haye. Il doutoit seulement si l'Empereur entroit dans les projets de partage. Ce second Traité n'étoit pas encore signé, mais les conditions du partage étoient réglées. L'avis qu'on en reçut à Madrid, donna lieu à différens raisonnemens, & produisit deux effets. L'opinion la plus généralement répandue, étoit qu'il falloit regarder ce Traité comme un artifice de la France, employé pour intimider les Espagnols, & leur faire envisager la division de la Mo-

* *1699.*

narchie, évidente & certaine, si l'Archiduc étoit appellé à la Couronne: on disoit que l'unique moyen d'empêcher la séparation de tant d'Etats, & de les conserver sous la puissance d'un même Souverain, étoit d'en assurer la possession à l'un des Princes de la Famille Royale de France; que ce seul parti convenoit à l'Espagne; qu'elle devoit le prendre, quand ce ne seroit que pour se venger du Roi Guillaume & des Hollandois, & punir leur perfidie. La voix presque générale étoit, que sans perdre un moment on devoit dépêcher en France un Conseiller-d'Etat, le charger d'obtenir du Roi d'envoyer incessamment à Madrid le Duc d'Anjou; & dans l'intervalle de son arrivée, faire une ligue offensive & défensive avec la France & l'Espagne, pour conserver l'intégrité de la Monarchie dans toutes ses parties. Déjà le Marquis de Losbalbasez disoit qu'il s'offriroit pour cette commission, nonobstant son âge avancé, s'il avoit les jambes assez bonnes pour faire encore le voyage de Paris. Il nommoit le Comte de Monterey comme très-propre à se charger d'une telle commission, & capable de l'exécuter heureusement en quatre jours.

Le Roi d'Espagne que ses maladies plus fréquentes & plus dangereuses conduisoient peu à peu aux portes du tombeau, pensoit plus sérieusement que jamais à ce qu'il devoit faire pour le bien de ses Sujets, lorsqu'il sut que réellement la France, jointe à d'au-

Digitized by Google

d'autres Puissances de l'Europe, avoit pris & prenoit encore des mesures pour partager après lui ses Etats.

Le Marquis de Castel los Rios, Catalan, qu'il avoit nommé son Ambassadeur en France, étoit encore en Espagne. Il eut ordre de partir au-plutôt, & de se rendre incessamment à Paris. A son arrivée il devoit demander une audience au Roi, représenter à Sa Majesté que le Roi Catholique informé des différentes négociations traitées en Angleterre & en Hollande, ne pouvoit voir sans surprise que pendant qu'il vivoit encore, on voulût régler quel seroit après sa mort le sort de sa Monarchie, & par une convention sans exemple partager les différens Etats soumis à sa Couronne; qu'il espéroit non seulement que le Roi n'entreroit pas dans un pareil Traité, mais aussi qu'il s'y opposeroit, d'autant plus que Sa Majesté Catholique l'assuroit qu'elle n'avoit pris aucun engagement au sujet de sa succession avec quelque Prince que ce fût, & qu'elle lui donnoit sa parole de rejetter toute proposition contraire aux intérêts de la France. L'Ambassadeur devoit ajoûter, que la moindre demande que son Maître pouvoit faire, & qu'il faisoit effectivement, étoit qu'on le laissât jouir en repos de ses Etats pendant le reste de sa vie. Il se plaignoit principalement de la perfidie des Anglois & des Hollandois.

L'Ambassadeur d'Espagne n'étoit pas encore

Digitized by Google

core arrivé en France, lorsque Sa Majesté, de concert avec le Roi d'Angleterre, jugea néceſſaire de donner part au Roi Catholique des meſures priſes entre les Alliés, pour conſerver la paix, ſi malheureuſement ce Prince ne laiſſoit après lui nulle poſtérité. Le Marquis d'Harcourt chargé de confirmer au Roi d'Eſpagne ce qu'il ſavoit déjà par la voix publique, devoit l'inviter à ſouſcrire aux conditions du Traité.

Le Roi invita pareillement l'Empereur d'en accepter les conditions. Le Marquis de Villars, que ſes ſervices à la guerre élevérent depuis au commandement des armées de Sa Majeſté, ainſi qu'aux plus hautes dignités du Royaume, étoit alors à Vienne Envoyé extraordinaire du Roi. Il y avoit eu lieu de juger par quelques diſcours du Comte de Kinsky, premier Miniſtre de l'Empereur, que ce Prince ne s'éloigneroit pas de traiter avec le Roi, d'un partage de la ſucceſſion d'Eſpagne, & d'en régler les conditions avant la mort de Charles II. Le Marquis de Villars rendit compte à Sa Majeſté de ces diſcours; mais ils étoient très-généraux, & on ne pouvoit les regarder que comme de ſimples ſouhaits d'un Miniſtre inſtruit du véritable intérêt de ſon Maître, toutefois ſans être autoriſé au point de négocier & de convenir des conditions d'un Traité. On examinoit alors avec le Roi d'Angleterre & la Hollande, par quels moyens on pouvoit aſſurer la paix, & prévenir une guer-

Digitized by Google

guerre générale, presque infaillible à l'ouverture, regardée comme imminente, de la succession d'Espagne. Le premier Traité de partage, renversé depuis par le décès du Prince Electoral de Baviére, approchoit de sa conclusion. Le Roi ne jugeant pas qu'il fût de sa prudence d'abandonner les mesures sages que Sa Majesté avoit prises, & de se laisser éblouir par les discours d'un Ministre qui ne parloit pas même au nom de l'Empereur, écrivit seulement au Marquis de Villars, lequel il n'avoit pas encore instruit de la négociation prête à finir avec l'Angleterre & la Hollande, d'écouter les propositions soit du Comte de Kinski, soit des autres Ministres, d'en rendre compte à Sa Majesté, & d'attendre tranquillement ses ordres. Ce Prince savoit que dans ce même tems l'Empereur, aidé du crédit de la Reine d'Espagne, agissoit vivement par ses Ambassadeurs à Madrid, pour engager le Roi Catholique à déclarer l'Archiduc son héritier, à l'appeller auprès de lui en cette qualité, & à recevoir, pour soutenir les prétentions de ce jeune Prince, un corps suffisant de troupes Impériales.

Le Comte de Kinski mourut, & les autres Ministres ne tinrent pas les mêmes discours qu'il avoit tenus. Le Marquis de Villars ne put douter des dispositions du Conseil de Vienne, lorsque l'année suivante le Roi lui commanda par sa dépêche du 6 Mai 1700, de faire part à l'Empereur du

se-

Digitized by Google

second Traité de partage, signé le même mois de Mai, entre le Roi, le Roi d'Angleterre, & les Etats-Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas. Sa Majesté ordonnoit à son Ministre à Vienne, d'inviter l'Empereur à souscrire aux dispositions faites entre elle & ses Alliés, jugées nécessaires pour conserver la paix & garantir l'Europe, de l'embrasement général que produiroit une guerre inévitable. Villars devoit demander une réponse prompte & décisive, & l'envoyer à Sa Majesté dès le moment qu'il l'auroit reçue. Les ordres envoyés à Vienne, furent aussi communiqués par ordre du Roi au Comte de Sinzendorf, Envoyé de l'Empereur auprès de Sa Majesté.

Les circonstances de ces faits, qui n'arrivérent que l'année suivante 1700, sont rapportées avant le tems, parce qu'il est nécessaire de faire voir qu'il n'a pas été au choix du Roi de convenir d'un partage avec l'Empereur, plutôt que de traiter avec le Roi Guillaume d'Angleterre & les Etats-Généraux. Ce n'est pas la seule fausseté que l'ignorance ait répandue à l'occasion de la succession d'Espagne, & le seul mensonge qui se soit établi au préjudice de la vérité. Envain le Marquis de Villars pressa l'Empereur & ses Ministres de répondre décisivement à l'invitation que le Roi avoit faite à ce Prince. Cette réponse étoit différée de jour en jour, & toujours sous des prétextes frivoles. Quelquefois les Ministres Impériaux

riaux insistoient sur un changement des principales conditions du Traité. L'Empereur ne pouvoit supporter, disoient-ils, de se voir exclu de la possession du Milanez, par conséquent de l'Italie: il vouloit y conserver au moins l'Etat de Milan; il demandoit le secret du consentement qu'il donneroit au partage, sur-tout qu'il fût absolument caché à la Cour de Madrid. En échange du Milanez, il offroit au Roi les Païs-Bas Espagnols: propositions captieuses, avancées seulement pour exciter la défiance des Alliés de Sa Majesté, qui n'auroient jamais consenti à cet échange, & par conséquent pour rompre l'intelligence nécessaire à l'exécution du Traité.

Ainsi ces Ministres espéroient gagner un tems utile & nécessaire, pour exciter des mouvemens à Madrid, & grossir pendant le trouble, le nombre des partisans que la Maison d'Autriche pouvoit avoir en Espagne. Enfin le Roi Catholique dépérissant tous les jours, & laissant peu d'espérance de vivre encore longtems, l'Empereur pressé de s'expliquer, fit remettre au Marquis de Villars, au commencement du mois de Mai, sa réponse. Elle contenoit un refus positif d'entrer dans le Traité de partage. Mais alors toute décision de la Cour de Vienne étoit inutile, & le Testament du Roi d'Espagne, reçu à Versailles avec la nouvelle de sa mort, changea la face des affaires, comme on le verra en reprenant la suite de ces

Mé-

Digitized by Google

Mémoires, & de la négociation continuée pendant le reste de l'année 1699 & le cours de 1700.

* L'incertitude des résolutions que prendroit l'Empereur, avoit servi de prétexte au long retardement de la conclusion parfaite du nouveau Traité. Le Roi d'Angleterre & & les Etats-Généraux en différoient la signature, espérant, disoit-on, persuader à l'Empereur d'entrer dans les mêmes engagemens.

Pendant ces délais, le Roi voulut savoir ce que pensoit le Marquis d'Harcourt, du projet de communiquer au Roi d'Espagne les mesures prises pour assurer par un partage la tranquilité générale de l'Europe, & Sa Majesté lui commanda au mois de Juillet, de lui en écrire son sentiment.

Les lettres de cet Ambassadeur avoient exposé fidélement la foiblesse de l'Espagne. Il avoit toujours exactement représenté à Sa Majesté, qu'elle ne devoit faire aucun fond sur le désir presque général que la Nation témoignoit de voir un Prince de France appellé à la succession du Roi Charles. Que cette bonne volonté seroit impuissante, l'Espagne n'étant pas en état de la soutenir. Il avoit loué, par cette même raison, la sage résolution que le Roi avoit prise de traiter avec le Roi d'Angleterre & la République de Hollande, & regardé la convention faite pour un partage, comme le seul parti convenable & nécessaire pour conserver la paix. Toutefois sans changer

* 1699.

de

de ſentiment, il répondit : „ Qu'il croyoit „ que rien ne ſeroit plus contraire au ſuc„ cès du Traité, que de le communiquer „ au Roi d'Eſpagne & à ſon Conſeil ; que „ la propoſition d'y ſouſcrire ſeroit égale„ ment odieuſe au Souverain & aux Sujets, „ depuis le premier jusqu'au dernier ; que „ les Eſpagnols conſidéroient la diviſion de „ la Monarchie d'Eſpagne, comme le plus „ grand mal qui pouvoit leur arriver, ſoit „ par la perte de l'établiſſement qu'ils a„ voient dans toutes ſes parties, ou les Vi„ ce-Royautés & Commandemens qu'ils „ eſpéroient, ſoit par l'honneur & la répu„ tation de la Nation. Tout cela, écri„ voit Harcourt, les réunira dans cette ex„ trémité pour s'y oppoſer, du-moins au„ tant que leurs forces le permettront ; & „ cette déclaration peut au-moins leur don„ ner le tems de ſe précautionner contre la „ priſe de poſſeſſion, & en rendre l'exécu„ tion plus difficile ; & comme les Etats qui „ ſont échus en partage à Votre Majeſté, „ ſont ceux qui ſont plus difficiles à occu„ per, tant par leur ſituation maritime, que „ par leur éloignement ; & l'abondance des „ Peuples ayant le tems devant eux pour „ prendre leur parti, les choſes en devien„ nent plus épineuſes, ſans que je puiſſe en„ viſager le profit qui peut revenir à Votre „ Majeſté de cette déclaration. D'ailleurs „ Sa Majeſté Catholique aura lieu de ſe plain„ dre, que ſans lui avoir jamais parlé de ſa

„ succession, on en ait fait le partage avec
„ les autres Puissances qui y sont entrées;
„ & qu'après avoir affecté de répandre que
„ les motifs qui avoient empêché de lui
„ parler de succession, étoient pour ne
„ point lui donner la moindre inquiétude,
„ & pour ne pas avancer la fin de ses jours,
„ on verra tout d'un coup le contraire, en
„ lui signifiant le partage qu'on a fait. En
„ effet, s'il vient à mourir dans une saison
„ où on ne puisse tenir la mer, & qu'on soit
„ obligé de remettre la partie au printems,
„ Votre Majesté jugera qu'ils auront du
„ tems pour prendre leurs mesures; & s'il
„ vit jusqu'au printems, cette déclaration
„ leur donnera tout le tems nécessaire pour
„ se précautionner".

Le Marquis d'Harcourt prévoyant les mouvemens qui arriveroient à la mort du Roi d'Espagne, s'en expliquoit ainsi à la fin de sa lettre: „ Ce Prince n'aura pas plutôt
„ les yeux fermés, qu'il y aura une con-
„ fusion générale, excitée par la division
„ des Grands, le mécontentement général
„ des Peuples, & la misère à laquelle ils
„ sont réduits par la cherté de toutes cho-
„ ses; & s'il n'y a point de justice ni de
„ police à-présent, on en doit encore moins
„ attendre dans cet événement.

„ Le général des Peuples est tellement
„ porté en faveur de la France, qu'il y a
„ beaucoup d'apparence qu'ils viendront à
„ moi, aussi-bien que ceux plus élevés en

„ rang,

Digitized by Google

„ rang, qui n'ont osé parler jusqu'à-pré-
„ sent, surtout s'ils ne savent rien du Trai-
„ té. On donnera les ordres pour assembler
„ les Cours; & j'espére que sur toutes cho-
„ ses Votre Majesté aura la bonté de me
„ donner ses ordres positifs, ou de demeu-
„ rer ici jusqu'à ce qu'elle m'ordonne d'en
„ sortir, ou de m'en tirer, sous le prétex-
„ te d'aller recevoir ses ordres pour assister
„ aux Cours, ne voyant point qu'il reste rien
„ à faire dans cette occasion à un Ambassa-
„ deur de Votre Majesté pour ses intérêts.
Le dernier article de la lettre portoit:
„ Le Roi d'Espagne retomba plus mal que
„ jamais jeudi dernier au soir; vendredi
„ & samedi il fut très-mal; le dimanche
„ il a commencé à être mieux; avant-hier
„ & hier il s'est levé quelques heures; mais
„ tout le monde est persuadé que cela re-
„ commencera bientôt, & qu'on ne peut es-
„ pérer ni se promettre qu'il se rétablisse".

Ces considérations solides auroient été déplacées, & ne pouvoient être représentées par un Ministre aussi éclairé que l'étoit le Marquis d'Harcourt, si l'habileté de sa négociation à Madrid, eût engagé le Roi d'Espagne à signer un Testament suggéré; car en ce cas, il lui auroit suffi de rappeller au Roi, ce qu'il avoit obtenu en conséquence des ordres de Sa Majesté, s'il avoit été possible qu'elle eût oublié un point si important, & apparemment désiré.

La fausse politique établit, qu'il est quel-

quefois nécessaire qu'un Prince trompe son Ambassadeur. Mais en cette occasion, le Roi auroit agi directement contre ses intérêts, s'il eût eu moins de confiance dans le zèle & les lumiéres du Marquis d'Harcourt, que n'en avoient ceux des Espagnols qui pouvoient lui faciliter le succès de sa négociation.

Quand même on pourroit supposer que Sa Majesté eût employé quelque Négociateur obscur auprès du Roi Catholique, & dérobé à son Ambassadeur la connoissance d'un point si important, il ne convenoit pas à son service, on peut ajoûter à son honneur, & à la reconnoissance dûe en ce cas au Roi d'Espagne, d'affliger sans sujet un Prince mourant dont la bonne volonté n'auroit plus été douteuse, & de lui signifier hors de propos & contre toute raison, un Traité directement contraire au Testament que Sa Majesté auroit ménagé secrétement & par des voyes souterraines & inconnues.

Après avoir examiné les observations du Marquis d'Harcourt, elle suspendit par sa dépêche du 16 Août, l'ordre qu'elle lui avoit donné, de communiquer au Roi d'Espagne le projet de partage, & de l'inviter d'y souscrire ; mais elle différoit seulement à dessein d'attendre encore quelque tems une réponse décisive de l'Empereur. ce Prince donnant lieu d'espérer qu'il accepteroit enfin les dispositions faites en sa faveur. Alors selon les termes de cette dépêche, „ il

n'y

„ n'y aura plus d'inconvénient à commu-
„ niquer en Espagne un projet devenu pu-
„ blic. Les Espagnols sans force & sans
„ gouvernement ne peuvent empêcher seuls
„ l'exécution d'un Traité que j'aurai fait
„ avec l'Empereur, l'Angleterre & la Hol-
„ lande, lorsque toutes ces Puissances se-
„ ront également intéressées au succès des
„ mesures prises pour le repos de l'Europe.
„ Quand même les Espagnols seroient en
„ état de traverser ce dessein, ils ne pour-
„ roient avoir recours qu'à l'Empereur en-
„ gagé à se contenter du partage destiné à
„ l'Archiduc; par conséquent, si la nou-
„ velle de ce Traité les allarme, comme
„ il n'y a pas lieu d'en douter, l'effet qu'el-
„ le produira ne peut nuire à mes intérêts,
„ puisque l'Empereur n'en tire aucun avan-
„ tage, & qu'au contraire les Peuples de
„ cette Monarchie concluëront, comme
„ vous voyez qu'ils font jusqu'à-présent, que
„ le choix de l'Archiduc leur apporteroit
„ une guerre certaine; que ce Prince seroit
„ trop foible pour la soutenir; qu'il lui se-
„ roit impossible de conserver la Monarchie
„ entiére contre ma puissance secondée de
„ celle des Anglois & des Hollandois; &
„ que quand même il y pourroit résister,
„ l'Espagne ne doit pas se le promettre, puis-
„ que l'Empereur consentiroit au partage.
„ Il est certain que dans cette disposition
„ les plaintes des Peuples doivent être plu-
„ tôt contre l'Empereur que contre moi.

„ Je n'en ai donné aucun sujet au Roi d'E-
„ spagne ; j'ai évité de parler de succession,
„ & je n'ai pas voulu l'inquiéter pendant
„ sa vie ; mais je ne fais rien à son préju-
„ dice, lorsque je prends des mesures pour
„ assurer après sa mort le repos de l'Eu-
„ rope. Je céde même dans cette vue la
„ plus grande partie des droits de mon fils.
„ Le Roi Catholique pourroit avoir lieu de
„ se plaindre, s'il avoit paru disposé à ren-
„ dre justice à ses héritiers légitimes, à fai-
„ re un Testament en faveur de mon fils,
„ ou de mes petits-fils ; mais au-lieu de cette
„ disposition, il n'a été question depuis la
„ paix, que du Prince Electoral de Baviére,
„ & sitôt qu'il a été mort, je n'ai entendu
„ parler que des intrigues des Ministres de
„ l'Empereur à Madrid, pour y faire appel-
„ ler l'Archiduc & le faire reconnoître suc-
„ cesseur de toute la Monarchie.

„ Il est vrai que les Peuples ont paru
„ désirer, que si le Roi leur Maître ve-
„ noit à mourir, la justice fût rendue aux
„ légitimes héritiers ; mais ce ne sont que
„ de simples vœux sans effet, & je n'ai pas
„ vu la moindre démarche en faveur de mon
„ fils, ou de mes petits-fils, pendant que
„ l'Ambassadeur de l'Empereur avoit le cré-
„ dit de changer le Conseil du Roi d'Espa-
„ gne, de faire éloigner les Ministres qui
„ avoient le plus de part à la confiance de
„ ce Prince, & de donner une nouvelle
„ forme au Gouvernement, lorsqu'il ne le

cro-

„ croyoit pas assez favorable aux intentions
„ de son Maître.

„ On ne doit pas être surpris que dans cet-
„ te conjoncture, j'aye cherché d'autres
„ voyes pour assurer le repos de l'Euro-
„ pe, qui auroit été certainement troublé,
„ soit que le Roi d'Espagne eût vécu, &
„ qu'il eût déclaré l'Archiduc son succes-
„ seur, soit qu'il fût mort sans faire de
„ Testament.

„ Toutes ces raisons dont vous pourrez
„ vous servir dans l'occasion, me persuadent
„ que les plaintes des Peuples ne peuvent
„ regarder que l'Empereur. Vous n'avez
„ point accusé le Roi d'Espagne par de vai-
„ nes propositions: il n'a voulu prendre au-
„ cune mesure avec moi: je les ai prises
„ avec d'autres Puissances, & sans lui faire
„ d'instances fâcheuses sur la succession,
„ j'ai réglé les choses de maniére qu'un tel
„ événement ne puisse altérer le repos de
„ la Chrétienté. Ainsi je ne vois pas quels
„ reproches ce Prince & ses sujets peuvent
„ vous faire, s'il vit encore assez pour lui
„ communiquer le Traité, & s'il n'est pu-
„ blié qu'après la mort du Roi Catholique,
„ les reproches s'adresseroient bien plu-
„ tôt à l'Ambassadeur de l'Empereur qu'à
„ vous. Mais je suis persuadé que des Peu-
„ ples prêts à passer sous la domination de
„ l'Archiduc, respecteroient l'Ambassadeur
„ de l'Empereur, à plus forte raison, la
„ crainte de ma puissance, la conduite que

 „ vous

Digitized by Google

„ vous avez tenue, enfin les engagemens
„ que l'honneur auroit pris avec moi, suffi-
„ roient pour faire observer à votre égard
„ le respect dû à votre caractére.

„ Les mesures que les Espagnols pour-
„ roient prendre pour empêcher l'exécution
„ du Traité seroient bien inutiles, si l'Em-
„ pereur souscrit aux engagemens qui lui
„ sont proposés, & ce seroit envain qu'ils
„ voudroient conserver des Etats que celui
„ qui doit être leur Maître s'engageroit de
„ céder à mon fils. Vous jugez bien que
„ si l'Empereur refuse d'entrer dans le pro-
„ jet de partage, il en fera savoir toutes
„ les conditions au Roi Catholique, & qu'il
„ seroit pour lors inutile de lui donner d'au-
„ tre communication.

„ L'incertitude où je suis encore du parti
„ que l'Empereur prendra, est cause que
„ je ne puis donner d'ordre bien précis
„ la conduite que vous auriez à tenir si le
„ Roi d'Espagne venoit à mourir. Si le
„ Traité étoit signé, vous n'auriez alors
„ qu'à vous joindre à l'Ambassadeur de l'Em-
„ pereur, aux Envoyés d'Angleterre & de
„ Hollande, déclarer aux Etats & au Con-
„ seil, si les Etats n'étoient pas assemblés,
„ les conditions du partage, faire voir qu'il
„ étoit nécessaire, pour le maintien de la
„ paix, qu'il assure une longue tranquillité
„ à l'Espagne; & comme je me mettrois
„ en possession des Etats destinés à mon
„ fils, en même tems que l'Archiduc passe-
„ roit

„ roit en Espagne, il n'y auroit nulle autre
„ négociation à faire, & vous reviendriez
„ auprès de moi.

„ Mais s'il arrive que Dieu dispose du Roi
„ Catholique, avant que l'Empereur ait
„ accepté le Traité, ou que le tems auquel
„ il doit être signé, fixé au 25 Septembre,
„ soit expiré, vous n'aurez en ce cas d'au-
„ tre parti à prendre, que de recevoir fa-
„ vorablement ceux qui viendront vous fai-
„ re des propositions, & leur dire que vous
„ m'en rendrez compte, que je les écoute-
„ rai avec plaisir, qu'il faut en même tems
„ qu'ils fassent connoître les moyens qu'ils
„ ont de marquer par les effets leur bon-
„ ne volonté; vous m'en avertiriez, & j'au-
„ rois certainement le tems de vous en-
„ voyer mes ordres avant que les Etats
„ fussent assemblés. J'ai examiné, s'il con-
„ venoit de vous rappeller dès à présent de
„ votre Ambassade, ou de vous y laisser en-
„ core quelques mois; j'ai considéré d'un
„ côté les inconvéniens de vous laisser ex-
„ posé aux mouvemens du Peuple, & peut-
„ être hors d'état de conserver la dignité
„ de votre caractére, d'un autre côté le
„ préjudice que recevroit le bien de mon
„ service si je vous rappellois présentement.

„ Pendant la vie du Roi d'Espagne je
„ ne vois nul danger. Si ce Prince meurt,
„ & que l'Empereur ait signé le Traité, le
„ Comte d'Harrach sera plus exposé que
„ vous. Je suis cependant persuadé que

„ vous pourriez aisément vous soutenir ré-
„ ciproquement l'un & l'autre.

„ Si l'Empereur n'a pas signé, la consi-
„ dération des Peuples pour vous en sera
„ plus grande encore. Ils verront qu'en
„ appellant l'Archiduc, ils n'éviteront pas
„ le partage; qu'ils seront obligés de sou-
„ tenir une guerre très-desavantageuse
„ avec des forces inférieures aux miennes,
„ & qu'au-lieu d'attendre du secours de
„ l'Angleterre & de la Hollande, ces deux
„ Puissances se joindront à moi: ainsi bien
„ loin de craindre que le Peuple manque de
„ respect à votre égard, vous verrez aug-
„ menter son empressement à demander
„ mon assistance, comme la seule ressour-
„ ce de la Monarchie d'Espagne.

„ Ces raisons m'ont fait conclure qu'en
„ vous laissant à Madrid, il n'y avoit à
„ craindre aucune insulte de la part du
„ Peuple, qu'il y auroit en même tems de
„ grands inconvéniens à vous en retirer.

„ La raison la plus forte pour détermi-
„ ner l'Empereur à consentir au Traité, se-
„ ra l'opinion d'un parti considérable que
„ je puis avoir en Espagne, & que ceux
„ qui le composent peuvent traverser tou-
„ tes le mesures qu'il prendroit pour faire
„ déclarer l'Archiduc successeur du Roi
„ Catholique. Je ne puis vous rappeller,
„ sans donner un juste sujet de croire, que
„ je connois moi-même le peu de fond que
„ je dois faire sur ce parti, que je l'aban-
„ don-

Digitized by Google

„ donne, que l'Empereur n'en doit rien
„ craindre; qu'il perdroit par conséquent
„ en traitant avec moi, tous les Etats
„ qui composent le partage de mon fils;
„ que l'Archiduc enfin sera maître de tou-
„ te la Monarchie, s'il attend ce que les
„ Peuples feront en sa faveur.

„ Il est certain que, jusqu'à-présent, le
„ le Roi d'Angleterre & les Etats-Géné-
„ raux ont eu la même opinion du parti
„ que j'ai en Espagne, il ne convient pas
„ qu'ils la perdent.

„ Vous connoissez assez l'importance de
„ ces considérations, pour n'avoir pas regret
„ à quelques mois, que mon service de-
„ mande que vous demeuriez encore à
„ Madrid.

S'il y eût eu quelque réalité au Testament secret, qu'on suppose apparemment que le Roi d'Espagne avoit fait à l'insu du Marquis d'Harcourt, les ordres contenus dans la dépêche du 16 Août, auroient été directement contraires aux intérêts du Roi; il ne l'étoit pas moins de prolonger le séjour à Madrid, d'un Ambassadeur à qui le Roi son Maître auroit caché un point si capital de sa négociation. Il eût envain acquis l'estime des Espagnols pendant le cours de son ambassade, la défiance si marquée de Sa Majesté, suffisoit seule pour le décréditer au moment où il importoit le plus de faire connoître la confiance entière qu'il méritoit, & dont elle l'avoit toujours honoré.

On

On laisse à quiconque aura le sens commun, à juger par la dépêche du 16 Août, si la connoissance que le Roi avoit du zèle & des lumiéres de son Ambassadeur, recevoit la moindre altération.

Le partage divulgué, excitoit la vigilance du Conseil d'Espagne; & depuis les ordres donnés au Marquis de Castellos Rios de se rendre incessamment à Paris, le Roi d'Espagne jugea nécessaire de calmer l'inquiétude que l'Ambassadeur de France pouvoit avoir, au sujet des bruits répandus dans Madrid, de quelques dispositions, encore inconnues, en faveur de l'Archiduc.

Le Cardinal de Cordoue, nommé Commissaire pour traiter avec le Marquis d'Harcourt, inséra à la fin d'un Mémoire qu'il eut occasion de lui envoyer: „ Qu'on ne „ devoit pas croire que Sa Majesté Catho„ lique songeât si peu au bien de ses Sujets, „ que si elle venoit à mourir sans postérité, „ elle ne laissât pas les choses disposées „ avec la réflexion dûe pour maintenir le „ repos public, selon la justice. Le Car„ dinal ajoûtoit, que l'Ambassadeur pou„ voit s'assurer, & assurer le Roi son Maî„ tre, qu'il ne se traitoit aucune résolu„ tion touchant le point important de la „ succession."

Pareilles assurances avoient été données au Marquis d'Harcourt, dans le tems même que le Roi d'Espagne appelloit par un Testament le Prince Electoral de Baviére

pour

Digitized by Google

pour succéder à sa Couronne. La mémoire d'un fait si récent, ôtoit toute créance à de telles protestations.

Harcourt ne se défioit pas moins de la bonne-foi du Roi d'Angleterre. Il avoit exposé ses soupçons au Roi; mais Sa Majesté dont les intentions étoient droites, jugeoit par sa droiture de celles de ses Alliés. Il paroissoit jusqu'alors que le Roi Guillaume regardoit comme son affaire propre de conduire à une heureuse fin la négociation commencée à Vienne. Heinsius, Pensionnaire de Hollande, dépendant absolument de ce Prince, témoignoit un égal empressement d'achever cet ouvrage; & l'Envoyé de Hollande avoit reçu des ordres bien précis, de faire tous ses efforts pour engager l'Empereur à souscrire au partage.

Malgré ces apparences de bonne-foi, rien n'avançoit, & chaque jour il survenoit quelque difficulté nouvelle à la consommation du Traité; soit de la part des Anglois, & sous le prétexte des oppositions du Parlement, soit de la part de l'Empereur. Ce Traité devoit être signé le 25 Septembre. Déjà le mois d'Octobre étoit avancé, & la signature se différoit. Le prétexte des délais étoit toujours l'espérance que les Alliés de la France conservoient d'amener enfin l'Empereur à contracter le même engagement. Dès lors on pouvoit croire que leur objet principal étoit d'affoiblir le parti de la France en Espagne, faisant voir à ceux

qui

Digitized by Google

qui le composoient, qu'elle méprisoit & rejettoit leur bonne volonté, & ne désiroit que la division de leur Monarchie. Le Roi persista cependant à croire que ses Alliés vouloient sincérement satisfaire à leurs engagemens.

Enfin l'Empereur répondit, & le Roi apprit à la fin d'Octobre, qu'il rejettoit toute convention de partage. Vers le même tems l'Ambassadeur d'Espagne arrivé à Paris, demanda & eut du Roi une audience particuliére. Il avoit ordre de son Maître, de se plaindre des mesures prises pendant sa vie, pour partager les Etats de ce Prince après sa mort *. Le Roi répondit, qu'il seroit fâché d'avoir donné aucun sujet de plainte légitime au Roi son frére, Sa Majesté n'ayant rien plus à cœur que la conservation de ce Prince, sa bonne santé, & de voir naître de lui une postérité nombreuse, sentimens également fondés sur l'estime personnelle & les liens du sang; que c'étoit aussi par ces mêmes raisons qu'elle avoit facilité & pressé la conclusion des derniers Traités de paix, sa vue principale étant d'entretenir à l'avenir, sans obstacle, une union parfaite & réciproque avec le Roi Catholique, telle, & si solide que rien ne fût capable de la troubler.

Les Ministres d'Espagne dans les principales Cours de l'Europe, eurent ordre d'y porter des plaintes à peu près semblables.

El-

* 1699.

Digitized by Google

Elles furent plus vives en Angleterre & en Hollande, mais également vaines en tous lieux, & la foiblesse de l'Espagne ne permettoit pas à son Roi de se ressentir du traitement dont il croyoit à propos de se plaindre. Toute ressource manquoit également dans son Royaume, l'administration ne réparoit pas le défaut d'argent & de forces. La division régnoit également dans le Conseil & dans la Cour. La Reine jusqu'alors maîtresse absolue de toutes les dispositions à faire, doutoit dans cette confusion du parti qu'elle avoit à prendre. Le Comte d'Harrach, lié avec ses ennemis, traversoit souvent les vues de cette Princesse. Il la contraignit par ses intrigues sécrétes à congédier la Berleps, sa favorite, quoique depuis qu'elle étoit en Espagne elle eût incessamment travaillé à servir l'Empereur.

Cette favorite renvoyée en Allemagne, voulut, avant que de partir de Madrid, avoir une conversation sécréte avec le Marquis d'Harcourt. Elle ne l'entretint que des sujets que la Reine avoit d'être mécontente du Comte d'Harrach. La Berleps personnellement n'étoit pas moins irritée; ainsi joignant son intérêt à celui de sa Maîtresse, elle dit que toutes deux regardoient les Harrach, le pére & le fils, comme leurs plus mortels ennemis. Le pére, dit-elle, pendant qu'il étoit à Madrid, & le fils marchant sur ses traces, ont toujours été à la tête des partis formés contre la Reine. Ils n'ont cessé

cessé de condamner sa conduite & la mienne. Le fils est présentement le chef de ces assemblées nocturnes, de gens conjurés pour séparer le Roi d'avec la Reine; en même tems on me renvoie en Allemagne. Harrach, lié avec Monterey & Leganez, incite le Peuple à la révolte; & ce digne Ambassadeur, le plus grand ennemi de la Reine aussi-bien que son pére, non content du mal qu'il a fait à Madrid, a de-plus peint ma Maîtresse des plus noires couleurs à la Cour de Vienne. Il imite parfaitement son pére, qui dit un jour au Prince de Darmstat, qu'il n'y avoit pour les Reines, quand elles demeurent veuves & sans enfans, que deux chemins, l'un du Couvent des *Descalcas Reales* (1), l'autre de l'Escurial.

Le second Traité de partage n'étoit pas encore fini au commencement de Décembre. Harcourt à qui la foi du Roi d'Angleterre & des Hollandois étoit toujours suspecte, estimoit que le Roi devoit profiter des sujets que la Reine avoit d'être mécontente de la Cour de Vienne, & proposer des avantages à cette Princesse pour l'engager à se détacher absolument du parti de l'Empereur. Il observa cependant, que quand même elle persuaderoit à son mari de faire, en faveur d'un Prince de France, un Testament semblable à celui qu'il avoit fait précédemment en faveur du feu Prince de Baviére, une telle disposition n'auroit de va-

(1) Couvent des Carmelites.

Digitized by Google

valeur, qu'autant qu'elle seroit admise par les Etats des Royaumes de Castille & d'Arragon; mais que la proposition de les assembler seroit insupportable au Roi d'Espagne, qui depuis longtems avoit pris la résolution de ne les convoquer de sa vie; & que la Reine, & ceux qui avoient le plus de crédit & le plus d'accès à la Cour, se croiroient également intéressés à s'opposer à cette convocation.

Quoique le Roi ne voulût pas encore soupçonner la droiture du Roi d'Angleterre, ni même la foi douteuse des Hollandois, les délais qu'ils apportoient à la signature du Traité étoient si affectés, que Sa Majesté jugea qu'il étoit de sa prudence d'ordonner au Marquis d'Harcourt de ménager la voie que la Berleps lui avoit ouverte, ensorte qu'il eût un moyen de traiter avec la Reine d'Espagne, si quelque accident imprévu empêchoit la conclusion d'un nouveau Traité de partage.

Dans le tems de cette incertitude, la santé du Roi d'Espagne devint si mauvaise, qu'on douta de sa vie au commencement de Janvier 1700. La conversation du Marquis d'Harcourt avec la Berleps, n'avoit eu aucune suite; par conséquent nulle mesure prise avec la Reine, ainsi nulle apparence que le Roi d'Espagne fît quelque disposition favorable à la France, & le Roi n'étoit pas sûr de la bonne-foi de ses Alliés.

Digitized by Google

La signature du second Traité de partage calma ces soupçons. Elle se fit à Londres le 13 Mai 1700. Le même Traité fut signé à la Haye, par les Députés des Etats-Généraux, le 25 du même mois de la même année. L'Empereur persista dans le refus d'y entrer.

Le partage de Monsieur le Dauphin devoit être composé des Royaumes de Naples & de Sicile, des Places construites sur la côte de Toscane, des Iles situées dans cette Mer, & de la Province de Guipuscoa, conformément au premier Traité. Le second ajoûtoit à ce partage les Duchés de Lorraine & de Bar. Le Duc de Lorraine convenoit de les céder, & de recevoir en échange le Duché de Milan.

Si l'Empereur souscrivoit au Traité, il étoit spécifié, que l'Archiduc auroit pour son partage, l'Espagne, les Indes, les Païs-Bas. Un article séparé portoit, que l'Empereur auroit le tems de trois mois pour délibérer; que s'il n'acceptoit pas le partage à l'expiration de ce terme, les Alliés conviendroient entr'eux du Prince qu'ils jugeroient à propos de substituer à l'Archiduc: article d'autant plus important, que la Cour de Vienne lente à se déterminer, prolongeroit sa décision, s'il y avoit lieu d'espérer quelque avantage de sa lenteur, aussi bien que des événemens imprévus & capables de changer les mesures prises pour le maintien du repos de l'Europe.

Digitized by Google

La conclusion du nouveau Traité mit fin à toute espéce de négociation à Madrid. Ainsi le Roi voulut bien accorder aux instances pressantes du Marquis d'Harcourt, la permission de revenir en France, qu'il sollicitoit depuis longtems. Blécourt, ancien Officier d'Infanterie, plus capable de commander un bataillon, & de le mener à la charge, que de négocier, fut chargé des affaires peu considérables qu'il y auroit désormais à traiter à la Cour d'Espagne.

Le bruit se répandit peu avant la signature du Traité de partage, de quelques dispositions incertaines, mais favorables à l'Archiduc. L'opinion commune étoit que le Roi d'Espagne l'avoit appellé à sa succession. Le Marquis d'Harcourt encore à Madrid, en demanda l'éclaircissement à Ubilla, Sécretaire de la Dépêche *Universale*. Il parut embarrassé, & son embarras augmenta les soupçons que l'Ambassadeur de France n'auroit pas eus, s'il eût obtenu pendant le cours de son ambassade, ce Testament que les Ecrivains de Hollande prétendent qu'il avoit négocié, ou plutôt acheté, en faveur du Duc d'Anjou.

Les bruits au sujet de l'Archiduc se fortifioient, ensorte que les plus considérables personnages de la Cour d'Espagne doutoient de ce qu'ils en devoient croire. Le Comte d'Oropeza, encore exilé, fit prier le Marquis d'Harcourt de lui faire part de ce qu'il savoit d'une telle disposition. Il assuroit

 qu'el-

qu'elle feroit absolument contraire à son avis, persuadé qu'un Prince de France choisi pour successeur, conviendroit seul au bien de l'Espagne.

Les doutes n'étoient pas encore éclaircis lorsque le Marquis d'Harcourt prit ses audiences de congé du Roi & de la Reine d'Espagne, un plus long séjour à Madrid devenant inutile au service du Roi. Harcourt en partit le 20 de Mai. Le Conseil d'Espagne travailloit alors à trouver des fonds pour lever & entretenir de nouvelles troupes. On ne doutoit plus que ces préparatifs ne se fissent à dessein de soutenir les dispositions faites en faveur de l'Archiduc. Le Public en jugeoit par les conférences longues & secrétes que Dom Francisco Molez, nommé à l'ambassade de Vienne, avoit souvent avec le Roi & la Reine d'Espagne, & par l'ordre qu'il eut de se rendre incessamment à son emploi. Il l'avoit obtenu par le crédit de l'Amirante, son protecteur, préférablement à Castel dos Rios. Les affaires à traiter à la Cour de Vienne paroissoient les plus importantes. Elles furent confiées à Molez, dévoué à l'Amirante, & Castel dos Rios fut nommé pour aller en France, comme à une ambassade où il ne se présentoit aucune occasion de négocier, & nulle affaire de conséquence à traiter. La commission donnée à Castel dos Rios lui produisit l'année suivante la Grandesse, & depuis la Vice-Royauté des Indes.

Mo-

Digitized by Google

Molez attaché aux intérêts de l'Empereur, reçut peu de récompenſe de ſon zèle, & ſe vit obligé de renoncer à ſa patrie. Ainſi la Providence ſe joue des projets que forme l'ambition, & fait réuſſir ou renverſe, comme il lui plaît, les deſſeins que les hommes croient avoir concertés avec ſageſſe, & conduits avec le plus de prudence.

Harcourt partoit lorsque le Roi fit part à l'Empereur du Traité de partage, l'invitant d'y ſouſcrire. Sa Majeſté donna ordre de le communiquer à l'Ambaſſadeur d'Eſpagne, avec la même invitation pour le Roi ſon Maître. Elle voulut que Blécourt répondît ſeulement, lorsqu'on lui en parleroit à Madrid, qu'on ne devoit pas s'étonner en Eſpagne, ſi elle avoit pris les précautions néceſſaires pour prévenir le préjudice dont les héritiers légitimes du Roi d'Eſpagne étoient menacés, & maintenir le repos de l'Europe; puisque le Roi d'Eſpagne n'avoit laiſſé appercevoir, depuis la paix, aucune diſpoſition favorable, ſoit à l'égard de Monſieur le Dauphin, ſoit envers ſes enfans; que toutes ſes vues au-contraire s'étoient portées, ou ſur le feu Prince Electoral de Baviére, ou ſur l'Archiduc.

Blécourt rendit compte au Roi des différens mouvemens que la nouvelle du ſecond Traité de partage produiſit à Madrid. Il écrivit que la Reine, tranſportée de colére, avoit marqué ſon extrême agitation aux dépens des meubles de ſon appartement. Que le

Digitized by Google

le Conseil s'étant assemblé le lendemain; qu'on avoit dépêché des Exprès à l'Amirante, aux Comtes d'Oropeza & de Monterey, tous trois exilés, & demandé leurs avis dans une conjoncture si importante. Que le Peuple étoit affligé & craignoit de tomber sous la domination des Allemands: que les Arragonois disoient qu'au défaut du Roi régnant encore, ils choisiroient tel successeur qui conviendroit au Royaume d'Arragon.

* On disoit communément que le Roi avoit pris sagement son parti, & prudemment fait de traiter pour un partage; mais la haine générale retomboit sur les Anglois & les Hollandois.

Le Comte d'Harrach employant à contretems le style hautain & fanfaron de la Cour de Vienne, publioit que son Maître perdroit plutôt l'Empire que de souffrir le tort qu'on prétendoit lui faire; qu'à quelque prix que ce fût, il devoit s'en venger.

Le Cardinal Portocarréro retiré à Tolède depuis quelques mois, reçut ordre du Roi son Maître de se rendre incessamment à Madrid. Il obéit, mais déclara qu'il n'entreroit point au Conseil, voyant avec douleur arriver ce qu'il avoit si souvent prédit. Il entra cependant; on délibéra; les avis furent différens; & le Conseil se sépara sans rien conclure.

La confusion étoit générale; nulle ressource dans le Royaume. On proposa de

rap-

* 1700.

rappeller les Exilés, de former un petit Conseil composé seulement de quatre ou cinq personnes. Le Peuple de Madrid loin de murmurer contre la France, redoubloit ses vœux pour un Prince de la Famille Royale. Les Conseillers-d'Etats, à l'exception du vieux Comte d'Aguilard, s'exprimoient comme le Peuple. La Reine encore favorable aux intérêts de l'Empereur, nonobstant les sujets qu'elle avoit de s'en plaindre, pria le Roi son mari de suspendre toute résolution jusqu'à ce qu'il eût quelque réponse de Vienne.

Ce Prince gardoit le silence, & cependant consultoit, soit dans l'intérieur de son Royaume, soit au dehors, ceux qu'il croyoit les plus capables de lui donner des conseils conformes à la justice, au bien de ses sujets, & par conséquent de mettre en repos sa conscience. Il s'étoit adressé déjà à différens Théologiens & Jurisconsultes, en Espagne, à Naples & à différens Evêques. Il voulut encore consulter l'Evêque de Covença, fils naturel de Philippe IV. & l'Archevêque de Sarragosse. Les avis furent uniformes. Aucun ne mit en doute que les Princes de France n'eussent droit de lui succéder. Ce ne fut pas assez pour calmer l'agitation d'un Monarque prêt de rendre compte à Dieu de sa conduite.

Blécourt apprit que ce Prince avoit dépêché un Courier à Rome au commencement du mois de Juin précédent; qu'il en atten-

Digitized by Google

doit le retour avec beaucoup d'impatience. On ignoroit à Madrid le motif de l'expédition. Le Roi l'apprit par le Cardinal Janson, chargé des affaires de Sa Majesté auprès du Pape.

Charles Second non content des consultations qu'il avoit faites en Espagne, voulut encore consulter le Chef de l'Eglise. Le Cardinal Pignatelli, Napolitain, élu Pape sous le nom d'Innocent XII. en l'année 1692, occupoit encore le Saint Siége. Le Roi d'Espagne lui écrivit de sa main, lui représenta le péril où le Traité de partage exposoit la Religion, ne doutant pas que les Anglois & les Hollandois n'eussent quelque part au démembrement de sa Monarchie. Il se plaignoit amérement d'un projet de partage de ses Etats, réglé pendant qu'il étoit encore au monde. Il représentoit les malheurs qu'une telle entreprise causeroit à l'Europe, les guerres inévitables qu'elle susciteroit, les désastres que le Saint Siége en particulier auroit à craindre. La lettre finissoit en informant Sa Sainteté des instances que le Conseil d'Espagne faisoit à Sa Majesté Catholique, d'appeller à sa succession un des fils cadets du Dauphin, comme l'unique moyen de préserver ses Peuples des maux qu'ils auroient à craindre, lorsqu'il plaîroit à Dieu de le retirer de ce monde. Il demandoit au Pape, & ses conseils sur un point si capital, & ses priéres, résolu de sacrifier sa propre volonté au bien comme au repos de ses Royaumes.

La

Digitized by Google

La lettre écrite le 18 Juin 1700, fut adressée au Duc de Duceda, Ambassadeur d'Espagne à Rome. Le Roi son Maître lui écrivit aussi de sa main, & lui commanda de remettre secrétement au Pape celle qu'il lui adressoit pour Sa Sainteté, dont il joignit la copie, imposant à son Ambassadeur de la tenir très-secréte. Uride en avertit le Cardinal Janson, & le Roi en fut promptement informé.

Le Pape voulut sur une affaire si importante, avoir l'avis de quelques Cardinaux. Il en assembla trois, distingués par le mérite, la vertu & la capacité. L'un étoit Spada, nommé autrefois Nonce en France, & qui depuis avoit été Sécretaire; l'autre le Cardinal Albano, qui succéda peu de mois après à Innocent XII. & prit le nom de Clément XI; le troisiéme fut le Cardinal Spinola-San-Cesareo. La consultation étant faite „ Sa Sainteté répondit au Roi d'Es-„ pagne, donna les louanges dûes à sa pié-„ té, à son zèle pour la Religion & le „ bien de ses Royaumes, & conclut qu'il „ ne devoit pas s'écarter de l'avis de son „ Conseil Royal, fondé sur le principe né-„ cessaire d'assurer l'union, & la conserva-„ tion entiére de sa Monarchie."

L'avis positif & certain que le Roi reçut, par le Cardinal Janson, ne laissoit plus lieu de douter des intentions du Roi d'Espagne, favorables à l'un des Princes de France. Toutefois Sa Majesté persista dans la réso-

Digitized by Google

lution de s'en tenir aux engagemens qu'elle avoit pris & renouvellés par le second Traité, quelque sujet qu'elle eût de douter de la bonne-foi de ses Alliés, que le retardement, les difficultés continuelles, la répugnance à convenir des mesures nécessaires pour l'exécution du Traité, rendoient chaque jour plus suspects. Le Roi savoit encore que l'affection des Peuples d'Espagne pour un Prince de sa Famille, augmentoit & n'étoit plus cachée. Le Cardinal Portocarréro faisoit gloire de ses sentimens, il étoit convenu avec Blécourt de l'avertir de tout ce qui pourroit contribuer au succès si avantageux à l'Espagne. Peu de gens songeoient alors à servir l'Empereur. Dans ce petit nombre on comptoit le Marquis de Leganez & le Sécretaire Ubilla.

Nonobstant l'alliance des Provinces-Unies avec la France, le Résident de Hollande à Madrid, exclu de toute fonction publique à cause d'une querelle personnelle, avoit pendant la nuit de fréquentes conférences dans la rue avec Leganez. Il n'y avoit plus de Ministre d'Angleterre à la Cour d'Espagne, ainsi Blécourt étoit seul à tenir tête à l'Ambassadeur de l'Empereur.

Au mois de Juillet 1700, Harrach offrit au Roi d'Espagne vingt mille hommes de troupes Impériales pour la garde du Milanez, autant pour Naples, autant pour la Sicile. Vaines promesses dont l'accomplissement étoit

Digitized by Google

étoit impossible. A peine furent-elles écoutées. Il s'apperçut qu'elles devenoient un sujet de dérision. Il changea de style, & pour affoiblir le parti de France, il répandit que le Roi s'étoit clairement expliqué, que si la Monarchie d'Espagne lui étoit offerte pour l'un des Princes ses petits-fils, Sa Majesté la refuseroit. Il assura que Blécourt l'avoit dit positivement en conséquence des ordres qu'il avoit reçus de le déclarer.

Un tel discours, quoique faux, ne laissa pas de faire impression sur l'esprit du Roi d'Espagne; il avoit promis à Portocarréro d'appeller un Prince de France à sa succession. Le Cardinal le pressant d'exécuter sa résolution, il répondit que son honneur seroit blessé si le Roi de France refusoit de consentir à son choix. En même tems il renouvella ses exhortations à l'Empereur pour le détourner d'accepter aucune proposition de partage. Il donna de-plus ordre aux Vicerois de Naples & de Sicile, ainsi qu'au Gouverneur de Milan, de recevoir dans ses différens Etats les troupes que l'Empereur se proposoit d'y envoyer. Toutefois l'Ambassadeur d'Espagne en France assuroit que le Roi son Maître n'avoit pas nommé de successeur.

Les instances importantes & assidues de la Reine d'Espagne produisoient ces contradictions dans la conduite du Roi Catholique, affoibli par ses fréquentes maladies, & sentant les approches de la mort, quoi-

que

Digitized by Google

que pendant le mois d'Août sa santé parût meilleure qu'à l'ordinaire. Harrach profitant de sa foiblesse, obtint qu'il ne consulteroit plus son Conseil; mais peu de jours après ce Prince dit au Duc de Medina Sidonia, qu'il vouloit suivre l'avis de ce même Conseil, & nommer un Prince de France pour succéder à sa Couronne; qu'il ne pouvoit au-reste se résoudre à l'appeller en Espagne.

Depuis cette confidence, Sidonia pressa Blécourt plus que jamais de lui dire, si le Roi accepteroit le total de la succession d'Espagne pour un des Princes ses petits-fils, la disposition du Roi Catholique n'étant plus douteuse, au moment qu'il seroit sûr qu'elle ne seroit pas rejettée.

Castel Dos Rios, en France, eut ordre de s'informer bien précisément des intentions du Roi.

Tous les sentimens en Espagne se réunissoient; le Clergé, le Conseil-d'Etat, les Gens de Loi, tous reconnoissoient les droits du Dauphin, & souhaitoient de voir un de ses fils assuré de régner. On espéroit à Madrid que le Roi d'Angleterre manqueroit à ses engagemens. C'étoit un bien désiré de toute la Nation, la conduite du Résident de Hollande donnoit lieu de s'en flatter; sa correspondance avec le Marquis de Leganez continuoit, & souvent il conféroit avec l'Ambassadeur de l'Empereur, quoiqu'il assurât Blécourt du contraire.

Harrach ne perdit pas courage; il espé-
roit

Digitized by Google

roit encore un changement, & malgré les sujets de mécontentement que sa conduite, ses discours, ses relations à l'Empereur, avoient causés à la Reine, il fondoit ses espérances non seulement sur le crédit, mais de plus sur la bonne-foi de cette Princesse. Elle obtint en effet un ordre adressé aux Conseillers-d'Etat de s'assembler, pour faire entendre de la part du Roi leur Maître, que la partialité qu'ils témoignoient pour un Prince de France, lui déplaîsoit. Cette déclaration faite, sept d'entr'eux confirmérent plus fortement encore l'avis qu'ils avoient donné en faveur de l'un des fils du Dauphin.

Une maladie nouvelle réduisit le Roi d'Espagne à l'extrémité, vers la fin de Septembre. Il reçut les derniers Sacremens de l'Eglise. On disoit sourdement qu'il avoit confirmé son Testament fait en faveur de l'Archiduc, déclaré la Reine Régente, & formé un Conseil.

Les discours changérent au commencement d'Octobre. Blécourt écrivit au Roi, que suivant les bruits de Madrid, un des fils du Dauphin étoit appellé à la Couronne d'Espagne; que le Cardinal Portocarréro avoit constamment & utilement travaillé pour un Prince de France; qu'il avoit empêché qu'un Testament contraire, extorqué par la Reine, ne fût exécuté.

L'événement prévu depuis longtems arriva. Charles II. Monarque souverain de tant d'Etats, mourut le premier Novembre de

de l'année 1700, & sa mort causa bientôt après l'embrasement général de toute l'Europe.

Par son Testament, signé le 2 d'Octobre précédent, il reconnut le droit de l'Infante Marie-Thérése, sa sœur, Reine de France, & mére du Dauphin, & celui de la Reine Anne, sa tante, par conséquent celui du Dauphin, qui devoit être son unique héritier, conformément aux loix de ses Royaumes; mais pour éviter l'allarme que l'Europe concevroit de l'union de tant d'Etats à la Monarchie de France, dont le Dauphin étoit le seul héritier présomptif, Charles appelloit à sa succession le Duc d'Anjou, second fils du Dauphin; & le nommoit héritier de tous ses Royaumes & Seigneuries, sans en excepter aucune partie & sans démembrement. Il ordonnoit à tous ses Sujets & Vassaux de le reconnoître pour leur Roi & Seigneur naturel. Il vouloit que jusqu'à l'arrivée de ce Prince à Madrid, & même jusqu'à sa majorité, le Royaume fût gouverné par un Conseil de Régence, ou *Junte*, dont il nomma les Sujets, & la Reine à la tête de ce Conseil.

Immédiatement après la mort du Roi d'Espagne, la *Junte* écrivit au Roi, pour lui donner part de cet événement; & l'Ambassadeur d'Espagne eût ordre de remettre à Sa Majesté le Testament, & la lettre signée de la Reine & des Conseillers qui composoient *la Junte*.

Comme on doutoit à Madrid, si le Roi ac-

Digitized by Google

accepteroit les derniéres propositions du Roi Catholique, dans cette incertitude *la Junte* ordonnoit à Castel dos Rios, en cas de refus de la part de Sa Majesté, de faire incessamment passer à Vienne le même Courier envoyé de Madrid; l'intention du feu Roi ayant été de déférer sa succession entiére à l'Archiduc, si sa disposition n'étoit pas acceptée en France.

Le Roi étoit alors à Fontainebleau *. A l'arrivée du Courier, l'Ambassadeur d'Espagne communiqua les ordres qu'il venoit de recevoir, à celui des Ministres à qui le Roi confioit le département des Affaires étrangéres, & demanda une audience particuliére à Sa Majesté. Avant que d'en fixer l'heure, elle voulut entendre les avis de son Conseil, & décider de la résolution qu'elle auroit à prendre sur un événement peu attendu, mais si important à la Famille Royale, au bien du Royaume, & au repos général de l'Europe.

Le Conseil étoit composé de Monsieur le Dauphin, principalement intéressé à la disposition faite par le Roi d'Espagne; du Comte de Pontchartrain, Chancelier de France; du Duc de Beauvilliers, Chef du Conseil des Finances, Gouverneur des Princes Enfans de France; & du Marquis de Torcy, Sécretaire-d'Etat ayant le département des Affaires étrangéres.

Il étoit plus aisé de prévoir que de prévenir les suites de la décision dont il s'agissoit.

* 1700.

ſoit. Le Roi s'étoit engagé à rejetter toute diſpoſition que le Roi d'Eſpagne pourroit faire de ſa Monarchie, en faveur d'un Prince de France, à quelque titre que l'Acte en feroit fait: Teſtament, donation, toute forme que ce fût, ſouffroit une excluſion. Sa Majeſté contrevenant à ſes engagemens, s'attiroit le reproche de violer la parole ſacrée des Rois, & encore en y manquant la guerre étoit inévitable. L'objet principal que le Roi s'étoit propoſé, en preſſant la concluſion de la paix ſignée à Ryswick, avoit été de laiſſer à ſes Peuples le tems de ſe rétablir, après une longue ſuite de guerres; lorſqu'ils commençoient à peine à jouir de quelque repos, ils ſe verroient encore obligés de ſoutenir le poids d'une nouvelle guerre, qui deviendroit inceſſamment univerſelle, puiſqu'il n'y avoit pas lieu de ſe flatter que les Princes voiſins de la France, allarmés de ſa puiſſance, ſouffriſſent tranquillement que ſon autorité s'étendit à donner des loix, ſous le nom de ſon petit-fils, aux Etats ſoumis à la Couronne d'Eſpagne, dans l'ancien & le nouveau Monde.

D'un autre côté il y avoit à conſidérer que ſi le Roi refuſoit d'accepter les diſpoſitions du Teſtament, ce même Acte transféroit la ſucceſſion totale à l'Archiduc. Le même Courier dépêché en France, paſſoit à Vienne. La Nation Eſpagnole n'auroit pas héſité à reconnoître pour ſon Roi le ſecond fils de l'Empereur. La Maiſon d'Autri-

triche réunissoit encore, entre le pére & le fils, la puissance de Charles-Quint, autrefois si fatale à la France. La paix conclue à Ryswick n'en étoit pas plus assurée, le Traité de partage ne suffisoit plus pour la maintenir.

L'Empereur avoit refusé opiniâtrement de souscrire à ce Traité, dans le tems qu'il avoit lieu de craindre l'effet des liaisons de la France avec l'Angleterre & la Hollande. Ses allarmes étoient dissipées par les avis secrets que les Ministres de ces deux Puissances avoient confiés à ceux de la Cour de Vienne. Nuls préparatifs de leur part ne donnoient à ce Prince le moindre lieu de croire que le Roi Guillaume & la République de Hollande eussent intention de soutenir, par les armes, la disposition faite des Etats de la Couronne d'Espagne. L'Empereur pleinement rassuré, n'auroit pas accepté ce qu'il avoit refusé, lorsqu'il avoit eu le plus sujet d'être allarmé.

Le Roi n'acceptant pas le Testament, n'avoit de parti à prendre que d'abandonner totalement la succession d'Espagne, ou de faire la guerre pour conquérir la part que le Traité de partage assignoit à la France.

Un abandon général privoit les Princes ses Enfans de leurs droits légitimes, reconnus par le Roi Charles, par la Nation Espagnole; & enrichissoit, à leurs dépens, la Maison d'Autriche, si ennemie de celle de France, que l'Empereur avoit mieux ai-

Digitized by Google

mé s'exposer à tout perdre, que de consentir à partager avec elle cette grande succession.

Si le Roi se déterminoit à la guerre, pour maintenir les engagemens pris avec l'Angleterre & la Hollande, il étoit indubitable qu'il seroit obligé d'en soutenir seul tout le poids; mais de-plus on devoit s'attendre que peu de tems après qu'elle seroit commencée, ces Alliés infidéles s'uniroient aux ennemis de Sa Majesté, & s'opposeroient à l'exécution de ce même Traité dont elle auroit craint de violer les engagemens.

La guerre étoit nécessaire pour les soutetenir. Elle étoit onéreuse à la France, mais de-plus elle étoit injuste. Quelle raison pour la déclarer à l'Espagne? A quel titre s'emparer d'une partie de ses Etats? Quel tort son dernier Maître avoit-il fait à la France, en reconnoissant un de ses Princes pour son héritier universel? Et quelle injure lui faisoit la Nation Espagnole, de se soumettre & se conformer aux volontés équitables de son Roi? Elle se donnoit sans réserve; la France en la rejettant, l'auroit regardée comme ennemie, sans autre raison que de croire qu'il convenoit mieux à ses intérêts de s'emparer d'une partie des Etats de l'Espagne, sans autre droit que celui d'un Traité dont ses Alliés avoient déjà violé les conditions essentielles.

Si la guerre étoit inévitable, il falloit la faire pour soutenir le parti le plus juste, &

cer-

Digitized by Google

certainement c'étoit celui du Testament, puisque le Roi d'Espagne rappelloit ses héritiers naturels à sa succession, dont ils avoient été injustement exclus par ses prédécesseurs.

Il y avoit lieu de croire que malgré le désordre des finances d'Espagne, cette Monarchie ne seroit pas encore hors d'état d'aider la France à s'opposer à la division de ses Etats. L'Espagne livroit pour sa défense de fortes Places, des Ports dont la situation facilitoit le Commerce de la France, & pouvoir ruiner celui de ses ennemis. On pouvoit se flatter que les Indes ne seroient pas d'un médiocre secours.

Le Sécretaire-d'Etat appuya de toutes ces raisons l'avis qu'il ouvrit dans le Conseil, d'accepter le Testament.

Le Duc de Beauvilliers qui parla ensuite, conclut à s'en tenir au Traité de partage, persuadé que la guerre, suite nécessaire de l'acceptation, causeroit la ruine de la France.

Le Chancelier reprit en détail les différens avantages qu'il y avoit à se promettre de l'un ou de l'autre parti; il les exposa clairement & réciproquement; il fit la récapitulation des inconvéniens que chacun de ces partis entraînoit nécessairement; ensorte que n'osant prononcer sur une question si importante, dont la décision seroit ou louée ou blâmée généralement, suivant l'événement, il conclut que le Roi seul, plus

Digitized by Google

éclairé que ses Ministres, pouvoit connoître & décider, suivant les lumiéres de Sa Majesté, ce qui convenoit le mieux à sa gloire, à sa Famille Royale, & au bien de son Royaume & de ses Sujets.

Monsieur le Dauphin parla peu, & sans hésiter; il conclut à l'acceptation du Testament, plus touché de voir son second fils régner sur toute la Monarchie d'Espagne, que d'être lui-même Souverain des Royaumes de Naples & de Sicile.

Le Roi décida, & voulut que la résolution qu'il prit d'accepter le Testament, fût tenue secréte pendant quelques jours.

Les Ecrivains des derniers tems ont avancé faussement que Madame de Maintenon avoit assisté à ce Conseil, & qu'elle avoit donné son avis.

L'Ambassadeur d'Espagne, admis ensuite à l'audience particuliére que le Roi lui donna dans son cabinet, eut l'honneur de remettre à Sa Majesté le Testament du feu Roi d'Espagne, avec la Lettre de *la Junte*, signée de la Reine Douairiére & des Ministres dont ce Conseil étoit composé.

Le Roi lui confia la résolution qu'il avoit prise: comme elle ne devoit être déclarée que lorsque le Roi seroit de retour à Versailles, il lui recommanda le secret pendant peu de jours encore, & pour ne pas retarder le renvoi du Courier venu de Madrid, il fit remettre dès le lendemain à l'Ambassadeur la Lettre qu'il écrivit à *la Junte*.

La

La résolution que le Roi prit d'accepter le Testament, devenue publique, excita dans l'Europe l'agitation qu'on avoit prévue. La Couronne d'Espagne transférée dans la Maison de France, étoit un des grands événemens qui fût arrivé depuis plusieurs siécles, & le plus capable de renouveller incessamment une guerre générale. Le Roi cependant désiroit de conserver la paix, & pour y parvenir il eut soin de faire des alliances au dehors de son Royaume, pendant qu'au dedans il donnoit ses ordres pour opposer des forces suffisantes aux Puissances qui se déclareroient contre Sa Majesté & contre le Roi son petit-fils.

Il traita donc avec le Roi de Portugal, avec le Duc de Savoye, & avec celui de Mantoue qui remit aux troupes du Roi la garde de la ville de Mantoue.

Il eut pour ses Alliés en Allemagne, les Ducs de Brunswyck-Wolfembutel, de Saxe-Gotha, l'Evêque de Munster. L'Electeur de Saxe, Roi de Pologne, étoit prêt à entrer aussi dans la même alliance, lorsque les dispositions de l'Europe changérent.

Le plus fidéle & le plus puissant des Alliés du Roi dans l'Empire, fut l'Electeur de Baviére, alors Gouverneur des Païs-Bas Espagnols. Il engagea dans les mêmes liaisons l'Electeur de Cologne, son frére. Ces deux Princes, Oncles du Roi Philippe V. se dévouérent à soutenir son droit, & malgré la perte de leurs Etats & de leurs

Dignités, ils persistérent avec fermeté dans le parti qu'ils avoient pris, comme le plus juste.

Le Roi de la Grande-Bretagne & les Etats-Généraux des Provinces-Unies, aussi blessés de l'infraction du Traité de partage, que s'ils en avoient fidélement observé les engagemens, balancérent cependant sur le parti qu'ils prendroient. Après des plaintes améres, les Hollandois, pour les intérêts de leur Commerce, reconnurent le Roi d'Espagne. Incertains des Alliés, & des moyens qu'ils auroient pour soutenir une nouvelle guerre dans le tems qu'ils avoient le plus de besoin de repos, ils entretinrent pendant le cours de l'année suivante une négociation frauduleuse, qui ne cessa que lorsque la crainte & la jalousie des forces & du nouveau pouvoir de la France, unit enfin le Roi d'Angleterre & la République de Hollande avec la Maison d'Autriche, & qu'en vue de soutenir ses intérêts, le fameux Traité, nommé *de la Grande Alliance*, fut signé à La Haye le 7 Septembre 1701, par les Ministres de l'Empereur, du Roi de la Grande-Bretagne, & des Etats-Généraux des Provinces-Unies.

Déjà la guerre étoit allumée en Italie. Le Prince de Vaudemont, Gouverneur du Milanez, avoit obéi aux derniéres volontés du feu Roi Charles II. ainsi que les autres Gouverneurs de tous les Etats soumis à la Monarchie d'Espagne. Selon la demande du Prince de Vaudemont, le Roi avoit envoyé un

un corps de troupes pour la défense du Duché de Milan. Sa Majesté fit passer ensuite dans cet Etat une forte armée, dont le Duc de Savoye fut déclaré Généralissime. L'Empereur de son côté fit entrer son armée en Italie. Si la bonne foi du Prince qui commandoit l'armée Françoise eût égalé sa valeur, la France & l'Espagne auroient eu lieu de se promettre de cette guerre les succès les plus heureux.

L'Empereur se soutint seul pendant la première année (1). Le Traité signé à La Haye l'assuroit qu'il seroit bientôt secouru; mais pour ressentir l'effet des promesses du Roi Guillaume, il falloit que le Parlement d'Angleterre concourût à l'accomplissement des engagemens que ce Prince avoit pris.

Il est rare que la Nation Angloise pense unanimement. L'aigreur étoit alors très-vive entre les deux partis des Wigths & des Torys. Le Roi de la Grande-Bretagne favorisoit les premiers, & leur confioit les Charges & les Emplois principaux. Il étoit sûr de leurs suffrages dans le Parlement; mais il ne l'étoit pas de déterminer à la guerre une Nation fatiguée du poids de la guer-

(1) En 1701 le Prince Eugéne força le poste de Crepi, & resta maître de tout le pays entre l'Adige & l'Adda. Monsieur de Catinat reçut plusieurs échecs. Le combat de Chiari, donné le premier Septembre, fut malheureux à la France.

Digitized by Google

guerre précédente, & qui ressentoit le préjudice que son Commerce en avoit souffert. On auroit peut-être représenté vainement à ceux sur qui tombe le fardeau des subsides, que l'Europe étoit en danger de se voir incessamment opprimée, si le juste désir de maintenir sa liberté, ne réunissoit les Princes & les Etats intéressés à s'opposer aux vastes desseins du Roi. L'ancien phantôme de la Monarchie Universelle touchoit moins les Anglois, que l'horreur des taxes qu'ils seroient obligés de payer en cas d'une guerre nouvelle.

* Mais l'événement de la mort du Roi d'Angleterre Jaques II. † & surtout la résolution que le Roi prit de reconnoître le Prince de Galles en qualité de Roi de la Grande-Bretagne, changea les dispositions qu'une grande partie de la Nation témoignoit à conserver la paix. Les sentimens des différens partis se réunirent. Tous les Anglois unanimement regardoient comme une offense mortelle de la part de la France, qu'elle prétendît s'attribuer le droit de leur donner un Roi, au préjudice de celui qu'ils avoient eux-mêmes appellé, & reconnu depuis plusieurs années.

Le Roi d'Angleterre profita de cette disposition commune, & dans la harangue qu'il fit au Parlement, il traita la reconnoissance du Prince de Galles, non seulement comme la plus grande indignité que l'on pouvoit fai-

* 1701. † 16 Sept.

faire à sa Personne & à la Nation, mais encore comme un Acte intéressant également la Religion Protestante, la tranquillité présente & future, & le bonheur de l'Angleterre.

Le Roi Guillaume n'oublia pas d'exagérer le péril où le Commerce de l'Angleterre, dans ses branches principales, étoit exposé, par l'union de l'Espagne avec la France.

Ce Prince flattant ainsi le génie des Anglois, reçut de la part des deux Chambres des assurances d'indignation contre la France, de zèle pour le maintien du repos & de la liberté de l'Angleterre, aussi-bien que de toute l'Europe, & de l'empressement à soutenir les droits de la Maison d'Autriche, comme le seul moyen d'établir solidement la tranquillité commune.

Il obtint aussi les subsides nécessaires pour commencer & soutenir une guerre qu'il avoit représentée, & que la Nation vouloit regarder comme indispensable; résolue „ de ne „ point faire de paix, jusqu'à ce qu'elle eût „ reçu satisfaction de la grande indignité „ qui lui avoit été faite, par la reconnois„ sance du prétendu Prince de Galles."

Pour soutenir cette guerre, les Communes résolurent qu'il seroit levé & entretenu quarante mille hommes, pour la part que le Roi de la Grande-Bretagne devoit contribuer dans la grande Alliance, & quarante mille matelots pour la flotte. Ce Prince demanda de-plus dix mille hommes, qui

 lui

Digitized by Google

lui furent accordés, pour un débarquement.

Pendant que tant d'ennemis s'assembloient contre la France, elle recevoit peu de secours de l'Espagne, affoiblie depuis longtems, & qu'il falloit soutenir par des dépenses immenses, mais nécessaires pour la conservation des différentes parties d'une Monarchie mal gouvernée depuis une longue suite d'années.

Les commencemens de la guerre furent heureux pour la France, & la campagne de 1703 lui fut glorieuse en Allemagne (1). Brisac se rendit à Monsieur le Duc de Bour-

(1) Voici quelles furent les principales opérations de la guerre pendant les années 1702 & 1703. En 1702 les Impériaux entrérent dans le Duché de la Mirandole. Le Prince Eugéne surprit Cremone, & en fut chassé le même jour, premier Février : le Maréchal de Villeroi y fut fait prisonnier. Monsieur de Vendôme, le 24 Mai, fit lever le siége de Mantoue au Prince Eugéne ; & défit, le 26 Juillet, le Général Visconti à Santa Vittoria. Albergoti s'empara de Régio & de Modéne. Les deux partis s'attribuérent le gain de la bataille de Luzara, donnée le 15 Août. Monsieur de Vendôme prit Luzara & Guastalla. En Flandre, les ennemis prirent Venlo le 23 Septembre, Ruremonde le 8 Octobre, & la Citadelle de Liége le 23 du même mois. En Allemagne, Monsieur de Blainville rendit Keiserswert le 13 Juin. Le Duc de Baviére surprit Ulme le 8 Septembre. Monsieur de Melac rendit Landau le

Digitized by Google

Bourgogne. Le Maréchal de Tallard prit ensuite Landau, & défit près de Spire l'armée

le 11 Septembre. Monsieur de Villars prit Neubourg le 11 Octobre, & défit l'armée Impériale à Fridlinghen. Le Prince Frédéric de Brandebourg leva le siége de Rhimberg le 20 Octobre. Le Comte de Tallard prit Tréves le 25 Octobre, la Ville & le Château de Traerbarch le 6 Novembre. Nos troupes entrérent dans Nancy le 3 Décembre. Le Comte de Château-Renaud fut entiérement défait le 22 Octobre, par le Duc d'Ormond, dans le port de Vigo, où il avoit conduit les galions du Mexique.

En 1703 les ennemis reprirent Rhimberg le 9 Février. Le Maréchal de Tallard fit lever le siége de Traerbach le 25 Février. Le Maréchal de Villars s'empara d'Offembourg, de Rastadt, & des redoutes que les ennemis avoient sur la Quinche Il prit le Fort de Kell le 9 Mars. L'Electeur se rendit maître de Neubourg sur le Danube, le 3 Février. Il battit les ennemis à Passau le 11 Mars, & à Burglenfeldt le 28, s'empara de Ratisbonne le 8 Avril, & fut joint le 11 Mai à Dutlingen, par le Maréchal de Villars. L'Electeur prit Kuffstein le 18 Juin, & Inspruck le 26. Monsieur de Vendôme força le passage des montagnes à l'entrée du Trentin, le 26 Juillet. Monsieur de Vaubecourt prit Barsello le 27 Juillet. Monsieur de Legal mit en déroute, le 30 Juillet, un détachement près du Prince de Baden. Le Maréchal & l'Electeur défirent entiérement à Hochstet le Comte de Stirum, le 20 Septembre. Dans les Païs-Bas, le Maréchal de Villeroi força Tongres le 10 Mai. Marlborough prit Bonn le 15 Mai, & Huy le 26 Juin. Les François eurent l'avantage au com-

mée des ennemis, commandée par le Prince de Hesse-Cassel, devenu depuis Roi de Suéde.

La face des affaires changea l'année suivante (1). Le succès malheureux de la bataille-

combat d'Ekeren, donné le 30 Juin. Les ennemis prirent Limbourg le 27 Septembre, & la Ville de Gueldres le 17 Décembre. Monsieur de Vendôme battit le Général Visconti. Le Duc de Bourgogne prit le Vieux-Brisac le 6 Septembre. Le Prince de Hesse fut vaincu par le Maréchal de Tallard, qui prit ensuite Landau. Les Impériaux se saisirent de Bamberg le 30 Novembre. Les flottes Angloises & Hollandoises furent battues plusieurs fois par les vaisseaux François.

(1) Dans cette année 1704, le Roi d'Espagne eut d'abord quelques succès contre le Roi de Portugal, qui le repoussa ensuite. La flotte Angloise s'empara de Gibraltar le 4 Août. Monsieur de Vendôme se rendit maître des Etats du Duc de Modéne, qui s'étoit joint à l'Empereur. Les Impériaux s'emparérent des Etats du Duc de la Mirandole, qui traitoit avec la France. Le Grand-Prieur de Vendôme prit Rovére le 10 Avril, Monsieur de la Feuillade prit le Château de Suze le 12 Juin. Il s'étoit emparé sur la fin de l'année précédence de toute la Savoye, excepté de Montméliand. Les François prirent encore en Italie, Verceil le 20 Juillet, la Ville d'Yvrée & Sensano. En Allemagne, l'Electeur prit Passau le 9 Janvier, & Marlborough Donawert le 2 Juillet. La bataille d'Hochstet se donna le 13 Août. Le Prince Eugéne & Marlborough y remportérent une victoire complette sur les armées de France & de Baviére. Monsieur de Tallard fut fait prison-

Digitized by Google

taille d'Hochstet, força l'Electeur de Baviére à repasser le Rhin avec l'armée du Roi, dont il avoit le commandement. Son pays devint la proie des ennemis.

Ce Prince revenu dans les Païs-Bas, dont il étoit Vicaire-Général pour le Roi d'Espagne, ne fut pas plus heureux deux ans après à Ramilly, & la fatale déroute de l'armée du Roi, arrivée au mois de Mai 1706, li-

sonnier. Les ennemis gagnérent plus de 80 lieues de pays. Ils prirent le 23 Novembre Landau, Traerbach le 19 Novembre, & Tréves le 29 Octobre.

L'année suivante 1705, en Italie, les François prirent Villefranche le 7 Février, & le Château le 3 Avril, la Mirandole le 11 Mai, Chivas le 28 Juillet. Le champ de bataille resta aux François dans le combat de Cassano, donné le 16 Août. Nous prîmes Soncino le 23 Octobre, & les ennemis prirent Montméliand le 11 Décembre. En Espagne, le Maréchal de Tessé fut obligé de lever le siége de Gibraltar; & les Portugais prirent en Mai Salvaterra, Valencia, Alcantara & Albuquerque. Gironne se déclara pour l'Archiduc le 4 Octobre. Barcelonne se rendit à ce Prince le 9 Octobre. Le Maréchal de Villars força les lignes de Weissembourg le 3 Juillet. Hombourg se rendit au Marquis de Conflans. Le Prince de Bade força les lignes de Haguenau le 28 Septembre, & entra le 5 Octobre dans la Ville. En Flandre, les ennemis forcérent les lignes de Vignemont, & prirent Tillemont & Leuve. L'Electeur prit Diest le 25 Novembre.

livra les Païs-Bas aux ennemis de la France & de l'Espagne (1).

Ce ne fut pas encore la fin des malheurs. Le siége de Turin mal entrepris, mal conduit, donna le tems au Prince Eugéne de voler aux secours du Duc de Savoye. L'armée du Roi, forcée dans ses lignes, se retira

(1) Pendant la campagne de 1706, on perdit en Espagne, Villaréal le 8 Janvier; Alcantara le 16 Avril. On leva le siége de Barcelonne le 12 Mai. La Catalogne fut ouverte à l'Archiduc. Les Portugais prirent Ciudad-Rodrigo & Albuquerque. Les ennemis s'emparérent de Carthagéne le 30 Juin, de Salamanque le 8 Juillet; allérent à Madrid, & y proclamérent Roi l'Archiduc. Ils prirent Alicante le 4 Septembre. On reprit sur eux Carthagéne le 18 Novembre. Les Iles d'Yvica & de Majorque se rendirent à l'Archiduc. On reprit Alcantara sur les Portugais, le 14 Décembre. En Flandre, la bataille de Ramilly, livrée le 23 Mai, & fatale à la France, nous fit perdre Louvain, Bruxelles, Malines, Lierres, Bruges, Gand, Anvers, Oudenarde, Ostende, Menin, Ath, &c. En Italie, nous prîmes d'abord le Château de Nice le 4 Janvier, & nous gagnâmes la bataille de Calcinato le 19 Avril; mais ensuite nous levâmes le siége de Turin le 7 Septembre; nos lignes furent forcées par le Prince Charles, & nous perdîmes le Modenois, le Mantouan, le Milanez, le Piémont, enfin le Royaume de Naples. En Allemagne nous eûmes quelques avantages; nous prîmes Drusenheim le 2 Mai, Haguenau le 11 Mai, & l'Ile du Marquisat le 30 Juillet.

Digitized by Google

tira en Dauphiné. On consentit aux conditions d'une capitulation dressée par le Prince Eugéne, pour ramener en France ce qui restoit en Italie de troupes victorieuses de celles de l'Empereur, dans une bataille que le Comte de Médavi gagna sur les Impériaux, commandés par le Prince de Hesse-Cassel, dans le tems qu'on capituloit pour assurer la sortie de ces troupes hors de l'Italie, abandonnée à l'armée de l'Empereur.

Le Roi d'Espagne n'étoit pas plus heureux. L'arrivée d'une flotte Angloise devant Barcelone, l'avoit obligé de lever avec précipitation le siége de cette Place, où l'Archiduc s'étoit enfermé. Nul passage ne se trouvant libre au Roi d'Espagne, pour retourner dans son Royaume, il fut obligé d'y rentrer par la France.

Le Roi soutenoit avec fermeté tant d'évémens si différens du bonheur dont ses armes étoient autrefois accompagnées. Il y eut quelque lueur flatteuse du retour de cette ancienne prospérité, lorsqu'au commencement de la campagne de 1708 (1), Monsieur

(1) Pendant les deux années de 1707 & de 1708, on fit les opérations suivantes. En 1707 nos troupes évacuérent toute la Lombardie. Les ennemis prirent Capoue le 2 Juillet, Naples le 8, enfin tout le reste du Royaume; Gaëte le 30 Septembre, le Château de Suze le 13 Octobre, & Orbitello le 21 Décembre. Monsieur le Maréchal de Berwick gagna la bataille d'Almanza le 25 Avril,

Digitized by Google

ſieur le Duc de Bourgogne, commandant l'armée de Sa Majeſté, ſurprit la ville de Gand; mais l'eſpérance de progrès heureux pendant le cours de cette campagne, s'évanouit à la fatale journée d'Oudenarde, auſſi malheureuſe que mal concertée: funeſte effet de la jalouſie entre les Courtiſans d'un jeune Prince, & le Général qui commandoit l'armée ſous ſes ordres.

Cet

vril, & nous prîmes Requena le 3 Mai, Valence & les autres Villes de ce Royaume; Sarragoſſe le 25 Mai, Serpa le 26 Mai, Alcira le 10 Juin, Méquinença le 7 Juillet, Mouçon le 7 Août, Puicerda & toute la Cerdagne; Ciudad-Rodrigo le 4 Octobre, la Ville de Lérida le 13 Octobre, & le Château le 12 Novembre. Les ennemis levérent le ſiége de Toulon le 22 Août. Le Maréchal de Villars ſurprit les lignes de Stoloffen le 22 Mai, s'empara du Duché de Wirtemberg, & leva des contributions juſques au-delà du Danube, prit Schorendorf, battit le Général Jances, le fit priſonnier; mais l'Electeur d'Hanovre le força de repaſſer le Rhin. Sur Mer nous eûmes pluſieurs avantages.

Dans l'année 1708, nous prîmes Gand, Bruges, & Plaſſendal. Dans le combat d'Oudenarde, les ennemis eurent l'avantage, le 11 Juillet. Ils aſſiégérent Lille le 22 Août, & la prirent le 23 Octobre, & la citadelle le 8 Décembre. Les Alliés reprirent Gand le 30 Décembre. Les Anglois s'emparérent de la Sardaigne le 15 Août, & du Port-Mahon le 29 Septembre. Le Duc de Savoye prit les Forts d'Exiles, de Feneſtrelles & de la Pérouze. En Eſpagne nous eûmes quelques ſuccès.

Digitized by Google

Cet événement fit perdre à l'Espagne ce qu'elle possédoit encore dans les Païs-Bas, à l'exception seulement de Luxembourg, de Mons, & de Nieuport. Il auroit de-plus entraîné la France à subir les conditions les plus dures, pour obtenir une paix devenue nécessaire, si Dieu protégeant le Roi, n'eût, après l'avoir humilié, aveuglé ses ennemis.

Quoique son courage parût à toute épreuve, il sentoit intérieurement la juste douleur que lui causoit la prolongation d'une guerre dont le poids accabloit ses Sujets. Plus touché de leurs maux que de sa propre gloire, il avoit employé pour les terminer, différens moyens d'entamer une négociation.

L'opinion commune étoit que la seule voie de parvenir à la paix, étoit de s'adresser à la Hollande. C'étoit la route suivie depuis 1706. Déjà plusieurs propositions d'accommodement avoient été faites à cette République. Le tems des succès favorables, est le tems de présenter la paix ; mais elle n'est pas écoutée, si elle n'est pas appuyée de la victoire.

Les tentatives faites après tant d'événemens sinistres, produisirent pour toute réponse, que les Hollandois inséparablement attachés à leurs Alliés, exigeoient comme condition préliminaire, comme base des Traités à faire, que l'Espagne & les Etats dépendans de cette Monarchie, dans l'ancien comme dans le nouveau Monde, appartiendroient à la Maison d'Autriche : Que

Digitized by Google

la République de Hollande, toujours inquiéte des desseins de la France, auroit dans les Païs-Bas une barriére suffisante pour sa sûreté, & pour calmer ses justes allarmes: Que le commerce de ses Sujets avec la France, seroit assuré; & les avantages accordés à Ryswyck, sur cet article, augmentés.

Ces conditions préliminaires réglées, on pouvoit ensuite négocier sur les autres conditions de la paix.

Ces impérieuses demandes étoient soutenues par les discours des ennemis de la France. Leur langage ordinaire étoit, qu'on devoit se défier de ses artifices, être en garde contre sa séduction: Qu'une paix solide, telle que l'Europe devoit la désirer pour assurer son repos & sa liberté, ne seroit jamais du goût des François, ni le véritable objet du Roi leur Maître; qu'il n'en avoit d'autres que de diviser une ligue puissante, dont l'union entre les parties, dont elle étoit composée, faisoit la force principale; encore quelques années de guerre, disoit-on, & la France si formidable ne sera plus à craindre.

Ces discours & la dureté des conditions prétendues par les ennemis, paroissoient à bien des gens en France, autant de suppositions répandues pour abuser les Peuples, & faire supporter patiemment les maux de la guerre.

Mais enfin la vérité se fit connoître. Le Comte de Bergheick, Intendant des Païs-

Bas

Digitized by Google

Bas par le Roi d'Espagne, avoit entamé, après la bataille de Ramilli, une espéce de négociation avec Van der Dussen, Pensionnaire de la ville de Tergow. Le Roi l'avoit approuvé, & le Président Rouillé chargé pour lors des ordres de Sa Majesté auprès de l'Electeur de Baviére, avoit été admis au secret. On le communiqua au Sieur Hennequin, Echevin de Rotterdam, dont les bonnes intentions pour la paix avoient paru en d'autres occasions, principalement à la paix conclue à Ryswick. Il eut ordre d'instruire le Pensionnaire de Hollande des conditions que le Roi consentiroit d'accorder pour terminer la guerre.

On pouvoit croire alors que les événemens de l'année 1706, décideroient du partage à faire, pour le repos de l'Europe, entre le Roi Philippe & l'Archiduc.

Le premier, contraint de sortir du Royaume d'Espagne, tenoit encore sous son obéissance les Royaumes de Naples & de Sicile; on jugeoit qu'il pourroit se contenter de les conserver avec les autres Etats de la Couronne d'Espagne en Italie, & laisser l'Espagne à l'Archiduc, qui pour lors en étoit possesseur. Les malheurs de la guerre autorisoient ce partage.

Il ne fut plus à propos l'année suivante. Les troupes de l'Empereur entrées dans le Royaume de Naples s'en emparent aisément; pendant qu'en Espagne la bataille d'Almanza gagnée par le Duc de Barwick, remit sous

Digitized by Google

l'obéissance du Roi légitime toutes les Provinces de ce Royaume, à l'exception de la Catalogne.

Le Roi Philippe ne possédoit plus du côté de l'Italie, que la Sicile & les places situées sur la côte de Toscane. Ainsi le plan pour la paix conforme à l'état des affaires en 1706. ne convenoit plus en 1707. Mais ce Prince maître des Indes Occidentales, pouvoit accorder aux Hollandois de grands avantages pour leur commerce, & peut-être supérieurs à ceux qu'ils auroient obtenus de la Maison d'Autriche. Un intérêt si sensible paroissoit un moyen propre à les porter à la paix.

Le Sieur Ménager député pour la ville de Rouen au Conseil de commerce, bien instruit de ce qui regardoit le commerce des Indes Occidentales, avoit formé un projet suivant les connoissances que son séjour en Espagne lui avoit acquises, & prétendoit qu'il étoit facile, en suivant ses idées, d'assurer, sans préjudice de l'Espagne, & de concert avec elle, le commerce de toutes les Nations de l'Europe au nouveau Monde. Le Roi goûta ce projet; & comme Ménager eut occasion d'aller à La Haye pour des affaires particulières, Sa Majesté lui permit de communiquer son projet à quelques-uns des principaux de la République de Hollande.

Il le fit voir au Pensionnaire Heinsius, au Baron de Duyvenvoorden & à Van der Dussen; mais quand même ils en auroient jugé favorablement, & qu'ils auroient cru du bien

de leur patrie de travailler à le faire accepter, les disgraces de la Campagne de 1708. auroient détruit toute espérance de paix.

Cependant le rétablissement en devenoit chaque jour plus nécessaire à la France. Le Roi, pére de ses sujets, se croyoit plus obligé à leur procurer le repos, qu'à continuer au prix de leur sang des efforts inutiles pour maintenir le Roi son petit-fils sur le Trône d'Espagne. L'Etat épuisé par des dépenses désormais insoutenables, ne pouvoit réparer tant de malheureux événemens que par la paix, & la plus prompte étoit la meilleure.

Le plan proposé pour le commerce par Ménager, auroit pu servir d'introduction à la négociation; mais il ne fut pas écouté dès qu'il parut que pour base, il établiroit la condition de laisser au Roi Philippe V. la Couronne d'Espagne & les Indes. Il fallut tenter d'autres voyes.

Environ deux ans auparavant, un Résident du Duc de Holstein-Gottorp auprès des Etats-Généraux, vint à Versailles de son pur mouvement & sans aucune mission. Il se présenta au Ministre du Roi chargé du département des affaires étrangéres, & offrit ses soins pour faire passer secrétement par des voyes non suspectes, telles propositions que Sa Majesté jugeroit à propos pour avancer la paix. Sa bonne volonté fut louée, mais avant que d'en faire usage, le Roi voulut qu'en le renvoyant à La Haye, on lui dit seulement de faire savoir au Pensionnaire,

 que

que Sa Majesté consentoit à traiter sur le fondement des conditions que ses ennemis qualifioient de préliminaires; qu'il étoit nécessaire de convenir d'un lieu où l'on pût conférer secrétement, & d'envoyer un passeport pour la sûreté du Ministre que le Roi chargeroit de ses ordres.

On convint avec ce Résident, nommé Pettekum, d'entretenir avec lui la correspondance que demandoit le bien des affaires & son zéle pour la paix. Il repartit pour La Haye, & s'acquittoit des commissions dont il avoit été chargé, lorsque le Comte de Bergheick vint de Mons à Versailles vers la fin du mois de Janvier 1709. & rendit compte au Roi des instructions secrétes que le Roi Catholique lui avoit envoyées, avec un ordre de les communiquer à Sa Majesté.

Ces instructions écrites de la main de ce Prince, contenoient un ample pouvoir d'offrir aux Hollandois toutes les conditions qu'ils demanderoient pour la sûreté de leur commerce. Il en informa Heinsius & Van der Dussen, & la réponse commune de l'un & de l'autre fut portée sur le champ à Mons, par un nommé Lamberg, qu'ils y envoyérent. Elle contenoit que „ les propositions „ que Bergheick auroit à faire, seroient „ écoutées, s'il avoit pouvoir d'offrir l'Espagne & les Indes pour les céder à la „ Maison d'Autriche, comme condition „ fondamentale & nécessaire de la paix."

Un Ministre du Roi d'Espagne ne pouvoit

pas

Digitized by Google

pas suivre une négociation, dont le premier article auroit été de consentir à détrôner son Maître. Bergheick se retrancha sur les avantages que les Hollandois trouveroient pour leur commerce, en traitant avec le Roi d'Espagne, & dit à Lamberg, qu'actuellement il venoit de recevoir de ce Prince le pouvoir d'entamer avec la République une négociation secréte; qu'il en enverroit la copie à Van der Dussen; que pour agir de concert dans une affaire si importante, il étoit nécessaire de se parler avec une confiance égale & réciproque des deux côtés, qu'il se rendroit en tel lieu qui lui seroit indiqué pour conférer; & qu'enfin les propositions qu'il feroit pour le commerce des sujets de la République, seroient si sûres & si avantageuses, que ses Ministres ne balanceroient pas à les accepter. Il reçut pour réponse un Mémoire écrit de la main de Van der Dussen, contenant ces mots.

„ Le Comte de Bergheick saura qu'à „ moins qu'on ne fasse les mêmes offres faites ci-devant des Espagnes & des Indes, „ du Milanez & des Païs-Bas, & ce qui „ a été ajoûté, comme aussi un Traité favorable de commerce, on ne pourra parler confidemment sur les autres articles „ préliminaires."

Ces conditions si dures étoient à peu près les mêmes que Pettekum avoient portées en Hollande, comme devant servir de fondement à la paix générale. Il avoit écrit de-

 puis

puis son arrivée à La Haye, qu'il reviendroit incessamment à Versailles pour y rendre compte de sa mission. Mais tel étoit l'état des affaires au commencement de l'année 1709 (1), que tous les momens étoient à ménager pour parvenir à la paix. Il paroissoit essentiel de lier, pour cet effet, des conférences, d'en convenir à quelque prix que ce fût, & de rendre inutiles, avant l'ouverture de la campagne, les détours & les artifices que les ennemis mettoient en usage, pour éloigner & dissiper toute apparence de négociation.

Ainsi, sans attendre le retour prochain de Pettekum, le Roi commanda à celui de ses Ministres qui avoit le département des affaires étrangéres, d'écrire directement à Van der Dussen, que Sa Majesté ayant vu le Mémoire écrit de sa main, consentoit, pour le *bien* de la paix, à traiter aux conditions demandées pour servir de base à la négociation.

(1) On a vu plus haut les pertes que nous fîmes en 1708. Dans l'année 1709 les ennemis prirent Tournai le 29 Juillet, & la citadelle le 3 Septembre. Le 11 Septembre se donna la bataille de Malplaquet, la plus meurtriére de toute cette guerre. Le champ de bataille resta aux ennemis. Ils prirent Mons le 26 Octobre. Le Comte du Bourg sauva l'Alsace, en battant le Comte de Merci à Ottmersheim, le 26 Août. En Espagne, nous prîmes quelques villes, & remportâmes quelques avantages peu considérables.

Digitized by Google

tion. Elles étoient toutes répétées exactement, & moyennant le consentement donné à ces préliminaires, la Lettre finissoit par la demande d'un passeport, tant pour la personne que le Roi chargeroit de ses ordres, que pour le Comte de Bergheick.

Il y avoit lieu de croire que les Hollandois insistant opiniâtrement sur la cession absolue de la Monarchie d'Espagne, comme condition fondamentale de la paix, refuseroient d'admettre aux conférences un Ministre du Roi Philippe. Ce refus indubitable de leur part, n'avoit pas échappé aux lumiéres de Sa Majesté; mais son intention étoit de faciliter au moins à Bergheick quelque conférence secréte & particuliére avec les Députés que la République auroit choisis, ensorte que seul avec eux il eût le moyen de faire des offres capables de toucher les Provinces-Unies, & de les engager, pour l'intérêt même de leurs sujets, à maintenir le Roi d'Espagne sur le Trône où Dieu l'avoit placé.

Pettekum apporta la réponse de Van der Dussen au Ministre qui lui avoit écrit, de l'ordre exprès de Sa Majesté. Il envoya le passéport pour la sûreté du Plénipotentiaire qu'elle choisiroit. Le Pensionnaire demandoit qu'il se rendît à Anvers, à dessein de le faire ensuite approcher de La Haye; car il croyoit plus à propos de tenir les conférences dans un lieu dépendant de la Province de Hollande que dans le Brabant. Il

Digitized by Google

considéroit que les ordres seroient plus promptement donnés, à cause de la proximité de La Haye, les difficultés applanies; que l'Etat enfin seroit plus maître de la négociation, & d'y employer plus aisément un de ses membres.

La réponse de Van der Dussen à Bergheick apportée aussi par Pettekum, étoit un refus du passeport demandé; elle contenoit que pour la sûreté du secret des conférences, il y falloit simplement admettre le Plénipotentiaire de France.

Le tems de la campagne approchoit, à peine restoit-il trois mois avant son ouverture; & lorsqu'elle seroit commencée, la négociation, ou se romproit, ou le succès en deviendroit plus difficile.

Le Roi délibéra sur le choix du sujet à qui Sa Majesté confiéroit ses instructions & ses pouvoirs, pour une commission si importante au bien de son Royaume. Entre différens sujets, Elle choisit le Sieur Voisin, alors Conseiller-d'Etat; il avoit été Intendant à Maubeuge, & pendant que le Roi assiégeoit Namur l'année 1692, Voisin & sa femme avoient eu l'art & le bonheur de plaire à Madame de Maintenon, demeurée à Dinan.

Lorsqu'il apprit par le Sécretaire-d'Etat pour les Affaires Etrangéres, la distinction dont le Roi l'honoroit, loin de regarder ce choix comme une grace, il jugea que c'étoit un fardeau trop pesant pour lui, & dans le même instant il prit le parti de refuser. Il s'ex-

Digitized by Google

s'excusa d'abord sur son incapacité; dit avec agitation, qu'il n'avoit jamais manié d'affaires politiques, élevant ensuite le ton avec un mouvement de colére: „ Je suis, dit-il, „ si las de m'entendre nommer par le Public chaque fois qu'il vaque quelque pla„ce considérable, & de n'en obtenir aucu„ne, que je ne veux pas me charger d'une „ telle commission, dont je ne pourrois at„tendre que peines & desagrémens."

En vain le Sécretaire-d'Etat voulut relever les marques d'estime & de confiance que le Roi lui donnoit, l'importance de l'emploi & la qualité du service qu'il rendroit à Sa Majesté & au Royaume, en travaillant à une paix si nécessaire; le tort, au-contraire, qu'il se feroit s'il refusoit de répondre à un choix si honorable. Ces discours furent inutiles. Le Sieur Voisin, comme guidé par la fortune qu'il avoit à sa porte, & ne l'attendoit pas en Hollande, finit en disant: „ Je saurai bien „ me dégager, n'en soyez pas en peine, je „ ne crains pas que le Roi m'en fache mau„vais gré." Il sortit en même tems, alla à Saint Cyr, & le lendemain le Roi nomma le Sieur Rouillé, Président au Grand-Conseil, pour aller en Hollande conférer avec les Députés des Etats-Généraux, & travailler avec eux au rétablissement de la paix générale.

Rouillé avoit été Ambassadeur en Portugal, & depuis chargé des ordres du Roi auprès de l'Electeur de Baviére, lorsque ce Prince retourna dans les Païs-Bas après la

fa-

fatale bataille d'Hochstet. Pendant son séjour auprès de l'Electeur, il avoit entamé un commencement de négociation avec ce même Van der Dussen désigné pour conférer avec le Plénipotentiaire que le Roi enverroit, ainsi la matiére n'étoit à son égard ni nouvelle ni étrangére.

Les instructions qu'il reçut de Sa Majesté, écartoient toutes les difficultés que pour l'ordinaire les Négociateurs trouvent ou suscitent à l'ouverture d'une négociation. Comme il n'y avoit point de tems à perdre, elle lui prescrivit d'admettre les pouvoirs dont les Députés de la République de Hollande seroient revêtus, sans s'arrêter à discuter scrupuleusement leur validité. Elle voulut qu'il ne s'étendît pas en longs discours, pour prouver qu'elle désiroit sincérement le rétablissement du repos de l'Europe. La preuve la plus complette de la sincérité de ses intentions, étoit l'ordre qu'elle lui donnoit de déclarer, dès la première conférence, qu'elle consentoit d'abandonner pour le bien de la paix, l'Espagne, les Indes, le Milanez, les Païs-Bas; d'accorder à la Hollande des traitemens favorables pour son commerce, & la sûreté d'une barriére en Flandre.

Le sort des armes, toujours incertain, renverse aisément les négociations de paix, quand même elles sont les plus avancées. Celle dont il s'agissoit alors, étoit appuyée sur de foibles fondemens; elle n'étoit pas même encore commencée.

Digitized by Google

La campagne étoit prête à s'ouvrir, & ses premiers événemens pouvoient détruire toute espérance de paix. Le moyen le plus sûr d'éviter de nouveaux malheurs où l'Europe se verroit plongée, étoit de conclure promptement, & de prévenir le tems où les armées seroient assemblées. Le Roi convenoit déjà des plus grandes conditions de la paix, consentant à celles que les Hollandois nommoient préliminaires. On pouvoit régler en général les autres conditions des Traités, marquer un tems pour donner la forme aux articles, & cependant suspendre les hostilités.

Le Président Rouillé eut ordre de le proposer aux Députés qui seroient nommés pour entrer avec lui en conférence, & d'insister sur la nécessité de prendre ce parti, si l'on vouloit sincérement établir le repos général.

Les Royaumes de Naples & de Sicile n'avoient jamais été compris dans le nombre des cessions exigées pour la paix. Une partie si modique de la succession d'Espagne, ne devoit pas être disputée au Roi Philippe, pour tenir lieu d'un léger dédommagement de tant de grands Etats qu'il seroit obligé d'abandonner. Les Anglois seuls affectoient de craindre qu'un Prince de la Maison de France demeurât possesseur de ces deux Royaumes, maître par conséquent d'interrompre le commerce d'Angleterre au Levant & dans la Méditerranée. Mais cette crainte ne frappoit pas les Hollandois, & jusqu'alors ils ne s'étoient pas opposé à l'idée d'un

dédommagement si peu proportionné à ce que le Roi sacrifioit au public. On pouvoit donc croire qu'ils en appuyeroient la proposition, & de-plus qu'ils ne seroient pas contraires à la demande que Rouillé devoit faire, pour augmenter un partage si médiocre.

Ainsi le Roi voulut que la Sardaigne fût ajoûtée aux Royaumes de Naples & de Sicile, avec les Places que l'Espagne possédoit sur les côtes de Toscane. Sa Majesté n'avoit pas seulement en vue l'intérêt particulier du Roi son petit-fils, mais celui de toute l'Europe. Car il convenoit à son repos, que le Prince qui régneroit sur les deux Siciles, fût assez puissant pour se maintenir dans sa nouvelle domination. Car il auroit eu tout à craindre des desseins ambitieux de la Maison d'Autriche, soutenue d'un grand nombre de partisans, qui s'étoient déclarés hautement pour elle dans la derniére révolution du Royaume de Naples.

L'Archiduc devenant Roi d'Espagne, auroit entretenu facilement des intelligences sécrétes à Naples & en Sicile; mais de-plus il lui auroit été aisé d'y faire passer promptement des secours de troupes, s'il fût demeuré maître de la Sardaigne. Au-reste le point principal étoit de faire la paix, chaque jour en augmentoit la nécessité pressante. Sa conclusion étoit le premier objet que le Roi se proposoit. Quelque désir que Sa Majesté eût d'adoucir la condition du Roi son petit-fils, elle ne vouloit pas retarder

par

par de vaines contestations, un ouvrage qu'il étoit si important de terminer promptement.

Elle permit donc au Sieur Rouillé de se désister, quand il le jugeroit à propos, de la demande qu'il avoit faite de la Sardaigne & des Places de Toscane; mais ce désistement devoit être suivant les degrés qu'elle lui prescrivit.

Le premier, d'abandonner la Sardaigne, & de garder les Places de Toscane fortifiées.

Le second, de raser les fortifications de ces Places, & de laisser les lieux au Roi Philippe.

Le troisiéme, de céder les Places au Grand-Duc de Toscane, ou fortifiées, ou démolies.

Le Roi désiroit si sincérement la paix, & sa bonne-foi étoit si pure, que Sa Majesté prescrivit particuliérement à Rouillé, de supprimer dans les conférences toute expression capable de laisser croire qu'il eût dessein de fomenter la jalousie que la République de Hollande commençoit à concevoir des desseins secrets de la Cour de Vienne; & véritablement cette République tenoit depuis longtems une conduite directement contraire à ses anciennes maximes. La plus inviolable pour elle, étoit autrefois de faire ensorte que la balance fût égale entre les principales Puissances de l'Europe. Elle s'en étoit tellement écartée, qu'elle employoit maintenant ses richesses, & les épuisoit, pour faire pancher cette balance, ou plutôt l'entraîner, en faveur de la Maison d'Autriche.

Ces

Digitized by Google

Ces réflexions si justes, paroissoient inutiles dans un tems où la passion unissoit les ennemis de la France. Ce qu'on pouvoit dire pour éclairer les moins échauffés, eût été regardé comme un artifice pour diviser les Alliés. La bonne-foi, la sincérité, étoient les guides que le Négociateur devoit se proposer dans l'exécution des ordres du Roi.

Mais l'une & l'autre étoient réciproquement nécessaires de la part des Hollandois; & puisqu'ils traitoient pour leurs Alliés aussi-bien que pour eux-mêmes, l'équité & le bien de la paix demandoient également, qu'ils prissent les précautions convenables & sûres, pour établir & maintenir *le Roi* Philippe dans la possession tranquille de cette espéce de dédommagement dont il seroit obligé de se contenter.

Il n'y avoit pas lieu de douter que l'agitation ne devînt extrême en *Espagne*, qu'elle ne produisît même une révolution totale, lorsque les Sujets du Roi Catholique, jusqu'alors inébranlables dans leur fidélité, apprendroient que ce Prince consentiroit ou seroit forcé de les abandonner; que l'Archiduc régneroit sur eux; & que ce Prince, actuellement à la tête d'une armée en Catalogne, seroit maître d'exercer telle vengeance qu'il lui plairoit, sur la plus grande partie d'un Royaume dont les habitans, de tous états, avoient constamment refusé de le reconnoître pour Souverain, dans le tems de ses plus grandes prospérités.

Il étoit donc essentiel de faire expliquer les Hollandois, bien clairement & sans ambiguïté, sur les moyens qu'ils employeroient pour obliger l'Empereur à retirer ses troupes du Royaume de Naples. La Sicile étoit encore au pouvoir du Roi d'Espagne, & on devoit leur demander ce qu'ils feroient pour mettre le Roi de Naples en possession de cet Etat, au même moment qu'il céderoit le grand nombre d'autres Etats dont il étoit encore le maître. Cette espéce d'échange de part & d'autre, devoit marcher d'un pas égal. La bonne-foi le demandoit; & le Roi consentant, pour le bien de la paix, à tant de conditions si dures, il étoit juste que l'exécution des articles concernant le Roi son petit-fils, fût assurée.

Ainsi le Président Rouillé avoit ordre de presser vivement le Député qui traiteroit avec lui, d'expliquer nettement l'intention de ses Maîtres, sur un point si essentiel, dont la conclusion & le maintien de la paix dépendoient.

Si le Député lui demandoit de quel avis il seroit lui-même, & ce qu'il penseroit sur les mesures convenables pour assurer le dédommagement du Roi Philippe, & l'exécution du Traité; le Roi permettoit en ce cas à Rouillé de proposer que la République de Hollande agît auprès de l'Empereur, pour l'engager à retirer ses troupes de Naples, & de toute l'étendue de ce Royaume, pour être relevées par les troupes Hollandoises,

à qui la garde en seroit confiée, jusqu'à ce que l'Etat fût remis paisiblement & sans troubles entre les mains du Roi Philippe. Que les navires de la République serviroient au transport des troupes. Qu'elle deviendroit ainsi & demeureroit dépositaire de ce Royaume jusqu'à l'accomplissement de la paix. Qu'une autre escadre Hollandoise serviroit au passage du Roi d'Espagne, soit pour Naples, soit pour la Sicile; & que si les Anglois témoignoient quelque jalousie de la préférence accordée aux Hollandois, on pourroit joindre encore une escadre d'Angleterre à celle de Hollande. Que lorsque les conditions du Traité seroient réglées, le Roi feroit son affaire de persuader au Roi son petit-fils d'y souscrire; qu'en cas de refus, Sa Majesté rappelleroit les troupes Françoises qui servoient alors en Espagne.

Elle n'avoit pas oublié l'intérêt des particuliers distingués par leur attachement fidéle au Roi Catholique.

Rouillé devoit aussi stipuler que les biens, honneurs, dignités, que ce Prince avoit accordés, tant à ses Sujets qu'aux Etrangers, leur seroient conservés.

Ces conditions regardoient moins la République de Hollande que ses Alliés. L'avantage direct dont elle étoit le plus frappée, étoit celui qu'elle pouvoit espérer pour son commerce. Elle n'étoit pas moins sensible à la sûreté de cette prétendue barriére qu'elle demandoit dans les Païs-Bas. Le com-

commerce est le fondement de sa puissance. Elle ne s'est élevée que par le soin que ses Peuples ont apporté à le cultiver, par leur application & leur industrie à l'augmenter. Il languit pendant la guerre. Il s'affoiblissoit plus que jamais, depuis que les Hollandois engagés dans la Ligue formée contre la France, en soutenoient les plus grandes dépenses, sans en retirer la moindre utilité.

Leurs Alliés étoient leurs ennemis sécrets. La Nation Angloise, attentive à profiter de toute conjoncture d'étendre son commerce sur les ruines de celui des autres Nations, ne perdoit aucune occasion de faire essuyer aux Hollandois son injustice & ses vexations. La République étoit cependant prévenue de la fausse opinion, que son commerce périroit, si Philippe V. petit-fils de France, demeuroit paisible possesseur de l'Espagne & des Indes. Persuadée qu'une séparation prématurée de ses Alliés seroit pour elle plus fatale que leur mauvaise foi, elle regardoit comme une régle dont elle ne devoit pas s'écarter, sa constance à persister dans les engagemens qu'elle avoit pris, jusqu'à ce que la Ligue eût obtenu de concert, & par de communs efforts, une paix conforme à ses idées.

On n'ignoroit pas cependant en Hollande les dispositions du Roi à favoriser, par le Traité de paix, le commerce des Hollandois. Ménager, par ordre de Sa Majesté, en avoit instruit le Pensionnaire Heinsius, le

le Baron de Duyvenvoorden, & Van der Duffen. Ils ſavoient qu'en conſidération de la paix, le Roi accorderoit le renouvellement du Traité de commerce, tel qu'il avoit été ſigné à Ryswick; par conſéquent l'exemption pour les vaiſſeaux Hollandois, de payer le droit de cinquante ſols par tonneau; le Tarif de 1644; la ſuppreſſion des Arrêts poſtérieurs, & celle du Tarif de 1699.

Lorſque Ménager leur offrit ces conditions, elles leur parurent ſi avantageuſes, ils comprirent ſi bien qu'en les obtenant, la condition des Négocians Hollandois deviendroit ſupérieure pour le commerce, à celle des autres Nations, ſans en excepter les François; que plutôt que de perdre de tels avantages, ces Miniſtres de la République ne contredirent jamais la propoſition que Ménager leur fit, d'excepter de la révocation des Arrêts poſtérieurs au Tarif de 1664, douze eſpéces de marchandiſes, dont le débit, s'il étoit permis dans le Royaume, y feroit tomber les manufactures, l'induſtrie & la navigation de Sa Majeſté.

Le Gouvernement de Hollande inſtruit des intentions du Roi ſur l'Article du commerce, ne s'étoit pas encore expliqué ſur ſur le ſecond article, qui ne lui tenoit pas moins à cœur. C'étoit cette barriére dont ſes Miniſtres parloient continuellement, & qu'ils regardoient comme eſſentielle pour la ſureté de la République, ſans avoir dit encore de quelle maniére ils demandoient qu'el-

qu'elle fût formée. Selon eux, l'Etat avoit tout à craindre de la puissance de Sa Majesté ; ses allarmes ne cesseroient jamais, il seroit perpétuellement agité, si les conditions de la paix ne le mettoient à couvert du ressentiment & des surprises de la France.

C'est donc par une barriére forte & suffisante, qu'il pouvoit espérer de jouir à l'avenir d'une heureuse tranquillité. Il falloit deviner quel étoit le plan des Hollandois, & ce qu'ils désiroient pour composer cette fameuse barriére. Ils gardoient encore le silence sur les circonstances d'une condition si précieuse pour eux, demandée avec tant d'instances, & dont la paix dépendoit.

Le billet écrit de la main de Van der Dussen, qui donnoit lieu à l'ouverture des conférences, marquoit après ces mots, *les Païs-Bas Espagnols*, les mots suivans, *& ce qui a été ajoûté*, mais l'addition étoit obscure, & de la part des Hollandois l'explication n'en avoit pas encore été donnée.

Le Président Rouillé eut ordre de la demander, & de savoir de Van der Dussen ce qu'il entendoit par ces termes, *& ce qui a été ajoûté*; de le presser enfin de déclarer nettement quelle destination ses Maîtres prétendoient faire des Païs-Bas Espagnols. Il étoit nécessaire d'en instruire le Roi, avant que de convenir du Réglement de la barriére. La France avoit trop d'intérêt au sort des Païs-Bas, pour ignorer celui que ses ennemis destinoient à ces Provinces. La

Digitized by Google

Hollande elle-même n'étoit pas moins intéressée à le faire connoître à Sa Majesté; car enfin les tems devoient changer, l'animosité que la guerre inspiroit devoit cesser par la paix, & par la liaison que le commerce forme entre les Nations. L'accroissement de puissance que les Provinces-Unies s'efforçoient de procurer à la Maison d'Autriche, pouvoit leur devenir suspect un jour, peut-être même fatal. Elles ne demandoient maintenant ni barriére ni sûreté pour se mettre à couvert des desseins de l'Empereur, qui s'agrandissoit aux dépens de la République. Mais pouvoit-elle s'assurer que, lorsqu'il auroit réuni par les assistances qu'elle lui donnoit, tous les Etats qu'elle travailloit à faire entrer dans sa branche, la reconnoissance prévalût sur la tentation que ce Prince auroit, peut-être, d'y joindre encore les autres Etats, autrefois dépendans de la Couronne d'Espagne. Si ce cas arrivoit, envain la Hollande auroit-elle recours à la France. Tant de précautions prises pour lui fermer l'entrée des Païs-Bas, pendant que celle des Provinces-Unies demeuroit ouverte à l'Empereur, priveroit la République des secours d'une Couronne dont l'ancienne alliance a tant contribué à sa liberté, aussi bien qu'à son élevation.

Le Roi permit au Président Rouillé d'insinuer ces réflexions si simples & si naturelles, elles devoient naître de la question même qu'il auroit faite, sans qu'il parût de sa part,

Digitized by Google

part, ni affectation, ni dessein de semer la division entre les ennemis de Sa Majesté.

Les Etats-Généraux, autant qu'on le pouvoit croire, réservoient pour eux la Gueldre Espagnole, comme un dédommagement très-léger des dépenses immenses qu'ils avoient faites pour soutenir la guerre. Une telle prétention auroit été à discuter entre l'Empereur & la République de Hollande. Le seul intérêt du Roi devoit être celui de la Religion, & de la conserver dans la Gueldre, si cette Province passoit sous la domination des Hollandois.

Les discours que leurs Ministres avoient tenus en diverses occasions, donnoient lieu de croire qu'ils demanderoient au Roi, pour former leur barriére, les villes d'Ypres, de Menin, de Tournai, de Condé & de Maubeurge; que ce seroit à ce prix qu'ils mettroient la restitution de Lille & de sa Chatellenie, qu'on vouloit regarder comme indubitable.

De telles prétentions paroissoient excessives, mais la paix étant nécessaire, tout ce qu'on pouvoit espérer, étoit de les modérer, & de proposer des tempéramens capables d'amener à des conditions moins dures, des ennemis persuadés qu'ils pouvoient obtenir tout ce qu'ils demanderoient, & qu'ils devoient profiter de leur bonne fortune. Ainsi le Roi permit au Président Rouillé de proposer l'échange d'Ypres & de Menin, avec la Place & le Duché de Luxembourg, plus éloi-

gnés des Païs appartenans aux Etats-Généraux, que ne le sont Ypres & Menin: cette proposition devoit calmer leur inquiétude, & ces deux Places que le Roi donneroit en échange, fortifieroient leur barriére.

Sa Majesté se seroit contentée que Luxembourg lui fût remis, les fortifications démolies, si moyennant ce tempérament la proposition de l'échange étoit acceptée; mais il y avoit lieu de croire que Rouillé trouveroit beaucoup de difficulté à la faire passer, l'éloignement pour la paix, de la part des ennemis, étant tel qu'ils trouveroient à acquérir Ypres & Menin avec leurs dépendances, au prix d'une Place, dont le revenu ne pouvoit être en nulle comparaison avec celui des deux Villes que Sa Majesté leur céderoit.

Mais enfin si la proposition de l'échange, quelqu'avantageuse qu'elle fût aux Hollandois, & à celui à qui les Baïs-Bas seroient destinés, n'étoit pas acceptée, le Roi permettoit à Rouillé de s'en désister, & de convenir en ce cas, que les villes d'Ypres & de Menin seroient cédées pour la paix, sans autre dédommagement que la restitution de Lille.

La République de Hollande, autrefois humiliée, faisoit la fonction d'Arbitre des Puissances de l'Europe. Il sembloit qu'elle eût droit de disposer à son gré de leurs Etats, d'en réserver pour elle telle partie qui pouvoit lui convenir, & de distribuer le reste,

sui-

Digitized by Google

suivant sa volonté. Le degré d'honneur où ses Alliés l'avoient élevée l'aveugloit. Son empressement pour eux, son animosité contre la France, étoit la régle de sa conduite & le motif de ses démarches. Elle oublioit que la paix ne peut être solide, si les conditions n'en sont équitables; que ce n'est pas seulement au moment présent qu'on doit faire attention, quand il s'agit de traiter d'une paix générale; que ces Traités deviennent des Loix; qu'il est de la prudence, comme de l'intérêt des Souverains, d'en examiner les conséquences, de porter leurs vues dans l'avenir, de se représenter & de prévoir les événemens qui peuvent arriver dans la suite des années.

Au moyen de telles & semblables réflexions, les Hollandois pouvoient penser que l'Empereur Léopold n'avoit alors que deux fils, nul autre héritier; qu'un de ces Princes pouvoit mourir sans enfans pour lui succéder; que toute la puissance de la Maison d'Autriche seroit alors sur une même tête. Ils ne pouvoient souffrir l'idée de voir deux Princes de la Maison de France, régner sur la France & sur l'Espagne, que n'avoient-ils pas à craindre, si jamais les Etats & les droits divisés des deux branches de la Maison d'Autriche, se trouvoient dans la même main?

C'étoit pour prévenir les fâcheuses conséquences, & le mal que l'Europe en devoit craindre, que le Roi auroit souhaité d'assu-

Digitized by Google

rer, au-moins par la paix, la liberté & le repos de l'Italie.

Pour y parvenir, il eût été nécessaire d'obliger les Allemans à repasser les Monts. Il convenoit de-plus, de disposer des Païs que les armées de l'Empereur occupoient dans cette partie de l'Europe. Le Milanez, dont ce Prince étoit en possession, auroit été donné avec le Duché de Mantoue à la République de Venise, si l'état pressant des affaires eût permis de négocier longtems, & avec un avantage égal.

Sa Majesté auroit consenti, quoiqu'à régret, de laisser au Duc de Savoye la partie du Duché de Milan, dont ses perfidies avoient été récompensées, & se seroit contentée de retirer de ses mains Exilles & Fenestrelles.

Mais si le sort des armes eût été assez favorable à la France, pour autoriser le Roi à stipuler des conditions de paix plus à son gré, que celles que ses ennemis vouloient lui imposer, Sa Majesté auroit disposé du Duché de Milan & de Mantoue, en faveur de l'Electeur de Baviére, son Allié fidéle.

Tels projets, dans la situation où les affaires se trouvoient alors, étoient idées vaines, dont il n'y avoit pas lieu de se promettre le moindre effet. A peine pouvoit-on se flatter d'obtenir, en faveur des deux Electeurs de Cologne & de Baviére, fidéles Alliés l'un & l'autre de la France & de l'Espagne, une restitution pleine & entiére des

Digitized by Google

Etats qu'ils avoient perdus; aussi bien que la jouissance des dignités dont ils avoient été privés injustement par l'autorité despotique, que l'Empereur s'attribuoit dans les Délibérations de l'Empire, au préjudice de la liberté & des droits du Corps Germanique. Cette restitution & ce rétablissement parfait de la Maison de Baviére, étoit un des articles de l'instruction donnée au Sieur Rouillé, que le Roi lui recommandoit plus expressément.

Le Traité de Ryswick devoit être vraisemblablement la régle de celui qui seroit conclu avec l'Empereur & l'Empire; il n'étoit arrivé depuis sa conclusion, aucun changement aux affaires qui regardoient l'Allemagne, par conséquent il sembloit qu'on pouvoit s'assurer que dans la négociation il ne seroit pas seulement question de Strasbourg que le Roi avoit acheté, en quelque sorte, cédant, pour le garder, Brisac, Fribourg & Philisbourg.

Si quelques autres articles de moindre importance, concernant l'Allemagne, étoient agités, Rouillé, suivant ses ordres, proposeroit d'en remettre la discussion aux conférences publiques, qu'il seroit nécessaire de former & de tenir, sitôt que les conditions qualifiées de préliminaires, auroient été réglées avec les Hollandois.

Celles de la paix à faire avec l'Angleterre, étoient comprises dans le nombre des préliminaires.

La

Digitized by Google

La premiére consistoit à reconnoître, en qualité de Reine de la Grande-Bretagne, la Princesse qui en occupoit alors de Trône (1), & que la France ne traitoit encore que de Princesse de Dannemarc.

On demandoit en second lieu, que le Roi reconnût comme valables les Réglemens faits par le Parlement d'Angleterre, pour établir dans la Ligne Protestante la succession à la Couronne de la Grande-Bretagne.

Sa Majesté prévoyoit que les Anglois feignant de craindre que le séjour du Roi Jaques en France, ne devînt un jour un sujet de nouveaux troubles en Angleterre, lui demanderoient d'obliger ce Prince à sortir du Royaume.

Elle jugeoit enfin que les partisans de la guerre, trouvant leur intérêt personnel à sa continuation, auroient peut-être assez de crédit pour faire demander au nom de la Nation, que Dunkerque lui fût cédé, comme condition nécessaire à la paix.

En d'autres tems il eût été vraisemblable que les Hollandois, quoique liés intimement avec les Anglois, se seroient opposés, pour leur intérêt propre, à l'effet d'une telle demande; mais alors la passion contre la France étoit telle, que toute demande formée

pour

(1) Guillaume III. Roi d'Angleterre, étoit mort le 19 Mars 1702. la Reine Anne, sa belle-sœur, lui avoit succédé.

Digitized by Google

pour diminuer sa puissance, étoit regardée comme juste & nécessaire au salut de l'Europe.

Le Duc de Marlborough, Heinsius, Pensionnaire de Hollande, unis étroitement avec le Prince Eugéne, étoient alors comme les Triumvirs de la Ligue. Les deux Généraux avoient eu le bonheur de gagner des batailles, & de réussir dans leurs entreprises les plus importantes. Le Pensionnaire attaché au feu Roi Guillaume, placé par ce Prince dans le poste de premier Ministre des Etats-Généraux, avoit été dépositaire de ses secrets, & conservoit encore l'autorité qu'il en avoit reçue. Tous trois paroissoient intéressés personnellement à s'opposer à la paix.

Marlborough avoit cependant laissé croire qu'il verroit sans peine commencer & finir heureusement une négociation pour parvenir à la conclure. Il avoit écouté tranquillement quelques propositions propres à flatter le désir dominant qui le possédoit, d'acquérir & d'amasser des richesses sans bornes. Son crédit à la Cour d'Angleterre, sourdement attaqué, étoit ébranlé. Une partie de la Nation se lassoit de voir si longtems l'autorité partagée entre Marlborough & le Grand-Trésorier Godolfin, son ami intime & son allié. Leurs ennemis agissoient pour les perdre, par des parties secrétes, dans l'esprit de leur Souveraine. Elle commençoit à souffrir impatiemment la domination du Général de ses armées. Sa situation incertaine, mais

ce-

Digitized by Google

cependant encore cachée, pouvoit faire croire à ceux qui en étoient instruits, qu'il ne seroit pas fâché de recevoir de la part de la France, une récompense proportionnée au mérite qu'il s'acquerroit envers elle, s'il contribuoit par ses soins & son industrie à la délivrer des horreurs d'une guerre malheureuse.

L'état du Pensionnaire de Hollande étoit différent; autorisé dans sa République, il n'avoit à craindre ni desseins secrets, ni cabales, pour le déplacer d'un poste qu'il occupoit à la satisfaction de ses Maîtres, & dans lequel il se conduisoit avec modération. Il y avoit donc lieu de juger, que songeant principalement à l'intérêt de sa Patrie, il désireroit la fin d'une guerre dont il sentoit toute la pesanteur. Jusqu'alors les Provinces-Unies en portoient le poids principal. L'Empereur seul en recueilloit le fruit. Il étoit vraisemblable qu'un Ministre éclairé, zélé pour son Pays, tel qu'on vouloit croire Heinsius, travailleroit sincérement à le délivrer d'une guerre onéreuse, dont une Alliée qu'il auroit lieu de craindre quelque jour, tiroit presque tout l'avantage.

Enfin, on désiroit ardemment en France la prompte conclusion d'une paix devenue nécessaire. On se flattoit donc que celui qui auroit le plus de part à ce grand ouvrage, contribueroit sincérement à sa perfection.

Sur ce même principe on ne doutoit pas que Van der Dussen, considéré comme le pro-

Digitized by Google

protecteur des conférences proposées, ne fît voir dans le cours de la négociation, un esprit de paix & les sentimens d'un bon Républicain, souffrant impatiemment la domination que les Anglois s'étoient attribuée pendant le régne du Roi Guillaume, & qu'ils conservoient encore, depuis sa mort, dans les délibérations de la République.

Ces idées jointes aux conditions que le Roi consentoit d'accorder, ne laissoient presque pas douter du succès de la négociation. On se persuadoit que si elle ne conduisoit pas à une paix aussi prompte qu'elle étoit désirée, il dépendroit au-moins de Sa Majesté de suspendre les hostilités. Elle auroit en ce cas fixé le terme de la suspension jusqu'au 25 Mai.

Fin de la premiére Partie.

Digitized by Google

SOMMAIRE.

PRemiéres conférences pour la paix, tenues à Moerdyk. Premiéres propositions des Députés Hollandois. Réponses du Roi à ces propositions. Conférences à Woerden. Conférences tenues dans un Yacht, auprès du village de Bodegrave. On discute plusieurs articles préliminaire. Obstacles pour la paix. Offres du Roi rendues inutiles par la mauvaise foi & l'orgueil des Hollandois. Quelles étoient ces offres; quelles étoient les demandes des Hollandois. Suite des conférences. Le Roi propose de nouvelles conditions, plus avantageuses à la Hollande & aux Alliés. On y répond par des prétentions encore plus outrées. Etat malheureux de la France. Le Roi fait de nouveaux sacrifices pour la paix. Les Hollandois en deviennent plus injustes & plus intraitables. Le Roi envoie Monsieur de Torcy, Ministre chargé des Affaires étrangéres, à La Haye, pour y négocier la paix & faire un dernier effort. Lettre qui sert d'instruction à ce Ministre.

ME-

Digitized by Google

MEMOIRES
POUR
SERVIR A L'HISTOIRE
DES NEGOCIATIONS
Depuis le Traité de RYSWICK jusqu'à la Paix D'UTRECHT.

SECONDE PARTIE.

Depuis les premiéres Conférences du Moerdyk, jusques aux Négociations avec l'Angleterre pour la Paix. Années 1709-1710.

PREMIERES CONFERENCES
Au Moerdyk, ensuite à Bodegrave 1709.

LE Président Rouillé partit le 5 de Mars. Il vit en chemin le Comte de Bergheick, suivant l'ordre que le Roi lui en avoit donné. Ils conférérent ensemble le 8 du même mois à Hall,

Digitized by Google

Bergheick lui communiqua ses pensées sur les intérêts du Roi d'Espagne; lui fit part des connoissances qu'il avoit de l'état présent de la Hollande; enfin, de ce qu'il pouvoit savoir du caractére de ceux qu'on jugeoit à-peu-près que l'Etat choisiroit pour traiter des conditions de la paix générale.

Cette entrevue ne demeura pas longtems secréte. Le passage de Rouillé dans les Païs-Bas, développa bientôt le mystére. Il devoit apprendre en arrivant à Anvers, dans quel lieu de la domination Hollandoise il auroit à se rendre pour les conférences. Il n'y reçut aucun des avis promis pour régler sa marche. Enfin le 15 de Mars, Pettekum l'instruisit par une lettre datée du 14, que le 17 du même mois il trouveroit dans un village nommé Streydensas, vis-à-vis du Moerdik, deux personnes dont lui-même ignoroit le nom. Il recommanda seulement plus fortement que jamais le secret de cette premiére démarche.

Les mesures prises furent ponctuellement observées. Le Président Rouillé & deux Députés de Hollande se trouvérent précisément au lieu & au jour fixé. Les Députés étoient Buys, Pensionnaire de la ville d'Amsterdam, & Van der Dussen, Pensionnaire de Tergow. Le premier attaché à l'Angleterre portée pour la guerre, obscur dans ses longs discours, plus propre à susciter des difficultés qu'à les applanir. Le second paroissoit plus facile, mieux intentionné; mais si soumis à son collégue, qu'il

qu'il sembloit n'oser ouvrir la bouche en présence d'un supérieur toujours attentif à ne le pas laisser seul avec le Président Rouillé.

Il eut au même lieu trois conférences avec ces Députés. Le commencement annonçoit la paix; rien de plus mesuré, de plus pacifique que les expressions des Députés. Ils louérent & remerciérent Rouillé de son empressement à se rendre en Hollande, d'y venir en tems de guerre sous la simple assurance d'un passeport expédié sous un autre nom que le sien; car en effet le passeport étoit sous le nom du Sieur Voisin. Ils ajoûtérent que la crainte en ce cas auroit été d'autant mieux fondée, que quelques jours auparavant le Comte d'Albermarle, Commandant à Bruxelles, avoit disposé un parti pour l'enlever; que la chose auroit été exécutée, si le conseil d'un homme sage n'eût fait révoquer l'ordre déjà donné.

Le Président Rouillé fit voir aux Députés le pouvoir dont le Roi l'avoit honoré. Ils trouvérent qu'il étoit aussi ample qu'ils pouvoient le désirer. La communication de leurs pouvoirs devoit être réciproque. Ils avouérent que leurs Maîtres ne leur en avoient point donné. Pour raison ils alléguérent la nécessité inévitable de communiquer, pour les faire expédier, le sécret des conférences aux Députés de toutes les Provinces. Rouillé reçut l'excuse, & l'admit comme bonne, suivant l'ordre contenu dans son instruction. Les honnêtetés réciproques con-

Digitized by Google

couvérent ; de-même que les assurances de part & d'autre de bonne-foi, d'égal désir de parvenir au rétablissement d'une paix heureuse & solide. Elle devoit être fondée sur les conditions contenues dans la réponse faite au Mémoire de la main de Van der Dussen. Un tel préliminaire laissoit peu d'additions à faire au Traité.

Le Président Rouillé le croyoit, & avoit lieu de le croire. Toute la France auroit pensé de-même, si les conditions que le Roi accordoit eussent alors été connues; mais on ignoroit encore à quel point se portoit l'animosité des ennemis de la France. Enivrés du succès de leurs armes, trop instruits du triste état où elle étoit réduite, ils comptoient pénétrer dans le cœur du Royaume. Leurs peuples flattés des avantages de chaque campagne, s'accoutumoient à regarder comme un fardeau léger les impositions dont la quantité les épuisoit. Ils se croyoient dédommagés des dépenses de la guerre, par l'honneur & le profit que les deux Généraux de l'Empereur & de l'Angleterre en remportoient. Les Députés n'osoient leur déplaîre, non plus qu'au Pensionnaire, lié intimement avec l'un & l'autre.

Lorsqu'il fut donc question de l'Ecrit de Van der Dussen, les Députés répondirent qu'il contenoit véritablement les points les plus essentiels, & les premiers à examiner; mais qu'il y avoit encore d'autres points qui n'étoient pas moins importans. Ils demandérent

Digitized by Google

rent si le Roi avoit un pouvoir du Roi d'Espagne, & dirent que ce seroit une insigne condescendance de la part de leurs Maîtres, s'ils se contentoient, & s'ils engageoient leurs Alliés à se contenter de la parole que Sa Majesté leur donneroit, d'obliger son petit-fils à ratifier ce qu'elle auroit stipulé pour lui, & dont elle auroit promis au nom de ce Prince l'accomplissement parfait.

S'agissoit-il de le détrôner, nulle sûreté ne leur paroissoit suffisante; mais s'il étoit question de lui donner le moindre dédommagement de la cession de tant de grands Etats, les Députés de Hollande offroient seulement les offices de leurs Maîtres, auprès de ces mêmes Alliés dont la satisfaction totale leur étoit si chére, & promettoient de solliciter leur consentement à laisser au Roi Philippe les Royaumes de Naples & de Sicile. La proposition d'y ajoûter la Sardaigne ne fut pas écoutée. La demande des Places de Toscane, même démolies, fut pareillement rejettée, & celle de les laisser au Grand-Duc de Toscane eut le même sort. C'étoit perdre du tems inutilement que de prétendre aucun dédommagement. L'intention de l'Empereur & de l'Angleterre, que les Députés déclarérent précisément, étoit de ne pas laisser la moindre partie de la succession d'Espagne entre les mains du Roi Philippe. Après cette déclaration, ils eurent le front de se plaindre que ce Prince eût depuis peu fait reconnoî-

tre le Prince des Afturies, fon fils, en qualité de fon fucceffeur à la Couronne, & prétendirent que cette démarche apportoit un nouvel obftacle à la paix.

Le Préfident Rouillé ne trouva pas plus de facilités de leur part, lorsqu'il fut question de l'Empereur & de l'Empire. Il propofa le rétabliffement du Traité de Ryswick, comme l'unique demande raifonnable que le Corps Germanique & fon Chef pouvoient faire, & efpérer que le Roi leur accorderoit. Les Députés répondirent qu'ils étoient peu inftruits des affaires de l'Allemagne, toutefois qu'ils en favoient affez pour dire qu'il n'étoit plus queftion du Traité de Ryswick, mais de celui de Munfter, qu'il falloit rétablir, non fuivant le fens que les François donnoient à plufieurs de fes articles, mais felon que les Allemands l'entendoient.

Les conditions de l'Angleterre étoient, la reconnoiffance de la Reine Anne; celle de fa fucceffion, réglée par le Parlement, en faveur de la Ligne Proteftante; la reftitution totale des conquêtes que les armées du Roi avoient faites en Amérique fur les Anglois, pendant la guerre; l'engagement que le Roi prendroit de faire fortir de France le Roi Jaques d'Angleterre.

Ils ne laifférent pas au Sieur Rouillé la fatisfaction de croire que les Anglois fe borneroient à ces demandes. Les Députés lui annoncérent que cette Nation demanderoit encore, dans la fuite de la Négociation, que

la

Digitized by Google

la ville de Dunkerque, dans l'état où elle étoit alors, fût cédée à la Couronne de la Grande-Bretagne; & par avance ils firent valoir l'obligation que la France auroit à la République, si elle pouvoit porter les Anglois à se contenter que Dunkerque leur fût donnée, & les fortifications démolies.

Les réponses du Président Rouillé furent inutiles, aussi-bien que ses observations sur l'injustice de ces différens articles. Les ennemis de la France se croyoient au point de lui donner la loi. Les Hollandois également animés contr'elle, étoient les interprétes fidéles de leurs Alliés.

Les Députés demandérent l'exécution des Traités faits avec le Roi de Portugal, pour engager ce Prince dans ce qu'ils appelloient la grande Alliance. Ils vouloient que le Roi promît de se conformer aux conditions de ces Traités, sans être instruit de ce qu'ils contenoient, ni des avantages que le Roi de Portugal avoit obtenus en récompense de son ingratitude envers la France.

Comme ils s'étoient chargés de l'intérêt de tous leurs Alliés, ils demandérent pour l'Electeur de Brandebourg, que le Roi reconnût le nouveau Titre de Roi de Prusse, que cet Electeur s'étoit donné. Cette condition n'étoit pas au nombre des préliminaires, mais les Députés la traitoient de condition essentielle; & demandérent de plus, que ce Prince ne reçût de la part de la France aucun trouble dans sa nou-

Digitized by Google

velle possession des Comtés de Neuchâtel & de Valengin.

La perfidie du Duc de Savoye avoit été trop utile à ses Alliés, pour négliger de leur part les intérêts de ce Prince. Les Députés demandérent pour lui la restitution de la Savoye & du Comté de Nice, & la demandérent impérieusement, comme condition hors de doute, & que le Roi ne pouvoit seulement disputer, s'il vouloit la paix. Ils ajoûtérent que Sa Majesté promît de laisser jouir paisiblement ce Prince de tous les avantages qu'il avoit obtenus de ses Alliés, en récompense de ses bons services.

A cette occasion Rouillé voulut parler d'Exilles & de Fenestrelles, dont le Roi prétendoit la restitution. Les Députés lui fermérent la bouche, & déclarérent qu'ils ne pouvoient entendre à une telle proposition. Que les Alliés étoient engagés à maintenir le Duc de Savoye dans les Païs & Places qu'il pourroit occuper, soit en Provence, soit en Dauphiné; que ce seroit de leur part contrevenir au Traité, que de contribuer à le priver par la paix, de deux Places dont la conservation lui étoit si importante.

Il n'avoit pas encore été question des conditions que la République demanderoit pour elle. Les Ministres qu'elle employoit à la conférence, avoient voulu faire voir que l'intérêt de ses Alliés ne lui étoit pas moins cher que les siens propres. Après avoir fait précéder les articles qui regardoient chacun d'eux

Digitized by Google

d'eux en particulier, ils exposérent les prétentions des Etats-Généraux.

La premiére étoit le rétablissement & l'exécution pleine & entiére du Tarif de 1664, sans nulle exception de marchandises. Ils répondirent aux objections de Rouillé, que trois ans auparavant la promesse leur en avoit été faite, par ordre du Roi, par le Marquis d'Alégre.

Persuadés du triste état de la France, confirmés dans leur opinion par les offres étonnantes qu'elle faisoit pour acheter la paix, ils feignoient encore de craindre ses forces; & sous prétexte d'assurer leur frontiére, ils répétoient sans-cesse le terme favori de Barriére, qu'ils demandoient comme nécessaire, & l'étendoient depuis la Mer jusqu'à la Meuse. Non seulement ils y comprenoient Lille, bien résolus de ne la rendre jamais; mais non contens de Menin & d'Ypres, que le Roi consentoit à leur céder, ils prétendoient encore que la cession de Furnes, de Condé, de Tournay, & de Maubeuge y fût ajoûtée.

En échange de ces énormes prétentions, ils laissérent entrevoir une foible lueur d'espérance, que leurs Maîtres pourroient consentir à la restitution de Lille. Que même ils ne s'éloigneroient pas d'employer leurs offices en faveur des Electeurs de Cologne & de Baviére; exceptant toutefois à l'égard de l'Electeur de Baviére, le rétablissement du rang de premier Electeur, que l'Elec-

Digitized by Google

teur Palatin conserveroit, aussi-bien que le Haut Palatinat & le Comté de Cham.

La Principauté de Mindenheim donnée par l'Empereur, sans droit & de sa propre autorité, au Duc de Marlborough, étoit pareillement réservée.

Les Etats-Généraux vouloient avoir dans Bonn la Citadelle, dans Liége & Huy des garnisons de leurs troupes & à leur solde, si ces conditions pour eux & leurs Alliés étoient accordées. Ils demandoient de-plus que nul des Etats dépendans de la Monarchie d'Espagne ne revînt jamais à la France, sous quelque prétexte que ce fût, & à quelque titre que ce pût être.

Enfin ces précautions ne suffisant pas encore à leur gré, ils vouloient que si la proposition de laisser Naples & Sicile au Roi Philippe, qu'ils avoient durement rejettée, étoit cependant accordée par leurs Alliés, elle ne le seroit qu'à condition que les deux Royaumes retourneroient sous la domination d'Autriche, au défaut de la ligne directe de ce Prince; qu'en considération de ce dédommagement, il renonceroit à toute prétention sur quelque partie que ce fût de la Monarchie d'Espagne.

Non seulement les Députés rejettérent toute proposition de disposer des Duchés de Milan & de Mantoue, au préjudice de l'Empereur & de sa Maison; mais de-plus ils laissérent entendre que peut-être les Alliés demanderoient pour le Duc de Lorrai-

Digitized by Google

raine lès villes de Toul & de Verdun.

Ils firent valoir à Rouillé, comme une marque de confiance & d'intention sincére de leur part, l'avis qu'ils lui donnérent des sollicitations que l'Angleterre, jointe aux Princes Protestans, faisoit alors aux Provinces-Unies, d'insister de concert pour procurer aux Réfugiés François la liberté de retourner en France, & d'en faire la demande comme condition essentielle à la paix.

Les Députés l'assurérent en même tems que leurs Maîtres ne feroient pas au Roi une demande si desagréable à Sa Majesté, qu'ils la supplieroient seulement de permettre aux François naturalisés en Hollande, de jouir des priviléges qu'elle & les Rois ses prédécesseurs avoient accordés aux Sujets de la République.

Les points traités dans cette conférence, étoient proprement une ébauche pour parvenir à traiter la paix, en commençant une Négociation réglée avec toutes les Parties intéressées à la guerre. Le premier pas à faire étoit d'engager les Alliés à souscrire aux Préliminaires dont le Président Rouillé conviendront avec les Ministres Hollandois. Il voulut savoir d'eux quelles mesures ils avoient prises pour cet effet. Ils répondirent que sitôt que le Roi auroit décidé, & fait savoir ses intentions sur tous les points contestés, il en seroit conféré avec les Ministres d'Angleterre; que ces deux Puissances étant satisfaites, elles conviendroient en-

Digitized by Google

ensemble des moyens de réduire leurs Alliés, la République ne voulant agir que de concert avec l'Angleterre.

Le nom de paix présente l'idée d'un état si heureux, que quiconque s'y oppose directement est regardé comme ennemi du bonheur & de la tranquillité publique. Ceux qui se plaîsent le plus aux horreurs de la guerre, dissimulent leurs sentimens, & veulent qu'on les croie pacifiques. Les Députés ne pouvoient s'écarter des ordres qu'ils avoient reçus; mais soit vérité, soit feinte, toutes leurs expressions marquérent un désir ardent de voir au-plutôt naître un heureux fruit des conférences.

Ils priérent instamment Rouillé de les instruire des réponses du Roi, & s'il les attendroit en Hollande, ou s'il iroit lui-même en France les recevoir de Sa Majesté. Il en avoit eu la pensée, & dans les conférences il l'avoit donné à connoître; mais il fit réflexion qu'un voyage à la Cour, & son retour subit en Hollande, ne demeureroient pas secrets; que ce seroit faire un éclat inutile & dangereux, & donner lieu à de nouvelles difficultés lorsqu'il s'agiroit de renouer les conférences.

Il promit donc aux Députés de répondre de sa part à l'empressement qu'ils lui témoignoient d'être instruits des intentions du Roi. Ils convinrent que sitôt qu'il en seroit informé, il les avertiroit; que sans perdre un instant ils lui marqueroient le lieu où ils pour-

Digitized by Google

pourroient se revoir, & que de son côté il s'y rendroit avec la même ponctualité.

Les Députés lui dirent de-plus, que lorsque leurs Maîtres auroient appris la derniére résolution de Sa Majesté, ils députeroient en Angleterre pour en faire part à cette Cour. Selon eux, il étoit à souhaiter que Marlborough fût encore à Londres. Ils jugeoient que son absence causeroit de nouveaux retardemens, parce que nulle résolution, dans une affaire si importante, ne seroit prise sans en avoit auparavant son avis. Il n'étoit pas d'ailleurs de la bienséance que les Etats ayant à faire des propositions de paix, attendissent le tems où ce Général ne seroit plus auprès de la Reine sa Maîtresse; mais ils ajoûtérent qu'il seroit nécessaire que le Député choisi pour aller en Angleterre de la part de l'Etat, eût un Ecrit signé du Président Rouillé, contenant les articles préliminaires dont le Roi lui auroit commandé de convenir, suivant le pouvoir que Sa Majesté lui avoit donné. Cet Ecrit devoit servir à donner créance à ce que diroit le Député; il auroit ordre de le lire seulement à la Reine d'Angleterre & au Duc de Marlborough, & défense de le laisser sortir de ses mains.

Enfin ils demandérent comme derniére condition, que celle de reconnoître la Dignité Electorale accordée depuis quelques années au Duc d'Hanovre, fût insérée & mise au nombre des articles préliminaires.

Pendant la conférence, quelques Commis-

Digitized by Google

faires de Zélande passérent où elle se tenoit; ils y reconnurent Buys & Van der Dussen, & ne se crurent pas obligés à garder le secret de cette découverte. On commençoit déjà à le pénétrer. Plusieurs Envoyés résidens à La Haye de la part des Princes engagés dans la Ligue, élevérent leurs voix, & se plaignirent hautement de ces démarches obscures dont on déroboit la connoissance à leurs Maîtres. L'Envoyé du Duc de Savoye ne se contenta pas de s'en plaindre au Pensionnaire, il mit encore un espion à la suite du Président Rouillé, pour être exactement informé de tous ses mouvemens.

Les Envoyés de Portugal & de Brandebourg secondérent l'ardeur de celui de Savoye.

Le Résident de l'Empereur, aussi vif que les autres Ministres des Alliés, étoit mieux instruit; & même avant l'ouverture des conférences, il avoit eu connoissance des offres que le Président Rouillé devoit faire aux Députés de la République: ainsi toutes les Puissances engagées dans la guerre contre la France, attaquoient unanimement une négociation que les Hollandois soutenoient foiblement, & qu'ils n'osoient même avouer.

On espéroit cependant en France parvenir à la paix; elle étoit nécessaire & désirée, & c'étoit la seule raison qu'il y eût alors de se flatter qu'elle pourroit enfin se conclure; car il parut assez par le compte que le Président Rouillé rendit au Roi de ce qui s'étoit passé dans

Digitized by Google

dans la premiére conférence, qu'on ne devoit attendre de la part des Hollandois que mauvaise volonté ; & que si leurs intentions étoient bonnes, ils manquoient absolument de pouvoir & de crédit auprès de leurs Alliés, pour les engager à concourir à la paix.

Le Roi la désiroit si sincérement, que la relation du Président Rouillé ne fut pas capable de le rebuter. Il avoit lieu d'être irrité de la mauvaise foi des Hollandois, du desaveu qu'un de leurs Députés avoit fait de ce que l'autre convenoit d'avoir écrit de sa main, autorisé de ses Supérieurs, & que Sa Majesté avoit bien voulu regarder & accorder comme le fondement de la négociation qu'il s'agissoit d'entamer.

Sa Majesté n'étoit pas moins blessée de cet amas de prétentions exorbitantes que les Hollandois produisoient en faveur de leurs Alliés, & des avantages excessifs que la République de Hollande demandoit, soit pour son Commerce, soit pour former cette prétendue Barriére qu'elle exigeoit sous prétexte de sa sûreté.

Toutefois la paix étoit si souhaitée, que le Roi voulut, malgré ses propres lumiéres, entrevoir encore dans un procédé si irrégulier, & remarquer avec quelque satisfaction l'empressement que les Députés avoient témoigné de reprendre les conférences.

Sa Majesté fit attention au désir qu'ils avoient fait paroître de prévenir par une prompte conclusion, l'ouverture de la campagne.

Digitized by Google

pagne. Elle interpréta favorablement les discours qu'ils avoient tenus sur différens articles principaux. Ses ordres à Rouillé, furent d'engager au-plutôt une conférence nouvelle, d'essayer de réduire les préliminaires aux seuls articles compris & spécifiés dans l'Ecrit de Van der Dussen; de retrancher, s'il étoit possible, toutes les autres demandes, & d'en réserver la discussion à l'assemblée qu'il seroit nécessaire de former pour y traiter de la paix générale. Elle renouvella la permission qu'elle lui avoit donnée, de l'engager à produire le consentement que le Roi d'Espagne donneroit à renoncer, en faveur de l'Archiduc, à la Couronne d'Espagne, aussi-bien qu'aux Etats de cette Monarchie dans l'ancien & le nouveau Monde. Elle se désistoit aussi de la proposition d'ajoûter la Sardaigne & les Places de Toscane, aux deux Royaumes de Naples & de Sicile, dont elle se contenteroit pour le dédommagement du Roi son petit-fils.

Quant à la Barriére, Sa Majesté consentit d'ajoûter Ypres & Menin, avec leurs dépendances, aux Places déja promises aux Hollandois pour la sûreté prétendue de leur Frontiére.

Les avantages promis pour le commerce leur étoient confirmés; & quant à l'exception des douze espéces de marchandises, Rouillé eut ordre de dire, que lorsque cette matiére auroit été examinée & discutée en détail, le Roi conviendroit aisément d'accorder aux Hollandois leurs demandes rai-

son-

sonnables, autant qu'elles ne porteroient pas un préjudice essentiel au commerce de ses propres Sujets.

Sa Majesté consentit à reconnoître la Princesse Anne en qualité de Reine de la Grande-Bretagne, & à rétablir le Traité fait à Ryswick avec cette Couronne.

Le Roi s'engageroit pareillement à laisser subsister, sans trouble de sa part, l'ordre de la succession tel qu'il étoit établi par les Actes du Parlement d'Angleterre.

Quant aux conquêtes faites dans le cours de la guerre, soit de la part de la France sur les Anglois, soit de la part de cette Nation sur quelques Pays de la domination du Roi, Sa Majesté jugeoit que de part & d'autre la restitution fût réciproque. Elle jugeoit pareillement que les Traités conclus à Ryswick avec l'Empereur & l'Empire, devoient être rétablis.

C'étoit beaucoup faire que de convenir des conditions principales des Traités à faire avec tant de Princes & d'Etats différens, pendant le peu de tems qui restoit encore depuis la fin du mois de Mars jusqu'à l'ouverture de la campagne. Il falloit nécessairement remettre aux conférences qui se tiendroient pour la paix générale, le détail & la décision des difficultés que la suite & l'explication de tant de prétentions entraîneroient.

Il importoit cependant infiniment au bien de la paix, jusqu'à ce que le lieu de l'assemblée fût fixé, d'entretenir une négociation vive,

Digitized by Google

pendant même que les armées agiroient, si les hostilités n'étoient pas suspendues.

Le Roi par cette raison loua Rouillé d'avoir bien jugé des intentions de Sa Majesté, & connu le péril d'interrompre les conférences difficiles à renouer, si déférant aux instances des deux Députés, il eût pris le parti de revenir auprès d'elle recevoir de nouveaux ordres, plutôt que de les attendre, comme il les attendoit, à Anvers.

Elle lui renouvella ceux qu'elle lui avoit déjà donnés, de demeurer dans les Terres de la République de Hollande aussi longtems qu'il lui seroit permis d'y séjourner; & s'il étoit obligé d'en sortir, Sa Majesté vouloit qu'en ce cas il attendît dans une de ses Places frontiéres, ce qu'elle lui feroit savoir de ses intentions.

L'opinion commune étoit alors, qu'on ne pouvoit parvenir à la paix que par les offices & l'intervention des Hollandois. On eût dit qu'ils étoient les gardiens de son temple, que la clef en étoit entre leurs mains, & que l'entrée en seroit interdite à ceux qu'ils refuseroient d'y introduire. On jugeoit donc qu'il étoit de la prudence de prendre garde de les aliéner, quoique leur mauvaise foi fût évidente, & que le Roi l'eût clairement pénétrée. L'Ecrit de Van der Dussen avoit été le premier fondement de la négociation. C'étoit sur les demandes qu'il contenoit, que les conférences avoient été commencées. Pas un seul mot de cet Ecrit ne laissoit connoi-

noître que les Hollandois demanderoient que le Roi produisît un pouvoir du Roi d'Espagne, pour accorder en son nom les conditions exigées par les Alliés. On savoit au contraire que ce Prince les avoit en horreur. Ce qui dépendoit du Roi étoit d'en assurer l'exécution. Sa Majesté s'y engageoit, pendant que la Hollande se bornoit à de simples offices de peu de poids, pour disposer ses Alliés à la paix. Il dépendoit cependant de cette République, de s'expliquer à leur égard, de maniére qu'elle les détermineroit à finir une guerre qu'ils ne pouvoient continuer sans secours.

Les Députés, pour justifier leurs Maîtres, prétendoient qu'il n'étoit pas au pouvoir de la République de disposer du bien d'autrui; qu'elle s'en feroit un scrupule très-justement fondé. Mais ce faux scrupule s'évanouissoit, lorsqu'il étoit question de procurer très-injustement à ces mêmes Alliés, des Etats qui ne devoient pas leur appartenir, d'en dépouiller les possesseurs légitimes, & d'embraser l'Europe pour soutenir l'iniquité de leurs prétentions.

Le Roi se contentoit de peu, lorsqu'il proposoit de laisser au Roi son petit-fils les Royaumes de Naples & de Sicile, comme un dédommagement très-médiocre de la perte de tant de grands Etats que ce Prince seroit forcé de sacrifier au bien de la paix; mais il falloit au moins lui assurer la possession d'un partage si disproportionné.

Digitized by Google

Comme les Députés avoient évité d'entrer sur cette matiére dans aucun détail, le Roi voulut que le Président Rouillé la remît sur le tapis à la premiére conférence qu'ils auroient ensemble.

Sa Majesté lui écrivit de proposer de joindre une escadre de ses navires à celle de Hollande qui transporteroit le Roi Catholique, soit à Naples, soit en Sicile. Elle jugeoit aussi nécessaire que son arrivée dans ces Royaumes, fût précédée par un corps de troupes au service des Etats-Généraux, en tel nombre qu'on en conviendroit.

Le Roi jugeoit assez favorablement de la prudence de la République, pour croire qu'elle ne s'étoit pas engagée de procurer à l'Empereur le rétablissement pur & simple du Traité de Munster, en la maniére que les Allemands prétendoient l'interpréter.

Sa Majesté prescrivit au Sieur Rouillé, d'éloigner autant qu'il lui seroit possible, la condition demandée par l'Angleterre, d'obliger le Roi Jaques à sortir du Royaume.

Les conférences étant commencées pour y traiter sur le pied des demandes contenues dans l'Ecrit de Van der Dussen, il y avoit lieu de croire qu'il ne s'agiroit que des articles spécifiés dans ce même Ecrit; toutefois les Députés de Hollande sortant des bornes du premier plan, s'étoient étendus sur l'intérêt des Princes engagés dans la Ligue. Ils en avoient fait de nouveaux articles de prétentions & de demandes, qui devoient dans l'or-

Digitized by Google

l'ordre être renvoyés & remis à la négociation générale de la paix. Le Roi n'étoit pas obligé de s'expliquer sur ces différentes questions, Sa Majesté voulut bien cependant y répondre.

Ainsi Rouillé eut ordre de déclarer, que sur les instances faites en faveur du Roi de Portugal, elle ne s'opposeroit pas aux libéralités que la Maison d'Autriche exerceroit à son égard.

Les tems n'étoient pas encore bien éloignés où l'on n'auroit pas prévu que cette Maison deviendroit la bienfaitrice de celle de Bragance, & que les Hollandois emploïeroient leurs pressans offices pour l'intérêt du Portugal; mais les maximes changent. Autrefois les Princes de la Maison d'Autriche avoient regardé le grand-pére & le pére du jeune Roi de Portugal, comme Sujets révoltés. Son grand-oncle étoit mort dans les prisons du Roi d'Espagne, après y avoir longtems langui. Ce jeune Prince avoit oublié les secours de la France, & les injures de la Maison d'Autriche, ou peut-être n'étoit pas instruit de ce qui s'étoit passé avant sa naissance.

Les Députés de la République avoient aussi demandé que les intérêts de l'Electeur de Brandebourg fussent compris dans les articles préliminaires. Le Roi voulut que Rouillé répondît, que Sa Majesté ne regardoit pas ce Prince comme étant au nombre de ses ennemis; qu'à la vérité ses troupes ser-

Digitized by Google

servoient dans leurs armées, mais comme mercenaires, étant à leur solde; que s'il y avoit d'ailleurs à régler quelque prétention de sa part, il convenoit de la remettre aux conférences à tenir pour la paix générale; qu'on ne pouvoit exiger de Sa Majesté, de garantir à cet Electeur la possession paisible des Comtés de Neufchâtel & de Valengin; que ce seroit transiger des droits des prétendans, bien fondés à se plaindre de l'usurpation que l'Electeur avoit faite d'un bien que chacun d'eux lui disputoit. Le Roi consentit à promettre sur cet article, que Sa Majesté n'useroit d'aucune voie de fait pour troubler l'Electeur de Brandebourg dans la possession de ces Comtés.

L'érection d'un neuviéme Electorat en faveur du Duc d'Hanovre, le droit de garnison dans Rhinsfelds, étoient, ainsi que les instances en faveur de l'Electeur de Brandebourg, affaires absolument étrangéres aux préliminaires, par conséquent à remettre aux conférences générales de la paix.

Sa Majesté consentit même à remettre à ces conférences le rétablissement des deux Electeurs de la Maison de Baviére dans leurs Etats & Dignités. Ce n'étoit pas, de sa part, indifférence à l'égard de ces Princes; elle étoit très-sensible à leurs avantages, & jugeoit son honneur intéressé à les protéger; mais elle croyoit que les esprits seroient moins aigris, quand de toutes parts on seroit convenu de s'assembler pour traiter de bonne

ne foi la paix générale ; que les deux Electeurs trouveroient des amis, & les feroient agir utilement ; & que la réunion étant prochaine, il feroit plus facile de propofer & de faire agréer les expédiens capables d'applanir les difficultés que l'animofité de parti entretenoit & augmentoit pendant la continuation de la guerre.

Sa Majefté confirma l'ordre qu'elle avoit donné, d'infifter fur la reftitution d'Exilles & de Feneftrelles, qu'elle demandoit au Duc de Savoye.

Elle refufa d'acquiescer à la demande que les Hollandois avoient faite de Tournay, Condé & Maubeuge, pour la fûreté de leur Barriére. Et pour faire ceffer la répétition de ces inftances déplaifantes, le Roi permit au Préfident Rouillé d'offrir Furnes avec fes dépendances, les fortifications de cette Place étant auparavant rafées. Il pouvoit même la céder fortifiée, fi cette condescendance fuffifoit pour faire ceffer toute autre demande de la part des Hollandois, & les contenter fur l'article de la Barriére. Furnes fortifié étoit cependant très-utile à conferver pour la fûreté de Dunkerque ; & fon territoire auffi abondant que celui des Châtellenies d'Ypres & de Menin, produifoit un revenu très-confidérable.

Il n'y avoit pas lieu de faire attention aux discours que Van der Duffen avoit tenus au fujet de la députation que fes Maîtres fe propofoient de faire en Angleterre, pour infor-

Digitized by Google

mer la Princesse Anne des intentions du Roi pour avancer la paix. Le Duc de Marlborough en avoit été parfaitement instruit avant que de passer à Londres. Il étoit cependant inutile de s'opposer à ce que les Etats-Généraux jugeroient à propos, & l'envoi d'un Député de leur part en Angleterre, étoit absolument indifférent à Sa Majesté.

Mais il n'étoit pas indifférent pour son service, de donner, en cas de cette mission, l'Ecrit que Van der Dussen avoit demandé par avance au Président Rouillé. Ces sortes d'Ecrits multipliés, multiplioient aussi les embarras; & les Députés de Hollande avoient mauvaise grace d'exiger tant d'éclaircissemens, tant de sûretés redoublées, quand ils ne donnoient pas même de pouvoir aux Députés qu'ils avoient choisis pour traiter de la paix.

Les ordres du Roi finissoient en répétant bien clairement celui de ne rien omettre de la part de Rouillé, pour établir son séjour dans quelque Ville de Hollande, afin d'entretenir toujours la négociation, le Roi jugeant nécessaire de la continuer & de maintenir les conférences jusqu'à ce qu'elles pussent conduire à la paix. Ce séjour pouvoit lui ouvrir les moyens de faire connoître aux vrais Républicains zélés pour le bien de leur Patrie, toutes les avances que le Roi faisoit pour la paix, dont apparemment les partisans de la guerre ne leur donnoient pas connoissance, & leur cachoient pareillement

les

les conditions avantageuſes & peu attendues que Sa Majeſté offroit à la République, & pour ſon commerce, & pour diſſiper de ſa part tout ſujet d'allarmes.

Les amis & ennemis de la France furent également allarmés au premier bruit des conférences. Les uns craignoient d'être abandonnés & ſacrifiés aux beſoins preſſans du Royaume, les autres appréhendoient une diviſion prochaine entre les principales Puiſſances dont la Ligue étoit compoſée.

Quelques Villes de la domination du Roi furent effrayées des bruits répandus, qu'elles paſſeroient bientôt ſous la domination des ennemis. La Ville de Thionville entr'autres, allarmée de ce qu'on diſoit que le Roi la cédoit au Duc de Lorraine, écrivit que ſe jettant aux pieds de Sa Majeſté, elle la ſupplioit de ne pas obliger des Sujets fidéles à reconnoître un autre Maître.

D'autre part les Miniſtres réſidens à La Haye de la part des Princes de l'Empire, élevérent leurs plaintes ſitôt qu'ils ſurent qu'il s'étoit tenu des conférences pour y parler de paix. Ils déclarérent que leurs Maîtres ne conſentiroient jamais à traiter, ſi la France n'offroit pour préliminaires le le parfait rétabliſſement du Traité de Munſter. Le Prince Eugéne alors à Bruxelles, parloit comme eux. Il y ajoûtoit les menaces de porter la déſolation dans le ſein de la France, dès l'ouverture de la campagne.

Cadogan, le confident & regardé comme le bras droit de Marlborough, enchérissoit encore sur les plaintes & les menaces des Allemands. Ils se plaignit de la part de l'Angleterre au Pensionnaire, & prétendit que Rouillé s'étoit vanté d'être déjà d'accord avec les Etats-Généraux. Cadogan souffla le feu, excitant ce qu'il y avoit de Ministres Etrangers à La Haye, à veiller attentivement & à s'oppoſer à l'ouverture de toute conférence. Enfin rien ne fut oublié de la part des partisans de la guerre, pour allumer plus que jamais son flambleau, regardant comme un malheur, si la négociation de la paix demeuroit entre les mains des Hollandois, & si devenus maîtres de la conduire, ils cessoient de dépendre des deux Généraux intéressés l'un & l'autre à la traverser.

Cependant les conférences recommencérent aussi-tôt que le Président Rouillé eut averti Buys & Van der Dussen, ainsi qu'ils en étoient convenus en se séparant, qu'il avoit reçu les réponses du Roi. Ces deux Députés le priérent de se rendre à Woerden.

Il ne manqua pas de s'y trouver le 12 Avril. Il y reçut un billet de Van der Dussen, contenant que son collégue & lui jugeoient à propos de ne pas aller jusqu'à la Ville, dans la crainte d'être découverts; qu'ils le prioient pour conserver encore le reste du secret des conférences, de faire une lieue de chemin, & qu'ils l'attendoient dans un yacht sur le canal. Il s'y rendit; la

la satisfaction de se revoir parut égale de part & d'autre, & dans ce même lieu ils eurent ensemble quatre conférences.

Le Président Rouillé ménagea ses pouvoirs, & fit valoir prudemment la complaisance que le Roi vouloit bien avoir, de se désister, pour le bien de la paix, de la proposition faite au nom de Sa Majesté, d'ajoûter la Sardaigne au dédommagement demandé pour le Roi son petit-fils. Ce désistement ne fit nulle impression sur les Députés. Rouillé y joignit l'abandon des Places de Toscane en faveur de la Maison d'Autriche.

Les Députés ne furent pas plus touchés de cette augmentation. Leur objet principal étoit toujours de fortifier cette Barriére, qu'ils croyoient ne pouvoir être jamais assez sûre ni assez étendue. Elle étoit dans leur esprit un rempart absolument nécessaire pour arrêter les entreprises de la France. Ils vouloient conserver l'importante Ville de Lille, conquise la campagne précédente par les armées confédérées.

Le Président Rouillé avoit ordre d'insister sur la restitution de cette Ville capitale de la Flandre Françoise, fortifiée considérablement, & enrichie depuis qu'elle étoit sous la domination de Sa Majesté. Il ne lui étoit pas permis de se relâcher sur un article si essentiel, & la paix ne pouvoit être faite, si Lille, avec ses dépendances, n'étoit rendue à la France.

Digitized by Google

Il offrit suivant le pouvoir qu'il en avoit reçu en dernier lieu, un équivalent pour obtenir cette restitution. Il proposa donc de céder Furnes, avec ses dépendances, les fortifications démolies.

Ces offres faites, il demanda que les conditions préliminaires fussent réduites aux seuls articles contenus dans l'Ecrit de Van der Dussen, fondement des conférences. Le tems de cette derniére fut employé à contester sur ces différentes matiéres.

Buys se piquoit d'éloquence. Il en fit usage dans la deuxiéme conférence, & pendant qu'elle dura, on lui laissa le plaisir de combattre & de rejetter les propositions de Rouillé.

Il se retira au village de Bodegrave. La mémoire des François y étoit très-desagréablement conservée. Les Députés se logérent dans une maison aux environs, & vinrent le lendemain le prendre & le mener à leur yacht.

La troisiéme conférence y fut tenue. On y convint d'énoncer dans les préliminaires la cession de l'Espagne, ensorte qu'elle comprendroit toutes les parties de cette Monarchie, à l'exception des Royaumes de Naples & de Sicile, sans spécifier en particulier chacun des autres Etats.

Le Président Rouillé avoit proposé d'admettre Ménager aux conférences, pour examiner avec lui quelles étoient les exceptions au Tarif de 1664, qu'il prétendoit être

Digitized by Google

être avantageuses au commerce réciproque de la France & de la Hollande. Les Députés refusérent de l'écouter. Il viendra, dirent-ils, entêté de son idée; & sans entrer dans les vues générales, il ne songera qu'à la soutenir, au risque de faire échouer l'affaire principale. Ils déclarérent nettement que la République de Hollande n'accepteroit aucune proposition à son préjudice; que si le projet dont il s'agissoit, étoit véritablement avantageux pour elle, s'il étoit utile au bien réciproque du commerce, Ménager pourroit en dresser un Mémoire & l'envoyer; que l'Etat n'avoit pas besoin que personne vînt l'éclairer sur son propre intérêt; qu'un mémoire introduiroit les pensées de l'Auteur, aussi clairement que s'il venoit lui-même les expliquer.

L'article de la Barriére, le plus sensible de tous aux Hollandois, anima la conversation. Buys s'étoit attribué la parole, & suscitoit plus de difficultés qu'il ne vouloit en applanir. Souvent il parloit indiscrétement. Son collégue gardoit le silence. Buys avança, & soutint que le moindre fruit que sa République pouvoit recueillir des succès passés & à venir de ses armées, étoit d'établir une Barriére si forte, que désormais le Pays de sa domination se vît à l'abri des insultes de la France. Il ajoûta, que le Roi devoit être moins sensible à la perte des Places qu'il céderoit, que reconnoissant de la conservation que la paix lui assureroit du

res-

Digitized by Google

reste de ses conquêtes. Sa Majesté, selon lui, en auroit l'obligation entiére aux Provinces-Unies; & si plusieurs personnages du Gouvernement en étoient crus, au-lieu de chercher les moyens de favoriser la France, elles appuyeroient le projet unanimement formé par les Alliés, de la réduire au Traité des Pyrenées. Il prétendoit aussi faire valoir la modération de ses Maîtres, dans le tems même qu'ils étoient le plus enivrés des avantages inespérés de la Ligue, qu'ils croyoient déjà voir incessamment ses armées aux portes de Paris, & que les partisans de la guerre ne cessoient de crier & de persuader à des Peuples aveuglés par les succès, que le moment étoit arrivé d'imposer au Roi les conditions les plus dures.

Le Président Rouillé crut démêler au travers de l'abondance des paroles animées de Buys, que la cession de Furnes fortifié pourroit entrer en quelque compensation. Il jugea cependant que le moment n'étoit pas encore venu de s'en expliquer.

On passa donc au dédommagement à donner au Roi d'Espagne. Les Députés avouérent, que sans l'aveu de l'Angleterre ils ne pouvoient promettre que les Royaumes de Naples, & de Sicile seroient laissés à ce Prince. Que ce seroit beaucoup si les Anglois consentoient à lui laisser le seul Royaume de Naples. Ainsi les Hollandois servilement soumis à l'Angleterre, remettoient à sa décision, & à celle de l'Empereur, une con-

Digitized by Google

condition essentielle de la paix, par conséquent la laissoient incertaine, dans un tems où le Roi faisoit l'honneur à leur République de s'adresser à elle pour faciliter le rétablissement de la paix générale.

Les Députés dirent qu'ils feroient à leurs Supérieurs le rapport de la demande faite pour le dédommagement du Roi d'Espagne.

Celle de rétablir le Traité de Munster en son entier, fut renouvellée de leur part en faveur de l'Empereur & de l'Empire. Ce n'étoit cependant qu'un simple office, & les Députés convinrent que leurs Maîtres n'étoient nullement engagés à proposer, encore moins à soutenir une idée si capable de rompre toute négociation.

Ils demandérent que le Roi voulût bien user de termes plus affirmatifs que ceux dont il s'étoit servi, en consentant de reconnoître l'ordre à la succession d'Angleterre, tel que les Actes du Parlement l'avoient établi en faveur de la Ligne Protestante; insistant en même tems sur la nécessité d'obliger le Roi Jaques à sortir de France. Ils qualifioient toutes leurs demandes de conditions essentielles, sans lesquelles la paix ne se pouvoit faire; & prétendoient qu'elle seroit impossible, tant que ce Prince feroit son séjour dans le Royaume; que la sûreté d'Angleterre, ainsi que celle de la Hollande, dépendoient de sa sortie; que les démarches de l'un & l'autre Etat seroient uniformes, & ne démentiroient pas leur étroi-

te

te union; que le ſeul adouciſſement à la dureté de cet article, ſeroit de n'en pas faire une condition expreſſe du Traité, mais de s'en rapporter à ce que le Roi jugeroit à propos de faire pour l'accomplir.

La réponſe de Sa Majeſté, ſur l'article du Roi de Portugal, les ſatisfit.

Comme elle conſentoit à reconnoître l'Electeur de Brandebourg en la qualité qu'il s'étoit donnée de Roi de Pruſſe, ils demandérent qu'elle voulût bien ajoûter en termes exprès, qu'elle le laiſſeroit jouir paiſiblement des Comtés de Neufchâtel & de Valengin, ſans préjudice des droits des prétendans.

Ils n'avoient, dirent-ils, aucun pouvoir ſur l'article d'Exilles & de Feneſtrelles.

La derniére de leurs demandes fut en faveur du Duc d'Hanovre; & ſuivant leur uſage, ils prétendirent comme condition préliminaire & eſſentielle à la paix, que le Roi promît de reconnoître le neuviéme Electorat, érigé quelques années auparavant en faveur de ce Prince. Pour l'obtenir, ils offrirent de comprendre auſſi dans les préliminaires, les intérêts des deux Electeurs de Cologne & de Baviére, & s'avancérent jusqu'à dire, que puisque les ennemis du Roi y comprenoient leurs Alliés, Sa Majeſté n'avoit pas moins de droit d'y comprendre auſſi les ſiens. Cette offre fut accompagnée de proteſtations de leur part, du déſir que la République avoit très-ſincé-

térement d'aider les deux Electeurs, de ses plus pressans offices. Ils ajoûtérent, qu'ils espéroient que Sa Majesté lui tiendroit compte de sa bonne volonté & de ses démarches en faveur de ces Princes.

Rouillé avoit eu le loisir de connoître le peu de poids de telles paroles. Il ne laissa pas ignorer aux Députés, que la promesse de simples offices en faveur de la Maison de Baviére, n'étoit pas une satisfaction assez complette pour engager le Roi à savoir beaucoup de gré à leurs Maîtres de leurs intentions.

La quatriéme conférence tenue le 4 Avril, fut employée seulement à récapituler ce qui s'étoit dit de part & d'autre dans les trois précédentes.

Les conditions que le Roi consentoit d'accorder aux Hollandois, soit pour leur commerce, soit pour la sûreté de la barriére, étoient pour eux si avantageuses, si supérieures à ce qu'ils pouvoient espérer de leur union avec tant de Princes ligués contre la France, qu'il y avoit lieu de croire qu'une République prudente ne laisseroit pas perdre une occasion si favorable d'obtenir pleinement ce qu'elle pouvoit désirer. Rouillé jugeoit cependant qu'elle ne seroit pas contente encore de tant de condescendance, & qu'elle n'abandonneroit pas la demande de Tournay & de Condé, principalement si le Roi persistoit à prétendre que la ville

Digitized by Google

de Lille lui fût rendue, avec sa Châtellenie & ses dépendances.

Les Députés Hollandois employés aux conférences, n'avoient pas montré un caractére facile à manier, & propre à fournir des expédiens pour applanir les difficultés. Buys sembloit en être le pére, Van der Dussen gardoit le silence, & lorsqu'il se croyoit obligé de le rompre, il ne parloit que pour appuyer les hauteurs de son collégue, soutenir ses demandes injustes, & fortifier ses refus. Tous deux, quand les bonnes raisons ou les prétextes manquoient, s'échappoient en déclarant que leurs pouvoirs n'étoient pas suffisans, ou bien qu'ils n'étoient pas *instruits* des intentions de leurs Alliés.

Tout Négociateur souhaite & espére de réussir. Rouillé le désiroit avec raison, & s'en flattoit sans apparence. Son espérance étoit fondée sur la satisfaction que les Députés témoignoient de voir chez eux un Ministre du Roi, sur l'empressement qu'ils avoient d'être diligemment informés des réponses de Sa Majesté.

Ils demandoient au commencement que le secret des conférences fût exactement observé. Ils virent sans peine qu'il avoit pénétré, & que le public en avoit une pleine connoissance. Le détail en étoit cependant ignoré; les Députés en rendoient un compte direct au seul Pensionnaire, qui communi-

niquoit ce qu'il jugeoit à propos à ceux du Gouvernement qu'il trouvoit bon d'en instruire, mais il n'en laissoit ignorer aucune circonstance au Duc de Marlborough.

Après la conférence du 4 Avril, Rouillé prit le parti de fixer son séjour à Bodegrave, village éloigné de La Haye de dix lieues seulement. Il choisit ce lieu de concert avec les Députés. Ils l'avoient laissé maître d'aller soit à Woerden, soit à Gouda, & témoigné de l'impatience de le revoir incessamment. Lorsqu'ils se séparérent Van der Dussen lui tendit la main, sans que son collégue, un peu éloigné, l'apperçût. Il dit à Rouillé qu'il pouvoit lui donner de ses nouvelles à Gouda. C'étoit la seule fois que Van der Dussen eût parlé hors de la présence de Buys. La suite de la négociation fit voir que cette démonstration ne couvroit aucun mystére.

L'empressement que les deux Députés témoignoient d'être promptement informés des résolutions & des réponses du Roi, avoit engagé Rouillé à leur demander un passeport des Etats pour le Courier qu'il envert roit à Sa Majesté. Ils s'excusérent de le proposer, parce que ce seroit à l'assemblée de ces mêmes Etats qu'il seroit nécessaire de s'adresser, le secret par conséquent ne pourroit être gardé. Par cette raison ils lui conseilloient de confier ses dépêches à la poste ordinaire de La Haye. Ils l'assurérent d'une entiére sûreté, également pour ce qu'il

Digitized by Google

écriroit, & pour les lettres qu'il recevroit.

Après le départ des Députés, Pettekum, Résident du Duc de Holstein, se rendit à Bodegrave. Il y avoit déjà quelque tems, comme on l'a dit, qu'il s'étoit ingéré de lui-même à faire des propositions pour parvenir à la paix générale. Quoique la négociation fût conduite par une autre voie, il voulut suivre son objet, flatté de l'honneur & vraisemblablement du profit qu'il avoit lieu d'espérer, s'il pouvoit avoir part à cet important ouvrage. Le Président Rouillé n'apprit de lui rien de considérable. Pettekum écrivit en France au Ministre, dont il étoit connu, que le voyage qu'il avoit fait à Bodegrave, *n'étoit* pas à l'insu, mais du consentement du Pensionnaire, affligé du rapport que les Députés avoient fait des derniéres conférences, & des bornes que Sa Majesté donnoit à ses nouvelles offres, qu'elle réduisoit à céder Furnes les fortifications démolies, qu'il commençoit à douter qu'elle voulût la paix bien sincérement.

Heinsius étoit à ménager non seulement par son crédit dans la République, par la confiance qu'il s'étoit acquise auprès des Alliés, mais encore par la droiture de ses intentions, la bonne-foi, & le désir de voir la paix solidement rétablie, si l'on en vouloit croire celui qu'il avoit chargé de parler de sa part. Il conseilloit de presser la négociation; de ne pas, disoit-il, amuser le tapis, mais de parler net, & de faire des of-

fres

fres telles que le Penſionnaire eût lieu de les faire valoir aux Alliés, déchaînés contre toute propoſition de paix, & travaillant unanimement à perſuader à l'Etat de renvoyer Rouillé inceſſamment.

Le Prince Eugéne & le Duc de Marlborough étoient attendus à La Haye. En leur abſence les Miniſtres d'un ordre inférieur animoient les Peuples à faire la guerre encore une campagne, & la France n'étoit pas même, ſelon eux, en état de la ſoutenir. Elle étoit, diſoient-ils, aux abois; il falloit profiter de ſa foibleſſe, ſans lui laiſſer le tems de reſpirer; craindre & empêcher qu'elle ne rétablit ſes forces au point de faire trembler encore ſes voiſins. L'Envoyé de Lorraine ſecondoit le grand nombre des partiſans de la guerre.

Marlborough contenta bientôt l'impatience qu'ils avoient de le voir à La Haye. Il y arriva parfaitement inſtruit de ce qui s'étoit paſſé dans les conférences. Il avoit conſenti, avant que de s'embarquer pour l'Angleterre, à laiſſer le Préſident Rouillé en Hollande, perſuadé que rien ne ſe feroit ſans ſon aveu, & qu'il ſeroit maître de retarder & de rompre, comme il lui plaîroit, le progrès de la négociation. Il auroit donc fait inutilement un perſonnage odieux en s'oppoſant ouvertement au repos général de l'Europe, qu'il dépendoit de lui d'empêcher ſecrétement.

Il jugea pour lors que le tems étoit venu de

Digitized by Google

de rompre les conférences. Il ne s'étoit pas attendu aux facilités que le Roi apportoit à la paix. Elles lui donnérent lieu de craindre l'effet de l'impression qu'elles devoient faire sur des Peuples fatigués d'une guerre longue & sanglante, dont la Maison d'Autriche & les deux Généraux retiroient tout l'avantage, pendant que son poids accabloit les Provinces-Unies.

Ces réflexions l'obligérent à déclarer immédiatement après son arrivée à La Haye; que les conférences déplaisoient infiniment à la Cour d'Angleterre; qu'il avoit ordre de prier les Etats-Généraux de les rompre, & de renvoyer Rouillé, si la France se bornant aux seules offres qu'elle avoit faites, ne les étendoit pas en faveur de l'Empereur & de l'Angleterre.

Le Prince Eugéne fit en même tems une déclaration pareille, & de plus il demanda comme préliminaire indispensable, que la Monarchie d'Espagne fût totalement cédée à la Maison d'Autriche, sans la moindre distraction d'aucun Etat dépendant de cette Couronne, & encore le rétablissement pur & simple du Traité de Munster.

Au bruit des premiéres conférences le Marquis Delborgo, Envoyé du Duc de Savoye, avoit dépêché son Sécretaire pour en informer ce Prince. Il avoit présenté aux Etats-Généraux un Mémoire conçu en termes très-forts, leur demandant de n'entendre à aucune proposition de paix, sans

ſans la participation du Duc ſon Maître.

Tant de mouvemens & de batteries contre la paix pouvoient raſſurer le Duc de Marlborough, dont le crédit par lui-même étoit puiſſant dans les délibérations des Etats-Généraux.

Il n'étoit pas cependant ſans inquiétude. Plus les offres du Roi étoient conſidérables, plus il craignoit l'impreſſion qu'elles pouvoient faire, auſſi-bien que les réflexions des bons Républicains, ſur le dangereux voiſinage d'une Puiſſance dont l'agrandiſſement ſeroit quelque jour fatal aux Provinces-Unies. Il travailla donc à rendre ſuſpectes ces mêmes offres, & ſe flatta de perſuader qu'elles n'étoient pas ſincéres; qu'enfin Rouillé n'avoit été envoyé en Hollande que pour amuſer les Alliés & les tromper.

Pour mieux établir cette défiance, il entreprit de la répandre par ce même Pettekum, qui s'honoroit de paſſer pour un Agent ſecret de la France.

Le Duc de Marlborough lui donna comme une vérité conſtante, ces idées malignes ſur la commiſſion de Rouillé, & peut-être réuſſit-il à lui perſuader que l'état des conférences étoit une preuve évidente des ſecrétes intentions du Roi; & que les propoſitions faites de la part de Sa Majeſté, pouvoient paſſer pour autant de marques du mépris qu'elle faiſoit de l'Empereur & de l'Angleterre. Au-reſte, diſoit-il, la France ſe trompe, ſi elle croit faire la paix malgré

Digitized by Google

ces deux Puiſſances, & ſi elle ſe flatte que la Hollande puiſſe arracher par force leur conſentement. Il faut pour obtenir la paix, que la ſatisfaction de tous les Alliés ſoit complette, Rouillé renvoyé, & les négociations ſecrétes interrompues.

Le Penſionnaire jugea pour-lors qu'il étoit tems de communiquer aux Etats de la Province de Hollande le ſecret des conférences, dont il ne les avoit pas encore informés. Il chargea les Députés des autres Provinces d'en faire part à leurs Supérieurs. Il étoit de ſon intérêt perſonnel de laiſſer croire qu'il déſiroit la paix. Il rejetta toute la haine des difficultés ſur l'oppoſition de l'Angleterre, & celle de Marlborough en particulier.

Un François de la R. P. R. réfugié en Hollande, nommé Amirault, vint alors d'Amſterdam où il étoit établi, trouver le Préſident Rouillé, & l'aſſura que toute la Province de Hollande, particuliérement la ville d'Amſterdam, déſiroit ardemment la paix; que Buys, Député aux conférences & premier Penſionniare de cette ville, étoit mépriſé de ſes Citoyens; que toute la confiance étoit en La Baſſecourt, ſecond Penſionnaire, homme ſage & pacifique.

L'oppoſition des Alliés à la paix, étoit cependant unanime, & ſi forte, que le Roi reconnoiſſant chaque jour, & reſſentant la néceſſité de mettre fin à la guerre, voulut encore flatter les Hollandois en leur accordant

dant de nouveaux avantages pour le commerce. Ainsi Sa Majesté permit au Président Rouillé, de promettre qu'elle rétabliroit en leur faveur le Tarif de 1664. sans restriction & sans exception d'aucune espéce de marchandises.

Quant à la Barriére, Rouillé devoit sans différer plus longtems, déclarer que Furnes seroit donné avec ses fortifications.

Elle lui permit de plus de céder Condé, si cette condition dure étoit indispensable. Le Roi connoissoit parfaitement que la sûreté de son Royaume du côté des Païs-Bas, demandoit que Sa Majesté conservât Condé & Tournay. Qu'elle ne devoit pas être moins attentive à garder une Barriére, que les Etats-Généraux étoient ardens à la demander, sous prétexte de la sûreté de leur Etat; mais la nécessité de faire la paix étoit une raison encore plus pressante, & dans les circonstances présentes, c'étoit beaucoup faire que de conserver Tournay en sacrifiant Condé.

La bonne-foi, fondement des négociations heureuses, étoit peu observée de la part des Hollandois. Les conférences avoient été établies à condition que les articles préliminaires qu'ils avoient demandés, seroient la base du Traité. Le Roi l'avoit accordé.

Sa Majesté avoit de-plus consenti aux demandes faites pour l'avantage du commerce des Sujets de la République.

Ses Députés, à chaque conférence, formoient quelque nouvelle demande, sous

Digitized by Google

prétexte de la Barriére. A chaque réponse du Roi, ils obtenoient quelque cession nouvelle. Eux au-contraire rejettoient toute proposition convenable & nécessaire pour avancer la paix. Envain Rouillé les exhortoit à persuader à leurs Alliés de finir une guerre longue & onéreuse à toutes les Parties; de leur déclarer qu'en cas de refus, la République les abandonneroit & songeroit à son propre intérêt; les Députés ne laissoient attendre de sa part que des offices vagues & impuissans.

Le Roi promettoit que la Couronne d'Espagne seroit cédée à la Maison d'Autriche, avec les Etats en dépendans; les Royaumes de Naples & de Sicile en étoient seuls exceptés & réservés pour dédommager foiblement le Roi d'Espagne, à peine les Hollandois vouloient-ils promettre des offices généraux pour faire admettre une proposition si modérée.

Sa Majesté avoit permis au Président Rouillé de confier le secret de ses intentions aux deux Députés, quoiqu'ils n'eussent produit aucun pouvoir de leurs Maîtres pour traiter. Ils n'avoient pas songé à réparer ce défaut essentiel depuis qu'il n'y avoit plus de mystére aux conférences, ni de raison pour les tenir secrétes. Ce n'étoit que par le bruit public qu'on savoit que le Pensionnaire avoit enfin donné part à l'Etat des offres faites par Sa Majesté, si avantageuses pour les Hollandois, que l'opinion commune

ne étoit que le mieux feroit de les envoyer directement au Préfident de femaine, obligé par les loix de l'Etat à rendre compte des Mémoires qu'il reçoit pendant fon exercice. Il étoit vraifemblable que la paffion des Anglois n'auroit pas eu en ce cas affez de pouvoir en Hollande, pour l'emporter fur l'intérêt de la République.

Malgré tant de fujets que Sa Majefté avoit de fe plaindre de la conduite irréguliére du Gouvernement de Hollande, elle avoit bien voulu que la voie des conférences ne fût pas encore interrompue, quoique perfuadée qu'il eût été plus utile que les amis de la paix & du bien de leur Pays euffent été parfaitement inftruits des conditions qu'elle vouloit bien accorder pour l'un & pour l'autre. Ils auroient apparemment fait des réflexions férieufes fur le changement que peuvent apporter les événemens de la guerre, tellement incertains que la République perdroit peut-être en une journée tous les avantages que le Roi lui avoit accordés pour la paix, par conféquent le fruit de tant de dépenfes faites jusqu'alors pour le feul intérêt de l'agrandiffement de fes Alliés.

Si ces réflexions étoient encore affez puiffantes pour perfuader aux Hollandois de prévenir l'ouverture imminente de la campagne, & de propofer une fufpenfion d'armes, fi la paix ne pouvoit fe conclure, le Préfident Rouillé avoit pouvoir non feulement d'y

d'y consentir, mais même de la proposer, pour donner le tems de traiter à loisir, & sans craindre les variations que le sort des armes pouvoit apporter aux conditions accordées.

Pour en faire une énumération nouvelle, le Roi promettoit aux Hollandois de rétablir le Traité de commerce fait à Ryswick.

De les faire jouir du Tarif de 1669, sauf à convenir de gré à gré des exceptions à faire pour le bien réciproque du commerce entre la France & les Provinces-Unies.

Quant à la Bárriére, Sa Majesté cédoit Ypres & sa Châtellenie, Menin avec ses dépendances, Furnes fortifié & ses dépendances.

Elle permit de-plus au Président Rouillé d'ajoûter encore à tant de Places données au bien de la paix, Condé, même Maubeuge, si ces nouvelles cessions jointes à tant d'autres, produisoient une heureuse conclusion, & conservoient Tournay sous la domination de la France.

Les conditions pour la Maison d'Autriche étoient de lui laisser la Monarchie d'Espagne & les Etats dépendans de cette Couronne, réservant seulement les Royaumes de Naples & de Sicile pour dédommager le Roi Philippe.

La demande d'interpréter & de restraindre le Traité de Munster étoit insoutenable; la proposition même de le rétablir étoit inutile, puisque ce Traité servant de base à ceux

de

Digitized by Google

de Nimégue & de Ryswick, étoit censé rétabli lorsqu'il n'étoit pas dérogé à ces deux derniers, que la paix confirmeroit.

La proposition de laisser l'Electeur de Brandebourg jouir tranquillement des Comtés de Neufchâtel & de Valengin, sans préjudice du droit des prétendans, étoit acceptée.

Celle de laisser Exilles & Fenestrelles au Duc de Savoye, faisoit avec raison beaucoup de peine à Sa Majesté, ses ennemis voulant l'obliger à récompenser l'infidélité de ce Prince, dans le tems qu'ils n'écoutoient pas seulement les justes demandes des Electeurs de Cologne & de Baviére, ses Alliés fidéles, & que les Hollandois n'osoient interposer que de simples offices pour le rétablissement de ces deux Princes dans leurs Dignités.

Le Roi renouvella les ordres précis déjà donnés au Président Rouillé, d'insister fortement sur le rétablissement parfait des Electeurs, aussi-bien que sur la restitution totale des meubles, pierreries, & généralement de tous les effets qui leur avoient été enlevés pendant la guerre.

Quant à l'Angleterre, Sa Majesté offroit de rétablir le Traité de paix qu'elle avoit conclu avec cette Couronne à Ryswick. Elle promettoit de ne troubler directement ni indirectement le repos de la Grande-Bretagne, non plus que la disposition faite par Acte du Parlement pour établir l'ordre de succession aux trois Royaumes.

Elle voulut que sur cet article, Rouillé fût

Digitized by Google

fût des deux Députés, quels feroient les termes dont leurs Maîtres uferoient pour s'engager à maintenir cette forme de fucceffion établie, contre toute juftice, par les Actes du Parlement d'Angleterre. Car enfin rien ne paroiffoit moins folide & moins ftable qu'un pareil réglement. L'inconftance & la légéreté de la Nation Angloife font connues. Elle change fouvent d'idée. Un Parlement détruit, felon les conjonctures, ce qu'un autre avoit précédemment jugé néceffaire au bien du Royaume. Il étoit à propos de favoir ce que feroient les Hollandois, fi la Nation Angloife changeant quelque jour de maximes, refufoit de reconnoître pour fon Roi un Prince d'Allemagne, reconnu pour héritier préfomptif de la Couronne par les Actes du Parlement; & fi pour foutenir fon droit, la Hollande s'embarrafferoit d'envoyer & de tranfporter fes troupes en Angleterre.

La répugnance du Roi étoit extrême à s'obliger de faire fortir de France le Roi Jaques. Le Préfident Rouillé eut ordre d'employer encore toutes les fortes raifons que le Roi lui fournit pour combattre cette demande odieufe. Elle promit de ne l'aider d'aucun fecours après la conclufion de la paix; & voulut que Rouillé, parlant comme de lui-même aux Députés, effayât de favoir fi leurs Maîtres donneroient à ce Prince infortuné un azile fûr à La Haye, & de quelle maniére il y feroit pourvu à fa fubfiftance.

Enfin, elle jugea qu'il pouvoit convenir

à

à son service que Rouillé obtînt des passeports des Etats, pour la sûreté des Couriers qu'il dépêcheroit. Qu'il envoyât même de ces passeports pour en faire usage, si l'état des affaires demandoit que le Roi voulût dépêcher quelqu'un pour lui porter un ordre verbal.

Sa Majesté n'avoit pas regardé comme une démonstration purement indifférente, celle que Van der Dussen avoit faite en sortant de la derniére conférence. Tout est à remarquer dans un Pays où l'on croit qu'il est permis de recevoir, sans se deshonorer, la récompense d'un important service. Il étoit à propos de pénétrer si le second Député de Hollande avoit eu véritablement cette pensée. Le Roi permettoit en ce cas à Rouillé, non seulement de flatter ses espérances, mais encore de l'assurer de la récompense, s'il pouvoit porter sa République à se séparer de ses Alliés, à faire une paix particuliére, & convenir d'une suspension d'armes jusqu'à ce que la paix devînt générale.

Plusieurs raisons pressantes obligeoient les Hollandois à la désirer. Le poids de la guerre devenoit tous les jours plus pesant pour eux, l'argent plus rare, le crédit de l'Etat étoit épuisé, & les fonds de la guerre très difficiles à trouver. Cette situation embarrassante ne se pouvoit déguiser. D'un côté l'embarras de continuer la guerre étoit grand, d'un autre côté le Roi apportoit à la paix des facilités inespérées. On eût dit que le choix

Digitized by Google

choix de l'un ou de l'autre parti étoit aisé à faire. Ceux-mêmes qui désiroient de prolonger la guerre, n'osoient l'avouer, & se portoient pour pacifiques. Ils disoient, avec les vrais Républicains, que les Anglois avoient pris un tel empire sur le gouvernement de l'Etat, que leurs décisions étoient des loix, & qu'ils n'avoient d'objet que de porter les choses à la derniére extrémité.

Van der Dussen proposa une entrevue secréte, dans sa maison de campagne, au Président Rouillé. Il lui fit la peinture de la situation de la République. Il ajoûta pour le mieux persuader de sa sincérité, qu'il lui révéleroit un secret important; & tout de suite il lui dit, que le Pensionnaire avoit à la Cour de France des correspondans fidéles & bien informés, qui l'instruisoient bien réguliérement des plus secrétes délibérations du Conseil, des expéditions qui se *faisoient* dans les Bureaux des Ministres, aussi-bien que dans le cabinet du Comte de Bergheick. Le Pensionnaire, dit-il, sait le contenu des dépêches que vous avez écrites depuis que vous êtes en Hollande, le portrait que vous avez fait des deux Députés choisis pour traiter avec vous. On sait à Turin ce qui a été proposé & dit de part & d'autre au sujet des Royaumes de Naples & de Sicile. Comment voulez-vous que la négociation réussisse, lorsque tant de Puissances intéressées à la traverser, sont instruites jusqu'aux moindres circonstances du compte que vous en ren-

Digitized by Google

rendez, & des ordres que vous recevez.

Van der Duſſen parloit peut-être de bonne foi, peut-être auſſi cette confidence étoit-elle un artifice pour engager Rouillé à lui découvrir l'étendue de ſes pouvoirs, & à ſe rendre plus facile qu'il ne s'étoit montré jusqu'alors.

Jusqu'aux Gazettes à la main, continua Van der Duſſen, tout découvre l'état de la France, la miſére affreuſe de ſes Provinces, il n'eſt plus tems de biaiſer, le ſalut du Royaume dépend de la paix, & d'une paix prompte, qui prévienne l'ouverture de la campagne. S'il eſt permis aux armées d'agir, les prétentions des Alliés n'auront plus de bornes. Envain les bons Républicains gémiront des malheurs de la France; ils ne ſeront plus maîtres de les arrêter, comme il conviendroit peut-être à l'intérêt de l'Etat. Ils connoiſſent parfaitement & voient avec douleur l'avantage que les Anglois prennent ſur la République; la France ſeule pourroit la ſecourir en cas d'une rupture presque inévitable entre les deux Nations; ainſi les bien intentionnés voudroient la ménager & la préſerver de ſa ruine.

Cette expoſition faite, Van der Duſſen conclut de ſon discours, que le parti des pacifiques, favorable à la France, étant le plus foible en Hollande, elle devoit le mettre en état de gagner la ſupériorité. Il y avoit, ſelon lui, deux moyens principaux d'y parvenir; l'un d'accorder à la République les

avantages demandés, pour son commerce, l'autre la sûreté de la Barriére.

A l'égard du commerce, il n'y avoit rien à retrancher aux demandes déjà faites par les Députés. Quant à la Barriére, il convint que l'intérêt des Etats-Généraux devoit les porter à réduire leurs prétentions. Que les bons Républicains étoient assez persuadés que l'entretien d'un grand nombre de garnisons n'étoit déjà que trop onéreux à l'Etat; mais il falloit que la négociation plût à tous les membres; & le seul moyen de la faire agréer unanimement, étoit de la suivre sur le pied qu'elle avoit été proposée.

Engageons, dit-il, les conférences publiques. On trouvera peut-être dans la suite d'une négociation générale, les expédiens convenables pour modérer les demandes faites au sujet de la Barriére. C'est aussi dans la vue de faciliter l'ouverture de ces conférences, que les bien intentionnés désirent que la satisfaction des Alliés soit comprise dans les préliminaires. Ne traitez pas de dureté de la part des pacifiques, la voie qu'ils vous ouvrent pour parvenir à la paix. S'ils tenoient une conduite différente, ils seroient non seulement soupçonnés, mais accusés de favoriser la France, & de précipiter la paix à la veille d'une campagne dont la République & ses Alliés doivent attendre les plus grands avantages.

C'est ainsi que Van der Dussen essayoit de gagner la confiance du Président Rouillé, & de

de l'engager non seulement à lui découvrir le fond de ses pouvoirs, mais encore à lui savoir bon gré de ce qui s'étoit passé jusqu'alors dans les conférences, même du peu de bonne-foi que son collégue & lui avoient fait paroître & dans leur desaveu, & dans leurs demandes.

Il voulut persuader au Sieur Rouillé, que le Pensionnaire étant le premier mobile de la paix, employoit au succès de ce grand ouvrage tous ceux dont il connoissoit les bonnes intentions, & qu'il croyoit capables d'aider les siennes. Qu'il étoit donc nécessaire que le Roi lui mît en main des armes suffisantes pour imposer silence aux partisans de la guerre; qu'alors la fermeté ne lui manqueroit pas. Van der Dussen assura qu'on devoit aussi compter sur la sienne, & sur les conseils salutaires qu'il donnoit à ce Ministre, dont il prétendoit avoir la confiance.

Après cette entrevue, Pettekum vint à Bodegrave presser le Président Rouillé de ne pas perdre un moment pour finir son ouvrage. Il lui dit qu'il falloit absolument accorder à la République, sans le moindre délai, toutes les demandes que ses Députés avoient faites; que c'étoit le seul moyen de faciliter les vûes du Pensionnaire, tendantes toutes à la paix. Que plus Rouillé différeroit, plus il donneroit de poids aux manœuvres du Prince Eugéne & du Duc de Marlborough; que le premier étoit allé à Amsterdam à dessein de séduire le Gouvernement de cette

 vil-

Digitized by Google

ville inclinée à la paix. Que Marlborough insistoit au nom de l'Angleterre, sur toutes les conditions demandées, sans admettre la moindre restriction.

Pettekum avoit peut-être bonne intention, & disoit ce qu'il pensoit; peut-être aussi vouloit-il se faire un mérite en Hollande & auprès des Alliés de cette République.

Quoi qu'il en soit, les ordres du Roi étant arrivés pendant qu'il étoit à Bodegrave, le Président Rouillé le chargea de le dire au Pensionnaire, & de lui proposer qu'on reprît les conférences le 21 Avril.

Les deux Députés se rendirent le même jour à *Bodegrave*, & dirent à Rouillé qu'ils venoient savoir ce qu'il avoit de-nouveau à leur communiquer. Il les pria de l'instruire auparavant de l'usage qu'ils avoient fait de ses derniéres propositions, de l'effet qu'elles avoient produit, & de ce qu'il devoit attendre des dispositions de leurs Maîtres. Explication nécessaire, puisqu'il n'avoit reçu jusqu'alors que de foibles promesses d'offices vagues de la part de la République, en échange des assurances solides & réelles qu'il avoit données au nom du Roi.

Les Députés répondirent par une simple répétition de ce qu'ils avoient dit dans les conférences précédentes, pour justifier la bonne-foi de leurs Maîtres, & prouver qu'ils ne pouvoient offrir que leurs offices, encore étoit-il nécessaire que le Roi mît la Républi-

blique en état de se faire écouter, non seulement de ses Alliés, mais de ses propres Membres, dont le nombre de ceux qui s'opposoient à la paix, étoit infiniment supérieur à celui de quelques bien intentionnés admis aux affaires secrétes, qui la désiroient sincérement. Mais que la bonne volonté des pacifiques seroit inutile, tant que le Roi ne leur donneroit pas le moyen de faire valoir leur avis comme le plus conforme au bien de l'Etat.

Les Députés témoignérent qu'ils étoient affligés du peu d'ouverture de Sa Majesté, dans un tems critique où l'intérêt de la France la pressoit de ménager les momens qu'elle perdoit, pendant que le Prince Eugéne & Marlborough, les Ministres des Alliés en Hollande, employoient utilement tous les instans à traverser toute négociation de paix.

Les Députés se plaignirent encore à Rouillé, de la défiance que lui-même témoignoit de la droiture des Etats-Généraux, d'autant plus injustement que rien ne prouvoit plus évidemment leur sincérité que les démarches qu'ils faisoient pour terminer une guerre dont les événemens leur étoient si favorables, & que l'état de leurs affaires permettoit de continuer encore longtems.

Le Président Rouillé rappella toutes les facilités que le Roi avoit apportées à la paix, comme preuves incontestables & du désir que Sa Majesté avoit de la rétablir, & de la confiance qu'elle prenoit à la sincérité de

Digitized by Google

leurs Maîtres. A ces conditions il ajoûta celles que Sa Majesté lui permettoit encore de leur accorder, savoir le Tarif de 1664. la cession de Furnes avec ses fortifications; & comme il vit que ces avantages ne produisoient aucun effet, il y joignit encore la promesse de céder Condé.

Il reserva le pouvoir qu'il avoit de céder Maubeuge, persuadé que la proposition n'en seroit pas plus heureuse. Les Députés lui donnérent lieu de le croire, car ils répondirent sur l'offre de Condé, qu'apparemment il n'avoit pas rendu un compte exact & fidéle des derniéres conférences, ou bien que Sa Majesté ne désiroit pas la paix, puisqu'elle offroit si peu pour la conclure, après que de leur part ils s'étoient expliqués non seulement comme les plus modérés des Alliés, mais encore des Membres de la République; qu'il étoit tems de mettre fin aux lenteurs d'une négociation infructueuse; que si elle étoit plus longtems prolongée, les partisans de la guerre, gens emportés, prendroient la supériorité sur les bien intentionnés, & ajoûteroient aux conditions demandées le rétablissement du Traité des Pyrenées.

La conférence tenue le matin, finit après cette déclaration. Ils dînérent ensemble, & pendant le repas les Députés réitérérent souvent les protestations du désir qu'ils avoient de parvenir à l'heureuse conclusion d'une bonne paix, également souhaitée de

ceux

ceux qui penſant comme eux, avoient partagé leurs peines; & les avoient aidés à faire modérer les conditions préliminaires au point où elles étoient enfin réduites. Ils prétendoient que la France leur ſût gré de lui tendre la main pour la préſerver de l'abîme où elle tomberoit, ſi elle laiſſoit perdre une occaſion qu'elle ne trouveroit plus, à-moins que, contre toute apparence, le ſort des armes ne vînt à changer.

Le dîner fini, tous trois rentrérent en conférence. Les Députés Hollandois l'ouvrirent par la récapitulation de toutes les conditions nommées préliminaires, qu'ils demandoient comme abſolument néceſſaires à la paix. Ils déclarérent qu'il ne ſuffiſoit pas pour la ſûreté de la Barriére, que le Roi conſentît d'ajoûter à ſes offres Ypres, Menin & Condé, qu'il falloit encore y joindre Tournay & Maubeuge.

Qu'à l'égard des Alliés, l'Empereur & l'Empire vouloient que le Traité de Munſter fût rétabli, qu'il étoit donc indiſpenſable d'accorder cette condition.

Celle de laiſſer au Duc de Savoye généralement tout ce qu'il avoit occupé en Dauphiné, n'étoit pas moins eſſentielle à la paix. Les Hollandois s'honoroient & ſe faiſoient une loi d'obtenir en faveur de leurs Alliés, tous les avantages que la République pouvoit leur procurer par une négociation dont ils s'étoient repoſés ſur elle. Il ſembloit en même tems que ce fût un ſujet de ſatisfac-

Digitized by Google

tion pour elle, de faire éprouver aux *Alliés* de la France, la douleur & le repentir des liaisons qu'ils avoient prises avec elle & avec l'Espagne; car enfin les Députés s'expliquérent décisivement sur les intérêts des *Electeurs* de Cologne & de Baviére. Ils refusérent de les comprendre dans ces mêmes préliminaires où pas un des Alliés de leurs Maîtres n'étoit oublié. Ils dirent de plus que si l'Electeur de Baviére étoit rétabli dans ses Etats, ce seroit à condition de laisser à l'Electeur Palatin le Haut-Palatinat, dont l'Empereur lui avoit donné l'investiture, & le premier rang dans le Collége Electoral. Qu'à l'égard de l'Electeur de Cologne, il seroit obligé de recevoir garnison Hollandoise dans la *Citadelle de Liége*, dans Huy & Bonn.

Ils protestérent que jamais les Alliés ne consentiroient à laisser au Roi Philippe la moindre partie de la Monarchie d'*Espagne*, soit comme dédommagement, soit à quelque titre qu'elle fût demandée. Ils quittérent alors le style & le personnage de Négociateurs, & comme revêtus de l'autorité des Consuls de l'ancienne Rome, ils prononcérent que le sort des armes décideroit des conditions de la paix; ainsi que *le Roi* d'Espagne ne devoit pas se flatter d'obtenir le plus modique dédommagement de cette Monarchie; que les deux Electeurs ne seroient écoutés que dans une assemblée générale, lorsqu'il s'en feroit une pour la paix; que si ces Princes pouvoient alors obtenir

la

la restitution de leurs Etats, la grace ne leur en seroit accordée que par la protection de la Hollande & de l'Angleterre ; & que le meilleur conseil à donner à l'un & à l'autre, étoit de se la concilier en ménageant avec soin ces deux Puissances.

Les Députés signifiérent à Rouillé que c'étoit leur dernier mot. Nous sommes bien fâchés, ajoûtérent-ils, que vous ne l'ayez pas compris dès les premiéres conférences, ou bien que vous n'en ayez pas suffisamment instruit le Roi votre Maître.

Le Président Rouillé étonné de la hauteur & de la mauvaise foi des Négociateurs, autant que de la dureté nouvelle des conditions, dit qu'au-moins il regardoit la restitution de Lille & de sa Châtellenie comme accordée. Il est vrai, répondirent-ils, que vous l'avez toujours supposé, mais nous ne l'avons jamais pensé ; vous avez mal interprété nos intentions. Nous vous avons laissé croire ce qu'il vous a plû. Lille, au commencement d'Avril, étoit encore en mauvais état ; les François le savoient, nous avions lieu de craindre qu'ils n'eussent dessein d'en profiter ; il étoit de la prudence de vous laisser croire qu'elle vous seroit rendue par la paix ; vous vous en êtes flatté ; Lille est présentement en sûreté, ne comptez plus sur la restitution.

Ils se savoient bon gré d'un pareil artifice ; & ce fut à-peu-près du même ton, que lorsque Rouillé les fit souvenir qu'ils avoient

Digitized by Google

promis que les Etats-Généraux employeroient leurs offices pour conserver au Roi d'Espagne les deux Siciles, ils se recriérent sur le terme de promis, comme supposant un engagement qu'ils niérent, & prétendirent qu'ils avoient dit simplement que l'intention de la République étoit de contribuer, autant qu'il seroit possible, à conserver au Roi Philippe le titre de Roi dont il étoit revêtu. Ainsi la sincérité des Députés parut seulement dans l'aveu qu'ils firent de la supercherie dont ils avoient usé au sujet de la restitution de Lille. D'ailleurs ils ne se mirent pas en peine de justifier la différence énorme entre les préliminaires proposés par l'un d'eux comme fondement de la négociation, & les conditions maintenant exigées par les ennemis de la France, pour commencer à traiter de la paix.

Elle s'éloignoit à chaque conférence, & la seule ressource pour prévenir les nouveaux obstacles que les événemens de la guerre apporteroient encore à sa conclusion, auroit été de convenir, avant la campagne, d'une suspension d'armes. Le Président Rouillé vouloit en tenter la proposition, mais les Députés ne lui laissérent pas la moindre ouverture pour en parler, & véritablement ils avoient moins de liberté dans cette conférence que dans les précédentes.

Le Prince Eugéne, le Duc de Marlborough, les Ministres des Alliés, tous rassemblés à La Haye, avoient eu le tems d'a-

gir.

Digitized by Google

gir. L'autorité des deux Généraux, la confiance que leurs succès inspiroient, les discours des Ministres subalternes augmentoient le désir presque général de continuer la guerre, & l'espérance de faire des conquêtes faciles sur un Royaume qu'on représentoit comme accablé de ses pertes.

Buys & Van der Dussen avant que de se rendre à la derniére conférence, avoient été obligés d'aller chez le Prince Eugéne & chez le Duc de Marlborough. Il n'y avoit pas lieu de douter qu'ils n'eussent reçu de l'un & de l'autre des ordres peu favorables à la paix. Ils les avoient fidélement exécutés.

Le Président Rouillé n'avoit que trop sujet de se plaindre non seulement de leurs variations & de leurs nouvelles demandes, mais encore du desaveu des points dont il paroissoit qu'on étoit convenu dans les conférences précédentes. Il chargea Pettekum de porter ses justes plaintes au Pensionnaire. Pour toute réponse ce Ministre dit qu'il ignoroit les expressions dont les Députés s'étoient servis. Que quant au fond, certainement ils n'avoient pas excédé leurs ordres; que même ils les avoient modérés; lorsqu'ils avoient vu que le Sieur Rouillé prenoit feu sur l'exposition qu'ils en avoient faite; qu'il s'y prenoit mal pour parvenir à la paix. Allez le trouver encore, dit-il à Pettekum; dites-lui de ma part, comme un conseil que je lui donne en ami, de ne pas chicaner sur la Barriére. Exhortez-le d'écrire au Roi

Roi son Maître, en termes bien précis; & s'il n'a pas d'instructions suffisantes, de lui demander instamment des pouvoirs plus amples; enfin de faire ensorte que les Etats-Généraux soient contens.

Le Pensionnaire confirma généralement les décisions des Députés sur tous les autres articles. Il dit qu'ils avoient parlé conformément à leurs instructions.

Pettekum alla chez le Duc de Marlborough, & découvrit sans beaucoup de pénétration, qu'il étoit le premier mobile des discours tenus par le Pensionnaire. Toutefois Marlborough, suivant son caractére, protesta faussement qu'il désiroit la paix, & contribueroit de tout son pouvoir à son heureuse *conclusion*; que la France avoit tort de la retarder, que son intérêt étoit d'y concourir & d'accorder au-plutôt les conditions demandées. Pettekum répon*dit qu'elles* étoient si dures, que vraisemblablement le Roi romproit plutôt la négociation, que de les admettre. Tant pis pour la France, reprit Marlborough; car la campagne une fois commencée, les choses iront plus loin que le Roi ne pense.

Pettekum partit pour Bodegrave, *instruisit* Rouillé de ce qu'il avoit fait & de ce qui lui avoit été dit. De retour à La Haye il vit encore Marlborough, & lui dit qu'il croyoit que le Roi rappelleroit Rouillé, si les Alliés persistoient à refuser la restitution de Lille à Sa Majesté, & les deux Siciles

pour

Digitized by Google

pour le dédommagement du Roi d'Efpagne. Jamais, dit Marlborough, les Alliés ne fe dédiront de leurs demandes préliminaires.

La veille de ce même jour il avoit conféré avec les Députés de l'Etat, & demandé que toute condition de paix fût rejettée, fi la Monarchie d'Efpagne n'étoit totalement reftituée, & Dunkerque démoli.

C'eft ce que Pettekum apprit du Penfionnaire. Ce Miniftre lui dit en même tems, qu'il voyoit avec douleur la paix encore éloignée par les prétentions des Alliés; qu'il n'étoit pas moins touché du peu de fincérité qu'il attribuoit à la France, & de l'obftacle qu'elle mettoit elle-même à fon propre bien, refufant de s'expliquer fur la Barriére, comme elle auroit dû le faire, pour engager les Etats-Généraux à défirer la paix, & fe les rendre favorables.

Le Duc de Marlborough s'embarqua fur la fin du mois d'Avril pour l'Angleterre. Il répandit que des raifons particuliéres & perfonnelles l'obligeoient d'y retourner: il n'attendit pas même que le vent fût bon pour fon paffage.

L'opinion commune étoit que le principal motif de ce voyage, ne pouvoit être que le deffein formé de rompre toute négociation de paix. Car on ignoroit encore les mouvemens fecrets de l'Angleterre: on difoit auffi que s'il ne réuffiffoit pas à rompre la négociation, il raméneroit feulement avec lui quelques perfonnes affidées, & dans fa dé-

Digitized by Google

dépendance, qu'il laisseroit à La Haye, pour y traverser toute négociation, pendant le cours de la campagne.

Il n'y avoit plus lieu d'espérer aucun fruit des conférences tenues jusqu'alors en Hollande. Le Président Rouillé attendoit chaque jour l'ordre que le Roi lui enverroit de se retirer; & le seul service qu'il se crut encore en état de rendre à Sa Majesté, étoit de pénétrer, s'il étoit possible, la véritable cause de la conduite étonnante, & de l'Etat, & de ses Députés. Van der Dussen avoit affecté un désir ardent de la paix. Il étoit convenu avec le Comte de Bergheick du plan pour y parvenir, & de l'établissement des conférences. Il ne refusa pas celles que Rouillé lui demanda, & convint avec lui d'une entrevue secréte. Ils se virent donc encore. Van der Dussen attribua principalement aux Ministres du Duc de Savoye, dirigés par Marlborough, la prétention totale de la Monarchie d'Espagne, sans reserve en faveur du Roi Philippe.

Le parti modéré n'étoit plus le maître des délibérations. Le Pensionnaire, & les autres bien intentionnés pour la paix, étoient forcés de céder au torrent. Marlborough & le Prince Eugéne dominoient, soutenus du grand nombre des partisans de la guerre. Malheur, dit Van der Dussen, qui ne feroit pas arrivé, si pendant qu'ils étoient absens de La Haye, les conditions demandées dans les premiéres conférences eussent été accordées.

dées. Le retour de l'un & de l'autre en Hollande avoient fortifié les cabales, & causé l'ordre que les Députés avoient reçu, de prétendre que toute la Monarchie d'Espagne fût cédée sans démembrement. S'ils avoient gardé le silence sur une condition si dure, ce n'étoit que par ménagement pour le Sieur Rouillé. Vous parûtes, lui dit Van der Dussen, si vif, si échauffé sur les réponses que nous vous fîmes sur d'autres articles, dont jusqu'alors nous avions parlé moins décisivement, que nous crûmes vous devoir épargner un nouveau sujet de vous irriter, & peut être avec raison. Nous l'avons avoué à nos Supérieurs, & nous en avons été blâmés.

Le Président Rouillé répondit qu'une telle variation étoit si extraordinaire, qu'il ne pourroit se résoudre à la croire, que lorsqu'elle lui seroit annoncée formellement, par la voie jusqu'alors établie des conférences ; que s'il en usoit autrement, il donneroit lieu de penser que les Etats-Généraux n'auroient jamais eu intention de traiter sincérement, & de bonne-foi : que leur dessein secret étoit d'amuser leurs Peuples, & de trouver ensuite quelque mauvais prétexte de rompre une trompeuse négociation.

Van der Dussen convint que Rouillé auroit lieu de le croire, quoiqu'il n'y eût rien de plus opposé aux vues sincéres des bien intentionnés ; qu'il falloit les plaindre, & que pour les justifier il auroit été nécessai-

re

re de découvrir la situation présente du Gouvernement, mystére qu'il n'étoit pas permis à un Républicain de révéler. Qu'il pouvoit dire en général que ceux dont la prudence avoit causé l'ouverture des conférences, étoient maintenant censurés, suspects, & même exposés.

Rouillé conclut de ces confidences, vraies ou fausses, que le seul parti qu'il y eût à prendre, étoit de retourner en France si-tôt qu'il auroit reçu l'ordre du Roi qu'il attendoit pour son départ.

Le Député le conjura de ne pas désespérer, mais d'attendre les changemens que le tems, la patience, & la bonne conduite des bien intentionnés pourroient produire. Comme il y a, dit-il, beaucoup de vivacité dans les délibérations, il y a tout aussi peu de stabilité. On a déjà refusé au Duc de Marlborough de comprendre dans les préliminaires la condition de démolir les fortifications & les ouvrages de Dunkerque. Il faut cependant compter que la prétention des Anglois sur cet article sera soutenue vivement, lorsqu'on s'assemblera pour la paix.

Le Président Rouillé essaya, mais inutilement, d'insinuer qu'il seroit à propos de suspendre les hostilités. Van der Dussen répondit qu'il étoit impossible de s'opposer aux volontés du Prince Eugéne & de Marlborough, trop intéressés l'un & l'autre à commencer la campagne, pour en différer l'ouverture; que l'Etat ne pouvoit que prendre

dre des précautions ſages pour modérer leur vivacité, choiſir pour cet effet les Députés qui ſeroient envoyés à l'armée, plus diſpoſés à conſidérer le bien public & à faire ce qu'il demanderoit, qu'à céder à la complaiſance qu'ils auroient pour les Généraux.

Van der Duſſen ſouhaitoit obtenir deux paſſeports pour des vaiſſeaux. Cette légére grace, demandée dans le moment de la ſéparation, donna lieu au Préſident Rouillé de lui faire eſpérer qu'il lui ſeroit facile d'en obtenir de plus grandes, ſi ſes ſoins réuſſiſſoient enfin à conduire à la concluſion d'une bonne paix.

Il reſtoit peu d'eſpérance d'y parvenir après ces derniers éclairciſſemens. Ils ne laiſſoient pas lieu de douter que la République de Hollande, aſſujettie aux volontés de ſes Alliés, n'eût perdu volontairement le pouvoir de décider, & de prendre le parti le plus conforme à ſes véritables intérêts. Une ſoumiſſion totale à ſes prétendus amis, l'entraînoit à croire que le tems étoit venu d'accabler la France, de profiter de ſes pertes, & de la réduire en tel état, qu'elle ne feroit plus trembler ſes voiſins, comme il étoit arrivé ſi fréquemment depuis que le Roi régnoit.

Il eſt vrai qu'elle étoit alors affligée de pluſieurs maux; la famine imminente ſe joignoit à ceux de la guerre; le froid exceſſif ſuccédant ſubitement au dégel au commencement du mois de Janvier, avoit fait périr

Digitized by Google

les grains semés. Le printems paroissoit, sans laisser voir aucune apparence de production des biens de la terre. On ne prévoyoit que malheur de tous côtés. Les discours étoient aussi tristes que les sujets de raisonnement. On enchérissoit encore sur le mauvais état du Royaume; & ce que chacun en disoit, vrai ou faux, passoit dans les Pays étrangers. Il est certain qu'une guerre soutenue pendant huit ans contre la plus grande partie des Puissances de l'Europe, avoit extrêmement affoibli les Provinces. Les nouvelles que les étrangers en recevoient, persuadoient sans peine qu'elles étoient épuisées d'hommes & d'argent. Chaque jour, les ressources & le crédit pour trouver de nouveaux fonds, périssoient: les armées du Roi, autrefois victorieuses, avoient été forcées, après des batailles sanglantes, d'abandonner les Pays où elles étoient entrées comme triomphantes.

L'Allemagne, les Païs-Bas, le Piémont, avoient été le théâtre de leurs désastres. Les ennemis du Roi accoutumés à rendre les Places assiégées presqu'aussi-tôt que le siége en étoit formé, s'étoient rendus maîtres à leur tour des Places de la domination de Sa Majesté. Ils menaçoient de pénétrer dans le cœur de la France. Elle n'étoit pas en état de regarder comme vaines des menaces si nouvelles & si peu vraisemblables, lorsque la guerre avoit commencé. Le Roi donnoit alors ses ordres sur les bords du Danube,

du

du Tage & du Pô. On n'auroit pas cru qu'après quelques années, il eût été réduit à défendre l'intérieur de son Royaume, même obligé d'examiner s'il pourroit demeurer en sûreté dans le lieu de son séjour ordinaire.

Quoique le courage des troupes eût été éprouvé en toutes occasions, même les plus malheureuses, on doutoit si elles résisteroient au défaut de payement & de subsistance.

La seule ressource étoit donc celle de la paix désirée & demandée comme le salut du Royaume. Mais ce désir ardent fondé sur une nécessité évidente, augmentoit l'aliénation des ennemis, & fournissoit à leur haine autant de raisons nouvelles de frapper & d'accabler la France, en continuant une guerre qu'elle ne pouvoit plus soutenir. C'étoit la source de tant de prétentions, qualifiées de préliminaires nécessaires, des variations des Négociateurs Hollandois soumis à leurs Alliés, des demandes nouvelles qu'ils avoient faites à chaque conférence, du desaveu fait de leur part dans les derniéres, des mêmes points dont ils étoient convenus dans les précédentes.

Le cours d'un régne heureux n'avoit été traversé, pendant une longue suite d'années, d'aucun revers de fortune. Le Roi ressentit d'autant plus vivement les calamités, qu'il ne les avoit pas éprouvées depuis qu'il gouvernoit par lui-même un Royaume florissant. C'étoit un terrible sujet d'humiliation pour un Monarque accoutumé à vain-

Digitized by Google

vaincre; loué ſur ſes victoires, ſes triomphes, ſa modération lorſqu'il donnoit la paix, & qu'il en preſcrivoit les loix, de ſe voir alors obligé à la demander à ſes ennemis; leur offrir inutilement pour l'obtenir, la reſtitution d'une partie de ſes conquêtes, celle de la Monarchie d'Eſpagne, l'abandon de ſes Alliés, & forcé de s'adreſſer pour faire accepter de telles offres, à cette même République, dont il avoit conquis les principales Provinces en l'année 1672. & rejetté les ſoumiſſions, lorſqu'elle le ſupplioit de lui accorder la paix à telles conditions qu'il lui plaîroit de dicter.

Le Roi ſoutenoit un changement ſi ſenſible avec la fermeté d'un Héros, & la ſoumiſſion parfaite d'un Chrétien aux ordres de la Providence: moins touché de ſes peines intérieures que de la ſouffrance de ſes Peuples, toujours occupé des moyens de la ſoulager & de terminer la guerre. A peine s'appercevoit-on qu'il ſe fit quelques violences pour cacher au public ſes ſentimens: ils étoient en effet ſi peu connus, que c'étoit alors une opinion aſſez commune, que plus ſenſible à ſa gloire qu'aux maux de ſon Royaume, il préféroit au bien de la paix la conſervation de quelques Places qu'il avoit conquiſes en perſonne; que s'il pouvoit ſe réſoudre à les céder, il auroit la paix, & qu'elle dépendoit du ſacrifice de ces mêmes Places.

Quelques-uns de ceux qui approchoient le

Digitized by Google

le plus près de Sa Majesté, n'étoient pas exempts de former ces injustes soupçons. Ils se glissérent même dans son Conseil, composé pour lors de Monseigneur le Dauphin, de Monseigneur le Duc de Bourgogne, & de cinq Ministres; savoir du Sieur de Pontchartrain, Chancelier de France; du Duc de Beauvilliers, Chef du Conseil des Finances, qui avoit été Gouverneur des Princes Enfans de France; du Marquis de Torcy, Sécretaire-d'Etat, ayant le département des Affaires Etrangéres; du Sieur Chamillart, Sécretaire-d'Etat, chargé des affaires de la Guerre; & du Sieur des Marets, Contrôleur-Général des Finances.

La relation des derniéres conférences, lue au Conseil, dissipa toute espérance de paix. On en sentit encore plus la nécessité de l'obtenir, quelque prix qu'elle pût couter.

Le Duc de Beauvilliers prenant la parole, employa les plus fortes raisons pour représenter à quel point cette paix qui fuyoit, étoit nécessaire, à quelles extrémités le Roi & le Royaume se trouveroient réduits, si malheureusement on laissoit échapper l'occasion de la conclure. Il s'étendit en termes pathétiques & touchans sur les suites funestes d'une guerre qu'il seroit désormais impossible de soutenir. Il fit envisager, & clairement, le personnage affreux que le Roi seroit peut-être forcé de faire pour contenter ses ennemis, & recevoir d'eux les

Digitized by Google

conditions qu'ils jugeroient à propos de lui impoſer.

Le Chancelier enchérit encore ſur cette cruelle peinture, & tous deux s'adreſſant au Miniſtre de la Guerre, comme à celui des Finances, les preſſérent de dire à Sa Majesté, en Miniſtres fidéles, s'ils croyoient, connoiſſant particuliérement l'état des troupes & des finances, qu'il lui fût impoſſible de ſoutenir les dépenſes, & prudent de s'expoſer aux hazards de la campagne.

Une ſcéne ſi triſte ſeroit difficile à décrire, quand même il ſeroit permis de révéler le ſecret de ce qu'elle eut de plus touchant.

Le Roi éprouva pour-lors que l'état d'un Monarque Maître abſolu d'un grand Royaume, n'eſt pas toujours l'état le plus heureux & le plus à ſouhaiter. Il ſentit que s'il étoit au-deſſus des autres hommes, il étoit auſſi expoſé à de plus grands revers; que plus on eſt élevé, plus l'infortune eſt ſenſible; & que c'eſt pour un Prince un ſujet de douleur auſſi vive que légitime, de ſe voir attaqué de tous côtés, ſans avoir les moyens ni de ſoutenir la guerre ni de faire la paix.

Dieu vouloit l'humilier avant que de réprimer & de châtier l'orgueil de ſes ennemis. Le Roi ſoumis aux ordres de la Providence, conſentit à de nouveaux ſacrifices; & ſans pénétrer encore s'ils ſuffiroient, il écrivit au Préſident Rouillé de reprendre les conférences.

Sa Majeſté lui commanda de faire connoître

tre aux Députés, qu'elle ne pouvoit considérer comme une négociation réglée, des conversations vaines où le tems se perdoit inutilement en discours équivoques de la part des Hollandois, en demandes nouvelles, sans être jamais contens de celles qui leur avoient été précédemment accordées, & cachant avec soin le fond inépuisable de leurs prétentions & de celles de leurs Alliés.

Rouillé eut ordre d'en demander une explication claire & précise; mais de quelque maniére que les Députés répondissent, il devoit user de patience, & ne pas rompre; au-contraire déclarer nettement, comme il en avoit le pouvoir, que Sa Majesté consentoit à céder Maubeuge. Elle lui permit d'y ajoûter Tournay, après quelque résistance; & lui ordonna de penser sur-tout que le point principal étoit de conclure la paix avant l'ouverture de la campagne.

Rouillé eut ordre de faire tous ses efforts pour obtenir la restitution de Lille, & de tâcher d'y parvenir en offrant un équivalent. Sa Majesté lui permettoit en ce cas de consentir à la démolition des fortifications de Dunkerque, même à combler son port, pourvu que conservant Tournay, Lille fût rendu. Enfin Sa Majesté consentoit à donner Tournay, aussi-bien qu'à laisser Lille entre les mains des ennemis, si cette nouvelle condescendance de sa part produisoit la paix.

Digitized by Google

Dans la même vue de cette paix si nécessaire, le Roi consentit à rétablir le Traité de Munster, suivant les demandes de l'Empereur & de l'Empire, avec la seule clause de démolir les fortifications faites à Strasbourg par ses ordres, & de remettre cette ville au même état où elle étoit avant que de passer sous la domination de Sa Majesté. Elle se contentoit du seul Royaume de Naples, sans la Sicile, pour le dédommagement du Roi son petit-fils. Elle consentoit à remettre aux conférences de la paix les intérêts des Electeurs de Cologne & de Baviére. Enfin elle promettoit que le Roi Jaques sortiroit de France, à condition que sa sûreté & sa subsistance seroient établies & assurées par le Traité de paix.

La dépêche contenant ces ordres, fut lue & écoutée avec une douleur égale dans le Conseil tenu le 28 Avril. La fermeté du Roi ne se démentit pas un instant. Sa derniére résolution étoit prise. Touché vivement de l'état de son Royaume, rien ne lui coutoit plus pour rendre la paix à ses Peuples.

Jusqu'alors on ignoroit à quel prix les ennemis mettroient enfin un bien si nécessaire à la France. On ne découvroit de leurs desseins que celui de perpétuer la guerre & de ruiner le Royaume. Plus Sa Majesté amplifioit ses offres, plus ils se montroient intraitables, & plus ils augmentoient leurs prétentions. Il étoit d'une extrême importance de pénétrer le fond de leurs intentions, par-

ti-

Digitized by Google

ticuliérement celles des Etats-Généraux. Une négociation prolongée, décrioit encore les affaires & l'état de la France, & pouvoit achever de décourager les Peuples. Il convenoit pour les ranimer, de les inſtruire des offres que le Roi avoit faites pour acheter le repos de ſes Sujets; de leur faire connoître dans toute ſon étendue, la paſſion des ennemis de la Nation Françoiſe, leur mauvaiſe foi dans la maniére de traiter; d'expoſer à des Peuples fidéles, zélés pour la gloire de leur Maître & de la Patrie, ce qui s'étoit paſſé dans la négociation, & de plus ce qu'il ſeroit poſſible d'apprendre encore avec certitude du plan que les Puiſſances liguées contre la France ſe ſeroient formé.

La connoiſſance de leurs projets n'étoit pas moins néceſſaire pour en prévenir l'effet, & prendre de juſtes meſures pour les rendre inutiles.

Quoique les conférences tenues depuis deux mois euſſent été inutiles, le Roi jugea qu'il ne falloit pas rompre toute négociation dans une conjoncture où le beſoin d'avoir la paix étoit ſi preſſant; mais il n'y avoit plus lieu de l'eſpérer des conférences de Bodegrave. Il s'en étoit tenu quatre dans cet eſpace de tems, elles avoient ſeulement appris que les Hollandois, ſoit volontairement, ſoit en déférant à la ſupériorité de leurs Alliés, ne travailleroient ni utilement ni ſincérement à la paix. On étoit à la fin du mois

Digitized by Google

d'Avril, & l'ouverture de la campagne n'étoit retardée que par le dérangement de la saison. Il restoit si peu de tems pour négocier, qu'à peine le Président Rouillé pourroit-il conférer avec les Députés, & faire usage des nouveaux pouvoirs que le Roi lui confioit; & s'il étoit obligé de demander quelque instruction nouvelle, le Courier qu'il dépêcheroit n'auroit pas le loisir de les lui reporter avant que les armées fussent assemblées. La crise étoit telle, qu'il étoit à souhaiter pour le bien des affaires, que le Négociateur eût été assez particuliérement instruit de leur état véritable, pour prendre sur lui de passer ses pouvoirs, s'il trouvoit un moment heureux, mais inespéré, de conclure.

Ces réflexions aisées à faire, engagérent le Ministre chargé des Affaires Etrangéres à s'offrir au Roi pour aller en Hollande, reconnoître s'il restoit encore quelque voie de travailler avec succès au rétablissement de la paix. Si toute espérance en étoit perdue, la sienne étoit de pénétrer autant qu'il lui seroit possible les secrets desseins des ennemis, peut-être de les engager à les révéler eux-mêmes. Ce n'étoit pas qu'il y eût le moindre reproche à faire au Président Rouillé. Il avoit conduit avec beaucoup de sagesse une négociation infructueuse, ménagé avec prudence les ordres que Sa Majesté lui avoit confiés. & sans épuiser ses pouvoirs laissé suffisamment connoître aux

Dé-

Digitized by Google

Députés, que leurs Maîtres obtiendroient d'elle une grande partie des avantages qu'ils demandoient, ſoit pour le commerce, ſoit ſous prétexte de ſûreté de la Barriére; mais il s'agiſſoit de preſſer la négociation, puiſque le Roi ne la vouloit pas rompre, & de ſavoir avant la campagne ce qu'on pouvoit attendre de ſa continuation. Le Sécretaire-d'Etat inſtruit particuliérement des intentions du Roi, de la ſituation où ſe trouvoit le Royaume, & de ce qui s'étoit paſſé dans le cours de la négociation, pouvoit profiter ſans attendre de nouveaux ordres, des momens de conclure, s'il s'en préſentoit un ſeul favorable à la paix.

Sa Majeſté goûta la propoſition que lui fit ſon Miniſtre, demeuré ſeul auprès d'elle après que les autres Miniſtres furent ſortis du cabinet où le Conſeil ſe tenoit ordinairement. Elle ne voulut pas cependant décider encore. Elle remit la déciſion au lendemain, jour que ſe raſſembleroit le Conſeil.

Une telle commiſſion n'étoit exempte ni de péril pour celui qui l'avoit propoſée, ni de peines & de déplaiſirs qu'elle pouvoit lui cauſer pour l'avenir.

A l'égard du péril, il falloit traverſer le Pays ennemi dans un tems où les troupes des Alliés commençoient à ſe mettre en mouvement, arriver & ſéjourner à La Haye, où régnoient la haine & la fureur contre la France; & pour ſûreté du voyage & du ſéjour,

jour, se contenter d'un simple passeport du nombre de ceux que le Président Rouillé avoit obtenus sans nom, parce qu'ils étoient demandés pour de simples Couriers.

Le Sieur Rouillé lui-même, muni d'un passeport en bonne forme, attendu pour les conférences, avoit été près d'être enlevé par les ordres du Comte d'Albermarle, à plus forte raison celui qui n'avoit d'autre assurance que celle d'un passeport très-susceptible de contestations, pouvoit craindre que la validité n'en fût pas reconnue, tout au moins qu'il ne demeurât lui-même arrêté pendant une longue dispute.

Quant aux déplaisirs dont cette commission seroit la source, il prévoyoit que réussissant, la paix si désirée, à quelque prix qu'elle fût achetée, ne seroit conclue qu'à des conditions peu honorables. Qu'un tel Traité deviendroit pour lui & pour sa mémoire, un prétexte de reproches, & un sujet de deshonneur. Qu'on le mettroit au nombre de ces Traités malheureux que la France a été forcée d'accepter après les plus grands désastres. Le souvenir des maux qu'on ne ressent plus, s'efface aisément. Plus les tems s'éloignent, plus les événemens passés deviennent inconnus; mais la postérité se croit en droit de condamner les sacrifices dont elle ignore quelle a été la fatale nécessité. Celui qui dans son tems a signé un Traité peu honorable, mais nécessaire, est mis au rang des Négociateurs infortunés, &

Digitized by Google

& regardé comme l'inſtrument de la honte de ſa Nation.

Une autre eſpéce de honte paroiſſoit attachée au deſagrément de ne pas réuſſir. Les offres du Roi étoient telles qu'on imputeroit au Négociateur la faute d'avoir manqué à conclure une paix déſirée ſi ardemment de toute la France.

Ces conſidérations avoient cédé à l'eſpérance dont il ſe ſentit ſecrétement flatté de rendre un ſervice important au Roi ſon Maître, ſon bienfaiteur, celui de ſa famille, & de contribuer ſoit à quelque heureux changement des affaires, ſoit à pénétrer les deſſeins des ennemis.

La propoſition du voyage expoſée par le Roi dans le Conſeil tenu le lendemain 29 Avril, fut louée & approuvée unanimement. La dépêche deſtinée pour le Préſident Rouillé ſervit d'inſtruction. Elle étoit conçue en ces termes:

A Verſailles, ce 29 Avril 1709.

„ Monſieur le Préſident Rouillé. J'atten-
„ tendois avec impatience l'effet des or-
„ dres que je vous ai donnés par ma dépê-
„ che du 15 de ce mois, & j'avois lieu de croi-
„ re qu'ils ſuffiroient pour obliger les Dépu-
„ tés de Hollande à convenir enfin avec vous
„ des principales conditions de la paix, lors-
„ que j'ai vu le contraire par la lettre que
„ vous m'avez écrite le 24, & dont vous
„ aviez

„ aviez chargé votre Sécretaire. J'ai trou-
„ vé dans la relation que vous me faites de
„ votre derniére conférence, plus d'éloi-
„ gnement que jamais à la conclusion d'un
„ Traité; je dirois même plus de mauvaise
„ foi, si je n'attribuois à la crainte que les
„ Hollandois ont de leurs Alliés, principa-
„ lement des Anglois, le desaveu que les
„ Députés font présentement des mêmes
„ conditions dont ils étoient convenus avec
„ vous dans vos deux premiéres conféren-
„ ces. J'avois lieu de croire, suivant le
„ le compte que vous m'aviez rendu de la
„ seconde, que la seule difficulté rouloit
„ sur Tournay & sur Condé; ensorte que
„ sacrifiant cette derniére Place, & Mau-
„ beuge au-lieu de Tournay, les Hollan-
„ dois devoient être satisfaits de la Barriére
„ que je leur assurois.

„ Je comptois qu'ils ne formeroient plus
„ d'incidens sur les Royaumes de Naples &
„ de Sicile, les Députés vous ayant eux-
„ mêmes proposé les termes dont il con-
„ viendroit d'user pour réserver ces deux Ro-
„ yaumes en faveur du Roi mon petit-fils.

„ Enfin, ils insistoient si mollement sur
„ la prétention de rétablir le Traité de
„ Munster, qu'il paroissoit que leurs Maî-
„ tres n'appuyoient cette demande injuste,
„ après deux Traités solemnels, que par
„ complaisance pour leurs Alliés.

„ Comme je vois cependant que nonob-
„ stant le dernier état où vous en étiez de-
„ meu-

„ meuré avec les Députés de Hollande, ils
„ conteſtent préſentement tous les points
„ dont il ſembloit qu'ils étoient d'accord
„ avec vous, qu'ils veulent à peine laiſſer
„ le Royaume de Naples au Roi mon petit-
„ fils, qu'ils inſiſtent ſur le rétabliſſement
„ du Traité de Munſter, & qu'ils nient mê-
„ me d'avoir conſenti à me reſtituer Lille
„ & ſa Châtellenie, je ne puis avoir bonne
„ opinion de l'iſſue d'une négociation où
„ chaque Député ſe dédit dans une con-
„ férence, de ce dont ils étoient convenus
„ dans la précédente; & jusqu'à ce qu'il y
„ ait plus de ſolidité & plus de ſuite, on
„ doit s'attendre que non ſeulement cinq
„ ſemaines, mais encore pluſieurs mois s'é-
„ couleront inutilement.

„ Le billet du Sieur Van der Duſſen,
„ dont il eſt fait mention dans l'inſtruction
„ que je vous ai donnée, & dont je vous
„ envoie encore la copie, promettoit une
„ négociation plus prompte & plus ſincére.
„ Il ſpécifie, comme vous le verrez enco-
„ re, l'offre des Eſpagnes, des Indes, du
„ Milanez, & des Païs-Bas Eſpagnols; &
„ paſſant ſous ſilence les Royaumes de Na-
„ ples & de Sicile, il laiſſe aſſez entendre
„ que l'intention de la République de Hol-
„ lande étoit de réſerver l'un & l'autre pour
„ le Roi mon petit-fils.

„ Les termes de ce qui a été ajoûté aux
„ Païs-Bas Eſpagnols, ſont rélatifs aux
„ propoſitions faites de ma part en 1706.

„ Elles

Digitized by Google

„ Elles comprenoient uniquement Ypres & „ Menin, & j'y ajoûte présentement Furnes fortifié, Condé & Maubeuge. Je „ donne donc bien plus que le Sieur Van „ der Duffen ne demandoit dans le billet „ qui a servi de fondement à la négociation présente. Si les prétentions des Hollandois ont augmenté à mesure qu'ils ont „ apperçu des facilités, & de l'empressement de ma part à conclure la paix, il „ seroit de la prudence de tenir présentement une route opposée, & de leur faire voir que s'ils prennent une entiére confiance en leurs forces & en celles de leurs „ Alliés, je me confie avec encore plus de „ raison en l'assistance divine; mais comme „ le *moyen de l'obtenir*, est de contribuer, „ autant qu'il peut dépendre de moi, au „ rétablissement du repos de la Chrétienté, „ je veux étendre le sacrifice que *j'ai déjà* „ commencé, bien au-delà des bornes que „ je m'étois proposées.

„ Avant de vous en expliquer, il sera nécessaire de reprendre avec les Députés „ de Hollande ce qui s'est déjà passé dans „ les conférences, & de leur faire voir les „ inconvéniens d'une négociation où l'une „ des deux Parties ne se déclarant jamais „ positivement sur ses prétentions, les augmente à mesure que vous faites un pas „ pour les satisfaire.

„ Il faudra rappeller le billet du Sieur „ Van der Duffen, faire voir que je vous

Digitized by Google

„ ai donné les ordres néceſſaires pour con-
„ tenter les Hollandois ſur tous les points
„ qu'il contenoit.
„ Vous demanderez enſuite que puisque
„ tant d'avances que vous avez faites ont été
„ jusqu'à-préſent inutiles, & que celles que
„ vous pourriez faire encore tourneroient
„ vraiſemblablement contre mon ſervice,
„ on vous délivre au-moins un plan raiſon-
„ nable des prétentions des Hollandois &
„ de leurs Alliés; car il eſt impoſſible de
„ regarder comme tel celui dont les Dépu-
„ tés ſe ſont expliqués dans la derniére con-
„ férence, & dont vous me rendez compte.
„ Vous attendrez leur réponſe; mais ſoit
„ qu'elle vous contente, ſoit que vous re-
„ ceviez d'eux de nouveaux refus, vous
„ uſerez de la même patience que vous avez
„ témoignée jusqu'à-préſent; & quand ils
„ auront parlé, mon intention eſt que vous
„ ajoûtiez Maubeuge aux offres que vous
„ avez déjà faites, quoique je vous euſſe
„ ordonné de réſerver cette Place pour la
„ derniére extrémité, & ſeulement en cas
„ qu'elle ſervît à la déciſion de la paix.
„ Si cette Place ne ſuffit pas pour la con-
„ clure, & ſi les Députés de Hollande in-
„ ſiſtent encore pour obtenir Tournay, vous
„ employerez toute votre adreſſe & tous
„ vos efforts pour conſerver une Ville ſi im-
„ portante, & que je regarde toujours com-
„ me étant de l'ancien domaine de ma Cou-
„ ronne; mais enfin je veux que vous vous

Digitized by Google

„ relâchiez aussi sur cet article, plutôt que
„ de perdre la conjoncture de terminer la
„ guerre avant l'ouverture de la campagne.

„ Après tant de condescendance de ma
„ part, j'avois lieu de croire que les Hollan-
„ dois ne persisteroient plus à garder Lille
„ & sa Châtellenie; mais l'aveu que les Dé-
„ putés vous ont fait de l'artifice dont ils
„ ont usé avec vous à cette occasion, me
„ fait douter des intentions de leurs Maîtres,
„ jusqu'à ce qu'elles soient bien précisément
„ expliquées. Je m'attends donc à de nou-
„ veaux combats que vous aurez à livrer
„ pour que Lille & sa Châtellenie me soient
„ restituées, & vous ne devez rien oublier
„ pour *y réussir; car il est si essentiel* pour
„ mon service de les retirer des mains de
„ mes ennemis, que si vous ne pouvez y
„ parvenir sans donner un équivalent, je
„ consentirai pour cet effet, & vous juge-
„ rez avec quel regret, à démolir les forti-
„ fications de Dunkerque, que je garderai
„ rasé, & à combler son port.

„ Vous n'userez qu'à la derniére extrémité
„ de cet étrange expédient. S'il arrive même
„ que vous soyez forcé de le proposer pour
„ recouvrer Lille, faites ensorte qu'il serve
„ aussi pour sauver Tournay. Enfin réduisez-
„ vous à retirer Lille, si la proposition que
„ vous ferez de la démolition de Dunkerque
„ ne suffit pas pour me conserver Tournay,
„ & pour obliger mes ennemis à me rendre
„ Lille; & à *la derniére extrémité*, désistez-

vous

Digitized by Google

„ vous aussi de Lille plutôt que de ne pas
„ conclure.

„ Vous serez étonné en lisant cette Dépê-
„ che, des ordres qu'elle contient, si diffé-
„ rens de ceux que je vous ai donnés jusqu'à
„ présent, & que je croyois encore trop éten-
„ dus; mais je me suis toujours soumis à la
„ volonté divine, & les maux dont il lui plaît
„ d'affliger mon Royaume, ne me permet-
„ tent plus de douter du sacrifice qu'il de-
„ mande que je lui fasse de tout ce qui pou-
„ voit m'être le plus sensible.

„ J'oublie donc aussi ma gloire & mes inté-
„ rêts sur l'article qui regarde le rétablisse-
„ ment des Traités de Westphalie. Insistez
„ le plus que vous pourrez sur l'exécution de
„ celui de Ryswyck. Faites voir, selon vos
„ instructions précédentes, la difficulté de
„ revenir présentement à ceux de Westpha-
„ lie. Exposez que leur interprétation sera
„ une nouvelle source de questions, de dis-
„ putes, & peut-être de guerre. Mais après
„ avoir épuisé toutes les bonnes & solides rai-
„ sons que vous pouvez employer, si elles
„ sont inutiles, consentez à passer cet article.
„ Observez en même tems que Strasbourg
„ retournant en conséquence à son premier
„ état de Ville Impériale, voisine des terres
„ de la Maison d'Autriche, subira bientôt la
„ domination de l'Empereur; ainsi ce Prince
„ auroit une Forteresse redoutable pour
„ l'Alsace.

„ Vous savez avec quelle peine j'ai con-

Digitized by Google

„ ſenti à céder l'Eſpagne ; vous pouvez juger
„ de celle que j'aurai à réduire encore le par-
„ tage du Roi mon petit-fils au ſeul Royau-
„ me de Naples. La Sicile eſt le ſeul Etat d'I-
„ talie qui lui ſoit demeuré fidéle. S'il le perd
„ je ne puis le croire en ſûreté au milieu des
„ Napolitains, révoltés contre lui pendant
„ qu'il étoit encore maître de l'Eſpagne. Les
„ revenus du Royaume de Naples ne ſuffi-
„ ront pas, à beaucoup près, pour ſoutenir la
„ Dignité Royale. Preſſez donc & inſiſtez
„ pour obliger les Députés de Hollande à
„ maintenir ce qu'ils vous ont promis. Vous
„ avez demandé d'abord la Sardaigne, & les
„ Places de Toſcane, pour les joindre aux
„ deux Siciles ; ils ne ſe ſont recriés que ſur
„ cette addition. Quand je m'en ſuis déſiſté,
„ ils vous ont fourni les termes qui devoient
„ exprimer la réſerve de Naples & de Sicile ;
„ qu'ils réfléchiſſent ſur ce qu'ils diroient, ſi
„ vous leur propoſiez une variation pareille à
„ celles que vous eſſuyez de leur part. J'ac-
„ corde à mes ennemis des avantages aſſez
„ grands pour réſerver au-moins ces deux
„ Royaumes en faveur du Roi mon petit-fils ;
„ mais après avoir expliqué le motif de tant
„ de ceſſions que je vous permets de faire
„ pour conclure la paix, j'y ajoûterai encore
„ celle de la Sicile, ſi elle eſt abſolument né-
„ ceſſaire pour terminer la guerre.

„ J'ai peine à croire que les Hollandois
„ s'attachent à m'offenſer perſonnellement,
„ en me demandant de laiſſer au Duc de Sa-

„ voye

„ voye ce qu'il occupe en Dauphiné. A-la-vé-
„ rité je regarderois cette opiniâtreté com-
„ me une insulte de leur part, & comme l'ef-
„ fet d'une résolution déterminée de conti-
„ nuer la guerre. Ainsi je croirois inutile de
„ prolonger une négociation que les mal-
„ intentionnés auroient eu le crédit de faire
„ échouer par une aussi foible considération.
„ Je ne change donc en rien les ordres que je
„ vous ai donnés sur l'article du Duc de Sa-
„ voye, savoir de retirer Exilles & Fene-
„ strelles, & tout ce qui est du Dauphiné. Et
„ quant à ceux que cette Dépêche contient,
„ mon intention est que vous employiez tou-
„ te votre habileté à ne vous en ouvrir que
„ par degrés; que vous ayez une extrême at-
„ tention à ne les pas épuiser, comptant que
„ vous me rendrez un service considérable,
„ & que je vous saurai un gré particulier de
„ ce que vous réserverez des pouvoirs que je
„ vous donne.

„ Les conditions que les Hollandois veu-
„ lent prescrire aux Electeurs de Cologne &
„ de Baviére, sont si dures qu'il vaudroit
„ peut-être mieux les remettre aux confé-
„ rences publiques, que de les régler comme
„ articles préliminaires. La raison en est, que
„ lorsqu'il y aura des Ministres assemblés pour
„ la paix, ces Princes pourront soutenir leurs
„ droits; & qu'au-moins voyant les difficul-
„ tés qu'on oppose à leur rétablissement, ils
„ ne se plaindront pas que je les aye oubliés.

„ S'il est impossible d'obtenir la restitution

Digitized by Google

„ du Haut Palatinat en faveur de l'Electeur „ de Baviére, il faudroit au-moins stipuler „ pour lui, que cette Province & la Dignité „ de premier Electeur retourneroient dans sa „ branche, lorsque celle de Neubourg seroit „ éteinte; mais vous jugez bien que consentant à des conditions plus importantes & „ plus essentielles pour moi, je ne différerai „ pas la paix sur les demandes que les Hollandois font à l'égard des deux Electeurs de „ Cologne & de Baviére.

„ Il me reste à vous marquer que le Roi „ d'Angleterre est résolu à me demander de „ sortir de mon Royaume après la paix, pourvu que sa subsistance soit assurée, & qu'on „ lui propose un lieu où il puisse demeurer en „ sûreté. Je ne vois pas que les Députés de „ Hollande ayent répondu à ce que je vous „ avois marqué sur cet article.

„ Voilà quelles sont mes intentions, il est „ de votre prudence de les bien ménager, & „ de vous servir si utilement des moyens que „ je vous confie, que vous parveniez à „ conclure la paix, devenue nécessaire à „ mon Royaume. Les choses n'étoient pas „ en état de proposer une suspension d'armes.) Sur ce, &c".

Cette Dépêche signée Louis, contresignée Colbert, ayant été lue au Conseil, le Roi ajoûta & écrivit de sa main les lignes suivantes, signées par Sa Majesté: „ J'approuve ce „ qui est contenu dans cette Dépêche, & „ mon intention est que Torcy l'exécute".

Les

Digitized by Google

Les momens étoient précieux. Le Roi demanda à Torcy quand il pourroit partir. Il répondit qu'un jour lui suffiroit pour les dispositions qu'il auroit à faire indispensablement. Il partit en effet de Paris le soir du 1 Mai, jour que le Roi alloit coucher à Marly.

Un voyage entrepris par pur zéle, qui ne présentoit d'ailleurs que des objets desagréables, peut-être même périlleux, ne laissa pas, quand il fut su, d'exciter l'envie, & de donner lieu à des discours très-opposés aux véritables motifs qui engageoient à l'entreprendre. Gens au-dessus du commun des Courtisans, attribuérent au Ministre des vues qu'il n'avoit jamais eues, & sans témoigner aucun désir de lui nuire, ils interprétérent ses intentions, & en ne les rendant pas suspectes, ils essayérent de persuader qu'une pareille démarche étoit aussi contraire au service qu'à la gloire du Roi, qu'il ne convenoit pas qu'un de ses Ministres allât demander en suppliant la paix à ses ennemis.

Dieu bénit le voyage, sa providence en écarta les traverses, nul incident, nulle rencontre fâcheuse ne l'embarrassérent. Point de parti ennemi, nul interrogatoire de la part des Commandans des Places frontiéres amies & ennemies. Tout concouroit à couvrir le secret de la marche. Il étoit à craindre qu'il ne fût découvert à Bruxelles. Pour en éviter le passage il falloit prendre un chemin détourné. Les Postillons dirent qu'il leur étoit défendu, sous de rigoureuses peines, de conduire les

Cou-

Digitized by Google

Couriers par toute autre voie que par la Ville. Ce même jour les portes en étoient fermées par ordre du Prince Eugéne, qui faisoit une revue dans l'enceinte de ses murailles. La nécessité força les gens de la Poste au détour qu'on leur auroit proposé inutilement. A Anvers on demanda à voir les passeports. Le Sieur Dosembray en montra un qu'il avoit obtenu sous son nom, pour aller en Hollande régler quelques affaires qui regardoient les Postes.

Torcy s'arrêta quelques heures à Rotterdam, pour y faire voir au Correspondant de Tourton, nommé Sincerf, les Lettres de crédit qu'il avoit à tirer sur lui, & s'informer en même tems de quelle maniére, en arrivant à La Haye, il pourroit voir le Pensionnaire & l'entretenir secrétement. Sincerf étoit honnête homme. Ce secret d'ailleurs ne pouvoit demeurer longtems caché, & par conséquent il n'y avoit aucun risque de se découvrir à un homme dont l'entremise étoit nécessaire pour arriver à La Haye sans bruit, & descendre chez le Pensionnaire. Le Banquier s'offrit pour conducteur, & sur le champ fit mettre deux chevaux à son carosse. Torcy & lui arrivérent ensemble à La Haye le 6 Mai, vers les sept heures du soir. Ils descendirent à la porte de ce Ministre de la République. Sincerf fut admis aussi-tôt à lui parler. Torcy attendit dans une espéce de salle ou cabinet, la réponse que Sincerf devoit lui apporter.

Fin du Tome I.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google